

N°66

à babord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

CHANGER LE MONDE : OÙ ALLONS-NOUS ?



SUR LA ROUTE

Retour sur un périple gaspésien 6
Noémie Bernier, Gérald McKenzie et Léa Fontaine

ACTUALITÉ

Hoodstock, au cœur de Montréal-Nord 7
Amel Zaazaa

Une histoire de quartier 8
Valérie Beauchamp

Tribulations d'une syndicalisation 10
Claude Côté

TRAVAIL

Quitter le Portugal pour la Grèce 12
Léa Fontaine

Du rapport de force au rapport de faiblesse 14
Yvan Perrier

Comment les femmes ont sauvé le mouvement syndical 16
Jan Frans Ricard

SOCIÉTÉ

Êtes-vous capacitiste ? 19
Isabelle Bouchard

ENVIRONNEMENT

La transition énergétique selon Philippe Couillard 20
Dominique Bernier

ÉDUCATION

Des inquiétudes sur la recherche universitaire 22
Normand Baillargeon

FÉMINISME

À nos amies 24
Martine Delvaux

Monique Béchar, un parcours singulier 26
Gabriel Martin

COLLOQUE À BÂBORD! 2016

Notre système de santé sous la loupe 29
Caroline Brodeur, Isabelle Bouchard et Ricardo Peñafiel

INTERNATIONAL

La Coopérative intégrale catalane 56
Guillaume G. Poirier

Marinaleda :

une utopie andalouse 58
Myriam Comtois-Boivin

Julienne Lusenge, pour la dignité des Congolaises 60
Gérald McKenzie

CULTURE

Ça commence aujourd'hui 63
Philippe de Grosbois

Superhéros, propagande et Empire 64
David Sanschagrin

L'expropriation de Forillon : un mal pour un bien ? 66
Jacques Pelletier

L'offensive des nationalistes conservateurs expliquée 68
Jean-Pierre Couture

ᐃᑭᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑭᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑭᑦᑲᑦ 70
Gérald McKenzie

Quelques recensions 71

À tout prendre ! 75
Ramon Vitesse

DOSSIER

CHANGER LE MONDE : OÙ ALLONS-NOUS ?

Dossier coordonné par Ricardo Peñafiel, David Sanschagrin et Claude Vaillancourt

34



Les défis d'une lutte commune

dans la diversité 36
Ricardo Peñafiel et David Sanschagrin

Bloquer pour construire 38
Claude Vaillancourt

Les luttes environnementales au lendemain de la COP21 40
Geneviève Azam

La justice pour toutes ! 42
Alexa Conradi

Le retour vers soi 44
Natasha Kanapé Fontaine

L'urgence d'agir avec éthique 46
Bochra Manai

Le nous militant 47

Jean-Marc Piotte

Renouveler l'altermondialisme 48
Ronald Cameron

Interdépendance des droits et des luttes 50
Christian Nadeau

Le syndicalisme de combat étudiant et son secret 52
Alain Savard

La démocratie, radicalement 54

Philippe Crevier, Hubert Forcier et Samuel Trépanier

CHANGER ET RESTER SOI-MÊME

Depuis la crise financière de 2008, le capitalisme n'a pas eu à produire de nouvelles idées pour assurer sa domination et continuer à approfondir les inégalités à travers le monde. Les politiques d'austérité s'imposent par la force; les seules idéologies qui plaisent encore à l'oligarchie sont celles qui canalisent le sentiment d'injustice vers la haine de l'autre: la musulmane, le Mexicain, le queer, l'Autochtone, la syndiquée, le réfugié. Pour les forces de gauche, cette stagnation idéologique est paradoxalement une opportunité à saisir pour se faire entendre et mettre de l'avant leurs idéaux. Pour cela, la vitalité de nos espaces médiatiques est un enjeu de première importance. Les idées comptent; il faut les défendre et les promouvoir.

On ne cesse de le répéter, les médias dominants sont confrontés à une crise quasi existentielle. Plus que jamais, afin de s'assurer une plus grande fidélité de leur public, ils surfent sur les sujets les plus populaires, ceux qui leur procurent le nombre le plus élevé de clics et de partages, selon les nouvelles méthodes pour calculer les audiences. Devant faire face à d'énormes compressions budgétaires, ils délaissent les enquêtes approfondies pour essayer de couvrir le plus vite possible ce qui vient tout juste d'arriver.

D'où la pertinence toujours plus grande d'un journalisme entièrement libre, qui ne dépend ni de la publicité ni de subventions contraignantes. On peut donc se réjouir de voir les médias indépendants québécois connaître une période de renouveau stimulante. Ceux-ci sont aujourd'hui nombreux et combatifs. Ils évoluent souvent dans l'incertitude, mais se renforcent constamment de celles et ceux qui choisissent de s'y impliquer. Leur diversité, malgré des conditions d'existence difficiles, montre bien à quel point ils sont indispensables.

Nous n'avons jamais adhéré à cette idée selon laquelle les médias alternatifs «prêchent à des converti·e·s»: il est important pour les militant·e·s progressistes d'avoir des espaces de dialogue et de convergence. Néanmoins, le terme «alternatif» peut nous confiner à une sorte de marginalité volontaire, alors que l'épuisement du système dominant devrait nous inciter à être plus ambitieux. Déjà, les liens se font plus forts, les gens œuvrant dans ces différents médias se parlent, discutent des problèmes communs, dont celui particulière-

ment épineux de la distribution – notamment à l'extérieur des grands centres. Se fait également sentir le besoin de se rapprocher, alors qu'il est si important de rassembler les luttes, comme nous le mentionnons dans le dossier thématique de ce numéro.

À BÂBORD ! FAIT PEAU NEUVE

De son côté, *À bâbord!* amorce sa quatorzième année de publication. Depuis quelques années déjà, nous souhaitons revoir la facture visuelle de la revue. C'est maintenant chose faite! Le collectif est très fier du résultat: la revue comporte maintenant 80 pages plus aérées et en couleur. Notre site web a également été revu de fond en comble.

Mais pas question pour nous de changer quoi que ce soit dans son contenu! *À bâbord!* restera tout aussi subversive, l'empêcheuse de tourner en rond, la contradictrice des discours officiels. Nous poursuivons les mêmes objectifs: rendre compte des luttes sociales, susciter des débats parmi la gauche, approfondir notre compréhension critique du monde. Ou comme nous le disions dès notre fondation en 2003, «appuyer les efforts de celles et ceux qui dénoncent les injustices et organisent la rébellion».

Au moment où la presse écrite se voit confrontée à d'importants chambardements, nous connaissons une croissance qui nous permet de regarder l'avenir avec optimisme. Sans doute le Québec a-t-il besoin d'exprimer son indignation et de partager ses aspirations pour un autre monde à construire au quotidien. Afin de diffuser et de propager nos luttes au plus grand nombre possible, *À bâbord!* fait peau neuve.

Plus que jamais, votre soutien est essentiel dans cette transition. Nous espérons que ce nouveau souffle plaira à nos abonné·e·s et suscitera un engouement auprès de nouveaux publics, dans le but d'élargir la portée des idées et valeurs que nous défendons. Parlez de nous à votre cousin·e, votre collègue, aux employé·e·s de votre café du coin... Surtout, nous espérons, comme toujours, porter un discours qui alimentera les combats à venir.

À vous de nous suivre et de nous appuyer dans notre nouvelle aventure!

LE COLLECTIF DE RÉDACTION



Un espace ouvert pour
le débat politique et
l'intervention sociale

info@ababord.org
www.ababord.org



à bâbord!

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

La revue *À bâbord!* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant cinq fois par année depuis sa fondation en 2003. Elle est éditée par des militantes et des militants de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la Nature. La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. *À bâbord!* veut appuyer les efforts de celles et ceux qui dénoncent les injustices et organisent la rébellion. Les articles de la revue peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

Suivez-nous aussi sur Facebook : [revueababord](https://www.facebook.com/revueababord)
et sur Twitter : [@revueababord](https://twitter.com/revueababord)

MEMBRES DU COLLECTIF

Normand Baillargeon, Valérie Beauchamp,
Luciano Benvenuto, Noémie Bernier,
Myriam Boivin-Comtois,
Isabelle Bouchard, Philippe Boudreau,
Caroline Brodeur, Claude Côté,
Jean-Pierre Couture, Yannick Delbecque,
Léa Fontaine (coordonnatrice),
Philippe de Grosbois, Natacha Lafontaine,
Rémi Leroux, Gérald McKenzie,
Monique Moisan, Amélie Nguyen,
Jacques Pelletier, Ricardo Peñafiel,
Yvan Perrier, Jean-Marc Piotte,
Karine Rosso, David Sanschagrín,
Chantal Santerre, Claude Vaillancourt,
Marc-Olivier Vallée.

COMITÉ D'ÉDITION

Valérie Beauchamp, Natacha Lafontaine,
Rémi Leroux, Gérald McKenzie,
Monique Moisan, Jacques Pelletier,
David Sanschagrín, Marc-Olivier Vallée
(secrétaire de rédaction).

PRODUCTION ET INFOGRAPHIE

Anne-Laure Jean

ILLUSTRATIONS

Mathieu Chartrand, Shrü (couverture).

COLLABORATIONS SPÉCIALES

Geneviève Azam, Dominique Bernier,
Ronald Cameron, Alexa Conradi,
Philippe Crevier, Martine Delvaux,
Hubert Forcier, Natasha Kanapé
Fontaine, Bochra Manaï, Gabriel Martin,
Christian Nadeau, Guillaume G. Poirier,
Jan Frans Ricard, Alain Savard,
Samuel Trépanier, Ramon Vitesse,
Amel Zaazaa.

La revue *À bâbord!* est imprimée par
Héon & Nadeau Ld.

Le site de la revue est hébergé par
Koumbit.org

Dépôt légal bibliothèque nationale du Québec. ISSN 1710-209

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada pour nos
activités d'édition par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques.

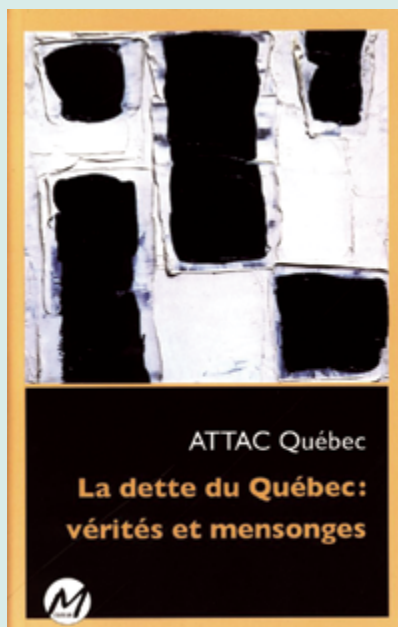


LANCEMENT N° 66 – 11 OCTOBRE 2016



Soirée festive pour lancer le dernier numéro d'*À bâbord!*
11 octobre 2016 à partir de 18 h au Café l'Artère
(7000 av. du Parc), à Montréal.

À LIRE !



Membres du collectif de rédaction d'*À bâbord!*,
Chantal Santerre et Claude Vaillancourt ont contribué
à un précieux ouvrage d'Attac-Québec sur la dette
québécoise paru chez M éditeur en août dernier.


REMERCIEMENTS

En juin 2015, le collectif de rédaction d'*À bâbord!* confiait à un comité *ad hoc* le mandat de renouveler la présentation visuelle de la revue. Nous souhaitions, dans la mesure de nos moyens, revoir le format du magazine, miser sur une mise en page plus aérée, passer intégralement à la couleur et, pour des raisons écologiques, abandonner le papier glacé.

Seize mois plus tard, c'est avec beaucoup de fierté que nous vous présentons la revue *À bâbord!* nouvelle formule, avec plus de pages (80 contre 52 auparavant), une reliure allemande ainsi qu'une grille et un logo tout neufs. Ce travail de qualité, nous le devons à la designer graphique Anne-Laure Jean, qui s'occupera aussi de la mise en page des numéros du magazine désormais. Nous la remercions chaleureusement.

Nous tenons également à souligner le travail de Myriam-Zaa Normandin, qui est encore une fois derrière la refonte de notre site web ababord.org. Nous sommes par ailleurs très heureux-euses d'avoir pu compter sur les services de Shrü pour l'illustration de la page couverture du présent numéro. Ayant contribué à un nombre important de unes d'*À bâbord!*, Shrü permet de faire le pont entre le passé de la revue et l'avenir que nous ouvre tout grand cette nouvelle identité visuelle.

Enfin, merci à vous, chères et chers abonné-e-s, pour votre fidélité au fil des ans. Des médias tels que le nôtre vivent et se pérennisent grâce à votre soutien indéfectible. *À bâbord!* est le fruit d'un travail collectif de vingt-sept personnes qui œuvrent bénévolement et avec passion. Or, produire une telle revue engendre des coûts. Ayant amélioré la facture visuelle et augmenté le nombre de pages des numéros, nous avons révisé le prix de l'abonnement. Pour celles et ceux qui sont aux études ou dont les revenus sont modestes, il est possible de s'abonner à un tarif réduit ou à la version numérique. Pour ceux et celles qui en auraient les moyens, une formule d'abonnement « de soutien » est offerte: pour quelques dollars de plus que l'abonnement standard, vous rendez possible le tarif réduit et une plus grande diffusion de la revue.

Merci et bonne lecture! 

LE COLLECTIF DE RÉDACTION

RETOUR SUR UN PÉRIPLÉ GASPÉSIE

NOÉMIE BERNIER ET GÉRALD MCKENZIE, COORDINATION DU DOSSIER GASPÉSIE
LÉA FONTAINE, COORDINATRICE D'À BÂBORD!

Tout au long de l'année 2015-2016, nous avons parsemé nos numéros de textes en lien avec la péninsule, en prévision du bouquet final : un dossier thématique consacré entièrement à la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine pour le numéro de juin 2016.

Après plusieurs mois de préparation logistique à grand déploiement, comprenant la recherche d'endroits pour héberger toute la « meute » comme on nous a amicalement rebaptisés là-bas et l'obtention d'un permis de conduire de classe 4B pour le minibus, le jour-J est enfin arrivé le 16 juin dernier. Départ pour une virée de près de 800km dans l'« À bâbord! Gaspésie Tour Bus ».


Huit heures plus tard, le collectif de rédaction était accueilli à Carleton. Un lancement haut en émotions nous attendait, avec au menu poésie, musique d'artistes locaux et interventions des auteur·e·s, toutes et tous engagés dans leur milieu et ayant contribué au fameux dossier : Philippe Garon, Martin Zibeau, Patricia Chartier, Mireille Chartrand,

Pascal Alain et Michel Chouinard. Bref, une symbiose parfaite, un premier contact intense qui suscite encore plein de commentaires : des « *C'était long, la route, mais ça en a valu la peine!* » et « *C'est à refaire!* »

Le lendemain, direction Gaspé pour une autre soirée qui promettait des discussions de fond sur la région. Mireille Chartrand, Isabelle Garcia, Réginald Cotton, Terry Shaw, Pascal Alain, Jean-François Spain et Jean-Marie Thibeault nous ont fait réfléchir sur le modèle de développement régional qui a eu tendance par le passé (et même encore aujourd'hui) à isoler une région pourtant riche en culture et en savoirs. Il ne faut toutefois pas se laisser abattre : l'engagement des citoyen·ne·s dans les

diverses localités, les moteurs économiques prometteurs axés sur le développement durable (notamment la pêche diversifiée) et les liens entre les différentes communautés (Mi'gmaqs, anglophones et francophones) nous montrent une Gaspésie militante prête à bâtir son avenir sur des projets communs et égaux. Le passage des gens de la Marche des Peuples pour la Terre Mère a souligné ce désir de changement sur une voie durable et viable à long terme, du point de vue économique, social et culturel.

Tout le collectif de rédaction d'À bâbord! tient à souligner l'accueil formidable auquel nous avons eu droit. Les auteur·e·s et leurs ami·e·s nous ont aidés à rejoindre les « forces vives » de la Gaspésie, présent·e·s aux lancements. Ce fut d'ailleurs un des éléments essentiels de ce projet : non seulement donner de l'espace dans la revue aux Gaspésien·ne·s, mais aussi aller à leur rencontre

Nous souhaitons que ce périple gaspésien soit le début d'une collaboration et la suite d'une approche qui place les régions au centre des questionnements touchant le développement du Québec. Pour qu'ensemble nous participions au Québec de demain. Et en guise de conclusion, un simple rappel à partir d'une phrase qui a marqué cette aventure : la Gaspésie a sa place dans À bâbord!, nous l'invitons à conserver les clés de l'appartement pour se l'approprier de temps en temps. 



En plus des deux lancements du numéro, le collectif de rédaction a tenu son assemblée générale annuelle dans un décor époustouflant. © Gérald McKenzie

HOODSTOCK, AU CŒUR DE MONTRÉAL-NORD

AMEL ZAAZAA, MEMBRE DE L'ÉQUIPE HOODSTOCK

Le Sommet noir 2016 était la troisième édition de Hoodstock, forum social de quartier créé en 2009 par un collectif de citoyen-ne-s suite à la mort de Fredy Villanueva.

Ce rendez-vous, créé au départ pour protester contre les violences policières à l'encontre des populations noires et racisées de Montréal-Nord, est devenu au fil des éditions un temps fort de réflexion et de mobilisation de la communauté. Il a permis cette année de mettre en lumière différents enjeux ainsi que de proposer des pistes d'action sur des volets majeurs.

Plusieurs thématiques ont été abordées pendant toute cette journée du 13 août 2016, telles que l'accessibilité au logement, la démocratisation des services de santé, l'alimentation, l'économie sociale et solidaire, la nécessaire convergence des luttes féministes des femmes racisées, la lutte contre le racisme systémique au Québec, le rôle des médias dans la stigmatisation des personnes racisées, l'importance de rétablir les faits historiques et de conserver la mémoire collective, etc. Cette dernière édition aura rassemblé plus de 800 personnes venues de Montréal et d'ailleurs et plus d'une trentaine de conférenciers, conférencières et artistes venus soutenir cette initiative citoyenne.

Cette 3^e édition de Hoodstock aura aussi permis de faire se croiser des luttes et des expériences d'activistes internationaux notamment grâce à la participation, des États-Unis, de Rose Brewer, professeure à l'Université du Minnesota et militante de Black Lives Matter, ainsi que Kali Akuno et




@ Hoodstock

Brandon King de Cooperation Jackson. Fatima Idhammou, venue de France, a quant à elle parlé de son initiative Sarcelloscope, un média indépendant et citoyen qui permet aux jeunes des banlieues françaises de rendre compte de leurs réalités.

Les cultures hip-hop ont aussi été à l'honneur à Hoodstock. Une pléiade d'artistes engagé-e-s tel-le-s qu'Onyx & Aishah, OneNessa, Fabrice

Koffy, Kapois Lamort, Emrical, Strange Fruits, Webster, Moysés (du Brésil), Food Gang, Gunde, SP et Dramatik ont offert une scène métissée à la parole puissante.

Ceux et celles qui ont raté cette édition pourront visionner les vidéos des conférences et s'inscrire à la lettre d'information du collectif sur www.hoodstock.ca pour suivre nos futurs projets. 

CENTRE-SUD UNE HISTOIRE DE QUARTIER

VALÉRIE BEAUCHAMP

L'Institut économique de Montréal (IEDM) a provoqué tout un débat cet été en publiant une note vantant les mérites de la gentrification dans des quartiers comme Hochelaga-Maisonneuve. C'est à se demander ce que dénoncent les voleurs de saucisses et autres barbouilleurs de vitrines.

Selon le *think tank* de droite, les constructions modernes redonnent du cachet à ces secteurs délabrés et les commerces récents ouvrent de nouveaux horizons aux «individus à bas revenus». Plus encore, le côtoiement de ménages plus fortunés aurait un effet positif sur les enfants des quartiers populaires en favorisant la mobilité sociale. Une analyse tout à l'opposé des groupes populaires et des militant·e·s qui critiquent vertement les hausses de loyer considérables provoquées par la gentrification. Mais qu'en pensent les habitant·e·s de ces quartiers en transformation, qui ont été peu consulté·e·s sur ces questions?

Prenons-en un qui a échappé au débat : Centre-Sud. Coincé entre Hochelaga, le Plateau et le Quartier latin, l'ancien Faubourg à m'lasse témoigne toujours de son histoire ouvrière, avec des vestiges ici et là qu'on entraperçoit à travers les condominiums. Selon Gaétan Roberge, du comité logement Ville-Marie, la conversion du parc locatif à Centre-Sud s'est faite progressivement, sur une période de 20 ans, contrairement aux autres quartiers populaires où des vagues massives de construction de condos et de perte d'habitations locatives se sont observées en peu de temps. Dans Centre-Sud, ces changements se sont opérés d'une façon insidieuse, échappant ainsi aux rapports conflictuels constatés dans les autres quartiers en mutation. Un bel observa-

toire pour comparer ces deux discours anti et pro-gentrification.

REVITALISATION URBAINE

Cinq femmes ont accepté de me rencontrer, dont quatre ont aménagé dans Centre-Sud au début des années 1980 en tant qu'étudiantes de l'UQAM. Martine, elle, est née ici dans les années 1970. Elle se souvient d'ailleurs des bâtisses désuètes qui ont été restaurées par les étudiant·e·s et les jeunes professionnel·le·s. Pour M. Roberge, c'est déjà le signe d'une gentrification. Les appartements retapés seront loués de plus en plus cher : la proximité du centre-ville rend le quartier attirant pour ceux et celles qui y travaillent et les étudiant·e·s d'alors ont maintenant des professions libérales, ce qui leur permet aujourd'hui d'absorber

ces hausses de loyer. La construction des condos commence dès la fin des années 1990, entraînant dans son sillage des commerces de proximité adaptés aux goûts des nouveaux résidents.

Mieux nanties que plusieurs ménages de Centre-Sud, ces anciennes étudiantes s'insurgent. Les hausses de loyer et les prix des boutiques finiront par chasser les personnes les plus défavorisées du quartier. «*Dans une société, il n'y a pas juste des gens qui font des bons salaires, et c'est ça qu'on veut dans notre quartier; on veut pas que les pauvres soient obligés de quitter*», affirme Chantal. Il faut préserver cette mixité sociale, qui est vue comme le reflet d'une société diversifiée à l'échelle d'un quartier.



Mur à proximité du tunnel Préfontaine, marquant la limite entre Centre-Sud et Hochelaga-Maisonneuve.
© Anne-Laure Jean

Ce mélange bénéfique des horizons socioéconomiques semble supporter les arguments de l'IEDM. D'autant plus que l'embourgeoisement vient aussi avec une revitalisation des aménagements urbains. Les rues se verdissent, on réaménage les parcs, l'offre d'activités sociales se diversifie. Même les épiceries solidaires arrivent après les ménages plus fortunés! Les résidentes ne sont pourtant pas dupes: pourquoi faut-il attendre l'arrivée de populations privilégiées pour reverdir le quartier? Ces changements sont toutefois appréciés par ces femmes.

Or, pour M. Roberge, le problème de la gentrification se trouve justement dans ces aspects positifs (revitalisation et mixité) qui rendent ce processus socialement acceptable, mais finit par conduire à une homogénéité de classe sociale, cette fois de populations aisées. «*La phase finale est toujours catastrophique pour l'unicité et l'essence d'un quartier*», prévient Gaétan Roberge. Si rien n'est fait pour contrôler le marché locatif, les prix exorbitants des logements auront raison de cette diversité.

CULTURE POPULAIRE ET MIXITÉ SOCIALE

Mais est-ce seulement une question de hausse des loyers? Contrairement aux autres résidentes, Martine reste perplexe quant aux supposés effets positifs de la mixité sociale. Bien plus qu'une transformation du cadre bâti, la gentrification entraîne une confrontation entre deux cultures de classe qui la ramène à sa propre condition. L'offre des nouveaux commerces est trop élevée pour son budget et elle peine à comprendre l'attrait pour certains produits. Pour cette personne issue de la classe populaire, la mixité sociale se vit dans une dévaluation des normes culturelles populaires. Le nouveau bar du quartier, ouvert il y a à peine deux ans, en est un

exemple type: «*Même si j'avais l'argent, j'irais pas, on me regarderait de haut.*» Si elle n'est pas en mesure d'expliquer pourquoi – une façon de s'habiller, de s'exprimer, de se tenir? – le sentiment d'exclusion n'en est pas moins réel. Les nouveaux commerces ne sont donc pas des environnements si inclusifs. Ouverture à de nouveaux horizons, affirmait l'IEDM?

La gentrification, c'est aussi toute cette mentalité anti-pauvre insidieuse qui s'installe.


Dans les termes de M. Roberge, la gentrification, c'est aussi toute cette mentalité anti-pauvre insidieuse qui s'installe. Les propriétaires attendent impatiemment que leurs locataires se renouvellent en comparant les profits du propriétaire voisin qui a réussi à louer à des prix nettement supérieurs à eux. Ils finissent par ne plus faire de réparations, espérant ainsi pousser les ménages à déménager. En outre, les individus récemment établis véhiculent parfois des préjugés associés à l'idée de «BS» par des paroles à peine chuchotées et des regards en biais. Martine en fait souvent les frais. Cette dépréciation prend des formes subtiles même chez les autres résidentes interrogées qui défendent pourtant des valeurs de justice sociale. Cela se traduit par un sentiment d'insécurité vécu par ces dernières auquel il faut remédier avec des caméras de surveillance, du profilage social exercé par une présence policière accrue ou un réaménagement du matériel urbain.

Les projets citoyens, les fêtes de quartier, la disparition de la petite criminalité et le verdissement du district

ALLER PLUS LOIN

Pour en savoir plus sur cette culture populaire de Centre-Sud, regarder l'excellent documentaire de Danic Champoux, *Conte du Centre-Sud*.

enchangent les femmes rencontrées. Or, parallèlement, itinérant·e·s, travailleuses·eurs du sexe, jeunes de la rue, consommateurs·trices de drogues, toutes et tous finissent par disparaître de la trame urbaine. Où sont-ils allés? On peut douter qu'ils et elles sont maintenant bien logé·e·s dans des appartements subventionnés, avec une prise en charge efficace des services sociaux et de santé. Ces personnages hauts en couleur – un reflet des conditions socioéconomiques de Centre-Sud – étaient pourtant intégrés dans le tissu social du quartier. Une autre forme de mixité.

La gentrification n'est donc pas synonyme, à terme, de cohabitation et conduit à un nettoyage social drastique des populations marginalisées. Finalement, certain·e·s habitant·e·s en viennent à se sentir étrangers dans leur propre quartier et l'envie de quitter pour un milieu où ses propres normes culturelles sont valorisées, avec des loyers abordables, conduit à la disparition de la culture populaire d'un district. Dans ce contexte, les vitrines barbouillées et les vendettas de saucisses bio expriment la rage devant l'incapacité à défendre son chez-soi et dénoncent la colonisation d'un espace populaire par une classe sociale économiquement et culturellement favorisée. Voilà pour l'analyse de la fable économique du *trickle down*, gracieuseté de l'Institut économique de Montréal. 

PREMIÈRE MOISSON TRIBULATIONS D'UNE SYNDICALISATION

CLAUDE CÔTÉ

Figure familière des étagères de supermarché, la boulangerie Première Moisson, occupe une place particulière dans les maisonnées québécoises. Récit du premier syndicat à voir le jour chez Première Moisson, dans sa succursale du marché Jean-Talon à Montréal.

Fondée en 1992 par la famille Colpron-Fiset, cette boulangerie d'inspiration française propose à ses client·e·s des pains, des pâtisseries et des charcuteries de qualité à bas prix. Aujourd'hui propriété à 75 % de Métro-Richelieu, l'entreprise opère une vingtaine de succursales principalement dans la région montréalaise. En 2010, celles-ci comprenaient plus de 1000 salarié·e·s.

SE SYNDIQUER POUR ÊTRE RESPECTÉ

L'idée de se syndiquer s'ancre dans le contexte de lutte à la précarisation que certaines organisations syndicales mènent actuellement en Amérique du Nord. Cette lutte s'articule entre autres à travers l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ de l'heure. Comme la plupart des salarié·e·s dans le commerce au détail, les artisans de Première Moisson ne gagnent souvent que le salaire minimum (10,75 \$/h). Plusieurs d'entre eux n'ont d'ailleurs reçu aucune augmentation salariale depuis quatre ou cinq ans, se sentant ainsi peu valorisé·e·s par l'employeur. La syndicalisation devient alors une solution pour ces personnes.

C'est à la suite de discussions entre collègues sur les conditions de travail qu'un projet de syndicalisation a pris

forme. Nous avons enfin pris le temps d'exprimer ce que l'on ressentait et d'être proactifs. Pour beaucoup de collègues, être syndiqué permettrait de contrer l'arbitraire patronal et de s'assurer d'être respecté.

C'est donc en novembre 2015 que les premières rencontres avec le service de syndicalisation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ont eu lieu. Au départ, la centrale cherchait principalement à voir la viabilité d'un tel pro-

jet. Elle ne désirait pas se lancer dans celui-ci si cela mourait au bout d'une année. Afin de rassurer la CSN, il était nécessaire de rejoindre les salarié·e·s qui étaient présent·e·s au sein de l'entreprise depuis plusieurs années et qui donneraient une légitimité plus grande au projet. Pour la CSN, il fallait que la campagne s'ancre plus profondément que seulement chez les étudiant·e·s, qui sont pour la plupart que de passage dans l'entreprise. À mon avis, il faut



© Gérald McKenzie

tout de même être plus « agressif » dans la syndicalisation des précaires. Avec un taux de roulement élevé, ce genre de commerce nécessite d'agir rapidement si l'on ne veut pas devoir recommencer constamment le processus d'accréditation. Un noyau de quelques personnes s'est ainsi tranquillement formé, rassemblant autant des salarié·e·s à temps partiel qu'à temps plein. Le syndicat avait maintenant sa légitimité!

OPPOSITIONS

C'est au cours de la soirée du 2 mai 2016 que la requête en accréditation a été déposée au Tribunal administratif du travail (TAT). Quelques jours auparavant, l'impression générale était que les patrons se doutaient de quelque chose. Il y avait même un sentiment de surveillance chez certains salarié·e·s. Cette impression s'est confirmée au courant de la journée: l'employeur a convoqué des rencontres d'urgence pour le lendemain sans savoir que la requête serait déposée en soirée. Le 3 mai, le conseiller syndical s'est présenté sur le lieu de travail pour expliquer au patron qu'une requête avait été déposée et qu'il ne pouvait d'aucune façon interférer dans le processus. Après une enquête rapide d'un mois par le TAT, les militant·e·s apprenaient la bonne nouvelle: leur syndicat était accrédité.

Afin de s'assurer que celui-ci demeure actif, différentes rencontres d'information ont eu lieu pour rallier le maximum de gens au projet syndical. Le succès de ces rencontres fut mitigé à mon avis. Il a fallu plusieurs rencontres avant que les opposant·e·s au projet finissent par se présenter à l'une d'elles. Nous croyions d'ailleurs avoir désamorcé certaines de leurs craintes. C'est au moment de l'assemblée générale que nous avons cependant compris leur stratagème.

Lors de l'assemblée générale de fondation, les opposant·e·s se sont présenté·e·s massivement afin de faire passer des points laissant croire à une tentative de sabotage. L'animateur de radio-poubelle Éric Duhaime serait fier des réactionnaires; ce dernier avait proposé dans un pamphlet antisyndical d'investir les lieux décisionnels des syndicats afin de s'assurer d'une réorientation idéologique où les luttes politiques des syndicats se retrouveraient mises au rancart. Les élèves ont dépassé le maître! Les opposants à la syndicalisation de la boulangerie ont accaparé le syndicat et ont entamé le processus de torpillage dès sa fondation.

Il faut rappeler que des outils existent afin de s'assurer de la mise en place d'une première convention collective.


Première étape: la remise en question du processus de syndicalisation en soumettant une proposition de « référendum » auprès des salarié·e·s. Cette stratégie vise à anéantir le rapport de force probable du syndicat lors de la négociation. Dès le lancement de l'assemblée générale, la « porte-parole » des opposants prit la parole afin d'expliquer que le processus de syndicalisation n'avait pas été démocratique et qu'elle détenait une liste de salarié·e·s qui se sentait lésé·e·s puisqu'ils et elles n'avaient pas été « consulté·e·s » dans le processus. Deuxième étape: les réactionnaires ont proposé d'imposer un quorum à 50% pour les assemblées générales. Un vernis démocratique a servi d'argument principal à cette proposition malgré le fait que cela rende très difficile d'avoir une vie syndicale

active avec un tel quorum. Cela ressemblait de plus en plus à un sabotage en règle. Troisième et ultime étape: lors de l'élection du comité exécutif, les trois postes ont été gagnés par des opposant·e·s au projet de syndicalisation. On peut dire que les patrons ont maintenant des allié·e·s de taille dans le syndicat.

ORGANISER LES PRÉCAIRES : ARDU MAIS POSSIBLE

Bien que cette expérience syndicale s'annonce éphémère, il demeure important d'organiser les travailleurs et travailleuses précaires, même si cela est difficile. Il faut rappeler que des outils existent afin de s'assurer de la mise en place d'une première convention collective. En ce qui concerne le syndicat de Première Moisson, nous pouvons cependant douter de l'efficacité de celui-ci dans un proche avenir.

Puisque chaque processus de syndicalisation est unique, cette campagne doit servir de modèle pour les militantes et militants syndicaux qui voudraient s'organiser sur leur lieu de travail. Elle doit être une démonstration que c'est possible de s'organiser, malgré les obstacles énumérés. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour que les travailleurs·euses précaires s'organisent collectivement et que ceux-ci soient enthousiastes de le faire. Je continue de croire que les centrales syndicales doivent investir temps et argent dans la syndicalisation des travailleurs·euses atypiques et ainsi faire avancer les conditions de travail de manière générale.

Malgré la tentative de sabotage, les militant·e·s du Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Boulangerie Première Moisson – CSN continue de solidifier leur rapport de force pour négocier une première convention collective! 



D'UNE CRISE À L'AUTRE...

QUITTER LE PORTUGAL POUR LA GRÈCE

LÉA FONTAINE

Tant le Portugal que la Grèce ont subi depuis les dernières années des crises destructrices qui ont sapé leur économie. Pour qu'ils résolvent leurs difficultés, on leur a imposé l'intervention de la troïka, qui a appliqué des mesures néolibérales drastiques : privatisations, compressions, remboursement prioritaire de la dette publique. Tout cela pour enfoncer davantage ces pays dans la crise. Agáprios, Grec insulaire, Amílcar et Marcos, immigrés portugais, ont chacun vécu ce drame à leur façon. Récit.

La Grèce subit depuis plusieurs années de sévères mesures d'austérité imposées par le pouvoir des grands intérêts financiers. La troïka (**voir encadré**) est intervenue à deux reprises pour «aider» le pays à se relever. Cette même troïka et les pays européens les plus puissants ont formulé des exigences totalement inacceptables par rapport aux promesses du parti de Syriza lors de la campagne électorale de 2014-2015. Pourtant, celui-ci a réussi à être élu à la tête du pays alors même que la population avait subi des

menaces prenant la forme de fermeture de banques et de contrôle encore plus sévère des capitaux. Visiblement, la Grèce ne parviendra pas à se sortir seule du marasme économique, mais tous semblent aujourd'hui lui tourner le dos, et ce, malgré la ferveur de la population grecque, qui a organisé pas moins de 20 000 manifestations en quatre ans de crise.

Le Portugal n'est pas en reste. Ce pays est en crise économique depuis 2009. Les citoyen-ne-s portugais-es ont amplement manifesté eux aussi. Le gouvernement a tergiversé quant à l'acceptation ou non d'aide extérieure, ce qui lui a valu beaucoup de critiques. Il a fini par accepter l'aide de la troïka... Le Portugal semble aujourd'hui remonter la pente.

L'EMPLOYEUR ET LES « EMPLOYÉS »

Fin cinquantaine, Agáprios fait partie de la seconde génération d'une famille venue de Turquie. Après avoir travaillé dans la vente durant toute sa vie, il subit mal les changements structuraux et idéologiques : toujours plus de ventes, toujours plus de baisses de salaire. Mentalement épuisé, il est vic-

time d'une crise cardiaque, qui le pousse à entamer ses économies pour rejoindre les deux bouts. L'intense corruption, les changements imposés par le système ne font qu'aggraver sa situation financière. Il décide de repartir à zéro, en ouvrant une école de plongée loin de la capitale, loin des soucis.

Amílcar, fin trentaine, les traits tirés, estime que la société stagne. Selon lui, les travailleurs-euses du nord de l'Europe ont tendance à migrer vers le sud et à accaparer les emplois. Lorsqu'il termine ses études, les investissements qui suivent l'entrée du pays dans la Communauté européenne en 1986 sont gage de prospérité. Bien que diplômé, il ne trouve pas d'emploi ni dans le Portugal continental ni dans son archipel. Il quitte alors le pays pour l'Angleterre, où l'attend un emploi sous-payé qu'il conservera tout de même durant trois années à défaut de trouver autre chose. Encore une fois, la communauté économique fait défaut au contrat social. Désespéré, il se résigne à rentrer au pays où il cumule plusieurs jobines. Croyant le ciel plus bleu ailleurs, il part pour la Grèce pour travailler dans le tourisme.

Marcos, début vingtaine, est quant à lui issu d'un milieu plutôt privilégié et

LA TROÏKA

Créée dans le cadre de la crise économique européenne, la troïka réunit les experts de trois institutions : la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Ce trio est censé assurer le suivi des pays sujets à d'importants problèmes économiques et ayant bénéficié de prêts. Concrètement, si ces prêts offrent des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché, ils ne visent pas vraiment à sortir ces pays de leur situation économique.

il a étudié en hôtellerie. Depuis la fin de ses études, il cumule des emplois « logés – nourris » pour se refaire une petite santé financière.

DURE POUR TOUT LE MONDE, LA VIE !


Agápios tient des propos très durs – et bien mérités – à l'égard du gouvernement et de ses politiques antisociales. Il est également indigné par le sentiment de n'être qu'un simple pion sur l'échiquier économique-politico-financier grec. Peu à peu, il perd toute confiance en des principes aussi basiques que la logique, le *fairplay*. L'idée de justice sociale se dissout dans les grands remous de la crise économique. Il affirme que la vie d'entrepreneur est très difficile et que tous s'en sortent comme ils le peuvent, quitte à contourner quelques législations... Il affirme avoir quatre employés. Il y a pourtant bien sept personnes qui se démènent au service des plongeurs et plongées et à la préparation du matériel dans son école de plongée. En fait, Agápios finit par dire qu'il a, à son service, quatre employé·e·s et trois stagiaires.

Stagiaire... Ce terme est assorti d'un *a priori* négatif en droit du travail. En effet, ces *travailleurs-euses* sont souvent non rémunérés, ou maigrement payés. Alors que certains y voient une façon efficace d'intégrer le marché du travail ou d'acquérir une première expérience de travail, d'autres considèrent qu'il s'agit purement et simplement d'une exploitation de la main-d'œuvre.

Devenu insulaire, Agápios, après quelques espoirs d'indignation, est aujourd'hui un peu démuni. Toutefois, face à cette crise qui fait tout flancher, il tente l'entraide à sa façon... bien qu'elle soit fort critiquable. Si les quatre employés grecs d'Agápios gagnent le salaire minimum, il en va autrement pour Amílcar et Marcos

ainsi que pour le troisième stagiaire, Georgio, grec également. Ces derniers sont nourris, logés et gagnent dix euros par jour. Oui : dix euros par jour. Agápios n'est pourtant pas si mauvais que cela... Il est en mesure de financer correctement quatre employés, mais pas plus. Les stagiaires connaissent dès le départ les conditions du stage : nourris, c'est toujours Marcos qui se met aux fourneaux dans le sous-sol, soit dans l'espace de réparation du matériel de plongée ; et logés, toujours dans ce même sous-sol, dans une cordée de trois lits simples. Le peu d'intimité qu'ont les stagiaires, ils le doivent à deux minuscules paravents, qui séparent les outils de travail de leur « chambre ».

Pour payer un peu plus le travail effectué par Amílcar, Marcos et Georgio, Agápios a recours à la rémunération en nature : il les laisse plonger peu à peu et leur fait passer – gratuitement – les uns après les autres, tous les diplômes pour qu'ils puissent devenir maîtres de plongée, de l'*Open Water Diver* au *Dive Master*. L'idée étant qu'ils se trouvent un *vrai* emploi dans le domaine de la plongée, en Grèce ou partout ailleurs dans le monde. Ces diplômes coûtent au total une petite fortune, même si cela ne compense pas le nombre d'heures de travail effectué.

Agápios profite évidemment de la situation, les stagiaires semblent pourtant beaucoup le respecter. Ils affirment même que c'est un bon patron. Dans une telle misère, qu'en penser ? En temps de crises aussi ravageuses que celles ayant touché tant le Portugal que la Grèce, on peut se demander jusqu'à quel point nous sommes en mesure de respecter nos principes. Dans cette torpeur, pouvons-nous les accommoder ou bricoler des statuts d'emploi ? Logé, nourri, diplômé, avec dix euros par jour... 



© Jakob Boman

DU RAPPORT DE FORCE AU RAPPORT DE FAIBLESSE

YVAN PERRIER, POLITOLOGUE, CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL
À LA MÉMOIRE DE SYLVAIN PERRIER (1961-2016)

Dans une série d'articles à venir, je me propose de vous faire part de mes observations critiques autour des négociations des rapports collectifs de travail dans les secteurs public et parapublic au Québec de 1964 à aujourd'hui.

J'entends examiner comment a évolué le rapport de force, entre l'État et les organisations syndicales, dans ces deux secteurs très importants de notre vie sociale et collective. Commençons, dans le cadre de ce premier texte, par préciser ce à quoi correspond le concept de « rapport de force ».

SUR LA NOTION DE RAPPORT DE FORCE

Ce concept a un contenu équivoque. En relations industrielles, il est associé à une logique de « coût » qu'une partie parvient à imposer à l'autre par le biais de divers moyens qui varient selon que l'on est l'acteur syndical (protestation,

manifestation, ralentissement de travail, arrêt de travail) ou l'acteur étatique (modification des règles du jeu ou recours à une régulation exceptionnelle ayant pour effet de suspendre la négociation et/ou d'interdire l'exercice de moyens de pression).

En analyse politique, ce concept est lui aussi orienté vers l'imposition à une partie des volontés de l'autre. Mais, on tient compte du cadre dans lequel le rapport de force se déploie, soit celui de la compétition politique. Dans ce cadre, les alliances qui se produisent entre partenaires objectifs ne sont pas éternelles. De fait, les alliances en politique sont mouvantes et sujettes à des redéfinitions constantes. La scène politique n'est-elle pas le lieu par excellence où conformément à l'adage français, « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » ?

Si, structurellement, les acteurs syndicaux ont intérêt à s'unir dans leurs revendications et dans l'exercice de moyens de pression, à l'occasion, certaines organisations syndicales, au lieu de chercher à réaliser l'unité entre elles, préféreront s'adonner à un jeu d'influence direct avec le pouvoir politique. La dynamique du rapport de force peut donc les exposer à des alliances verticales plutôt qu'horizon-

tales. Il en est ainsi parce que, finalement, ce sont les acteurs eux-mêmes qui décident de la façon dont ils défendront leurs intérêts et établiront leurs stratégies. Le rapport de force n'est donc jamais donné une bonne fois pour toutes, il est constamment l'objet d'un renouvellement.

Autrement dit, si la négociation des rapports collectifs de travail dans les secteurs public et parapublic est le produit d'un véritable rapport de force, celui-ci prend forme dans un cadre bien précis: le cadre de la vie politique. Plus précisément, il s'agit d'un cadre où s'affrontent des acteurs en compétition soit pour la conquête et l'exercice du pouvoir (les partis politiques), soit pour l'influence du pouvoir (les organisations patronales, les organisations syndicales, les médias et tous les autres groupes de pression).

SUR LES MOYENS À LA DISPOSITION DES PARTIES POUR IMPOSER LEUR POINT DE VUE

En ce qui concerne les acteurs qui participent à la dynamique du rapport de force dans les secteurs public et parapublic, il y a lieu d'établir un certain nombre de précisions quant aux moyens dont ils disposent pour imposer leur point de vue à l'autre partie.

CITATION

« Mais maintenant que le rapport de force s'était renversé et qu'il ne pouvait vraiment plus espérer sauver les troupes placées sous ses ordres, il fit preuve de discernement et d'esprit politique en s'inclinant devant les circonstances et en envoyant des émissaires pour engager des pourparlers d'armistice et de paix. »

— POLYBE
(III^e S. AV. J.-C.)
— IIE S. AVANT J.-C.)



Charlie Chaplin dans *Les temps modernes*, 1936

En ce qui a trait à l'acteur principal, l'État, celui-ci dispose de moyens très puissants pour amener soit les associations patronales des secteurs public et parapublic, soit les organisations syndicales à se soumettre à ses choix. Du fait qu'il a la prérogative de voter ses budgets annuels et qu'il dispose du monopole de la contrainte légitime, l'État a par conséquent toute une série de moyens pour amener ses partenaires patronaux à adhérer à ses vues (puisqu'il distribue les enveloppes budgétaires des organismes et des établissements gouvernementaux et qu'il a de plus le pouvoir de les mettre sous tutelle) ou pour contraindre les organisations syndicales à se soumettre à ses volontés (il peut suspendre les droits syndicaux, redéfinir les règles du jeu, imposer des décrets, mettre un terme à l'exercice de moyens de pression en adoptant une loi spéciale, etc.). L'État n'est donc pas dépourvu de tout moyen pour imposer ses volontés. Toutefois, dans la réalisation de ses objectifs, à long terme, l'État doit davantage se ménager des appuis du côté de ses partenaires patronaux plutôt que de ses «exécutants» salariés syndiqués. Car ce sont les premiers, en règle

générale, qui peuvent permettre à l'État d'atteindre les objectifs qu'il se fixe.


Quant aux salarié·e·s syndiqué·e·s, ils ne disposent que de peu de moyens pour imposer à l'État leurs volontés. Comme le constatait Marx, «*la seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion*⁽¹⁾».

À l'occasion, il peut sembler plus facile pour certaines organisations syndicales d'obtenir des gains directs et immédiats en se compromettant avec le pouvoir politique, plutôt qu'en s'astreignant à la très exigeante démarche de la solidarité avec les organisations sœurs.

CHANGEMENT D'ÈRE

Ces quelques remarques théoriques ne prétendent pas épuiser le sujet de la dynamique politique sous-jacente à l'évolution du rapport de force lors des négociations des rapports collectifs de travail dans les secteurs public et parapublic au Québec au cours du dernier demi-siècle. Elles constituent toutefois des précisions importantes pour avancer dans la compréhension de ce qui se déroule sous nos yeux lors de ces

rendez-vous entre les représentant·e·s du gouvernement et les porte-parole des grandes organisations syndicales, négociations qui se déroulaient jadis sur une base triennale et qui se déroulent aujourd'hui dans un cadre quinquennal.

Il y a une chose très importante à retenir de la citation de Polybe: dans la vie sociale et politique, le rapport de force est forcément une relation dynamique qui joue tantôt en faveur d'une partie, tantôt en faveur de l'autre. Donc, à travers le temps, un rapport de force favorable peut se transformer en rapport de faiblesse nettement défavorable. C'est ce que nous serons en mesure de constater dans notre prochain article qui portera sur les négociations dans les secteurs public et parapublic au Québec pour la période allant de 1964-1965 à 1983. Cette période durant laquelle nous avons assisté au passage de l'ère des «syndiqué·e·s contre l'État» à l'ère de «l'État contre ses syndiqué·e·s». 

(1) Karl Marx, Œuvres. Économie, tome 1, Paris, Gallimard, Bibliothèque La Pléiade, 1965, p. 1470.

COMMENT LES FEMMES ONT SAUVÉ LE MOUVEMENT SYNDICAL

JAN FRANS RICARD, DOCTORANT EN SOCIOLOGIE, UQAM

Les femmes ont joué un rôle crucial dans l'histoire du syndicalisme au Québec, comme ailleurs. Leur contribution au mouvement syndical et à la société en général est cependant minimisée, passée sous silence, reléguée à la périphérie de l'Histoire, cantonnée aux études féministes. C'est une grave injustice. D'importantes batailles sociales, dont les fruits sont ce que l'on nomme aujourd'hui si chèrement nos « acquis », ont été menées en grande partie par le mouvement féministe, incluant ses ramifications dans les syndicats.

Avec le retour en force de la droite ultralibérale, qui a accompagné la crise de l'État et du modèle de social-démocratie depuis la fin des années 1970, et la mise en place d'une nouvelle phase de la globalisation qui a suivi, au tournant des années 1990, le mouvement syndical a été confronté à plusieurs changements. Le constat de son affaiblissement fait consensus tant chez les chercheurs-euses que chez les premiers intéressés, les syndicats eux-mêmes. Le mouvement est en déficit de légitimité. Il peine à assumer sa pleine capacité de représentation et à s'adapter aux nouvelles réalités identitaires et démographiques dans un monde globalisé.

S'il est vrai que les syndicats québécois n'ont jamais cessé d'être une force sociale incontournable, il n'en demeure pas moins qu'ils ont dû, comme ailleurs, repenser leurs façons de faire. Or, sans les femmes, il y a fort à parier que le mouvement syndical ne serait plus aujourd'hui que l'ombre de cette force progressiste et rassembleuse qu'il continue d'incarner, pour plusieurs.

Les débats et réflexions entourant le « renouveau syndical », depuis le début des années 1990, devraient contribuer à rendre pleinement justice aux femmes

– particulièrement les féministes – qui n'ont pas attendu la crise du syndicalisme pour se mettre en marche. Il existe assez de recherches pour démontrer hors de tout doute leur contribution majeure au mouvement syndical au Québec et au Canada. Mais personne ne s'est aventuré à ce jour à formuler une thèse aussi radicale, du moins en apparence : *les femmes ont sauvé le mouvement syndical*. C'est ce que nous entreprenons de faire dans le cadre d'une thèse de doctorat.

La mise sur pied des comités de condition féminine dans les centrales syndicales a marqué un tournant majeur dans l'histoire du mouvement québécois.

On pourrait avoir tendance à croire que les syndicats, au gré des changements sociaux et de l'évolution des mentalités, se sont ouverts aux femmes, ont embrassé les idées féministes pour finir par s'en faire les ardents défenseurs. Il

n'en est rien. Ce sont les féministes qui ont ouvert les organisations syndicales de l'intérieur, qui les ont forcées à évoluer. Elles se sont battues au sein des syndicats pour faire reconnaître le travail des femmes, pour qu'ils promeuvent les revendications féministes et pour y faire leur place comme militantes, élues et salariées. Elles ont participé à la tâche colossale de renverser la société patriarcale dans une triple révolution : changer les rapports au travail, changer les syndicats et changer la société.

LE MOUVEMENT SYNDICAL DANS LE PIÈGE DE LA DIVISION

L'histoire des femmes au sein du mouvement syndical est une longue marche ponctuée de luttes, de revendications et de conscientisation, en butte à des structures et à une mentalité patriarcales qui reproduisaient les divisions induites par la classe dominante.

Les femmes ont toujours travaillé, que ce soit du travail salarié ou « invisible », et en général les deux en même temps, dans des conditions souvent plus pénibles que celles des hommes. Malgré cela, elles n'étaient pas considérées au même titre qu'eux. Les syndicats, d'ici et d'ailleurs, ont lutté contre le travail

des femmes, refusé d'appuyer des grèves des femmes, reproduit les doubles standards, accepté la discrimination basée sur le sexe au centre des conventions collectives, etc. La liste est longue et compromettante. Les demandes des femmes dans les négociations collectives étaient vues comme des éléments distincts, secondaires et elles étaient les premières à être abandonnées.

Pourtant, les femmes avaient fait leurs preuves depuis longtemps au Québec, en participant activement à de nombreuses grèves, étant souvent majoritaires: les allumettières de Hull (1924), la grève des midinettes (1937), Dominion Textile (1946), Dupuis et frères (1952), pour n'en nommer que quelques-unes. De grandes figures militantes émergent de ces actions, comme Madeleine Parent et Léa Roback. On pense aussi à Laure Gaudreault, qui fonda l'Association catholique des institutrices rurales en 1936 (qui deviendra la CSQ), et au groupe Solidarité féminine, mis sur pied en 1932 par des militantes communistes pour venir en aide aux chômeuses et à leurs familles et encourager le militantisme des femmes.

LES ANNÉES 1960-1970 ET LES COMITÉS DE CONDITION FÉMININE

Avec la syndicalisation massive des secteurs public et parapublic au cours des années 1950 et 1960, une nouvelle génération de femmes a commencé à faire entendre sa voix dans les centrales syndicales et à y impulser un changement qui s'avérait plus que nécessaire. Dans les années 1960 et 1970, elles sont encore une fois au premier front des conflits et contribuent grandement à l'avènement d'une nouvelle ère des relations du travail. Les grèves illégales des infirmières de l'hôpital Sacré-Cœur de Hull (1960) et de l'hôpital Sainte-Justine (1963) ont joué assurément dans l'adoption



Murale en hommage à la féministe, syndicaliste et communiste Léa Roback (1903-2000) créée par Carlos Oliva en 2014. L'œuvre se trouve à l'intersection de l'avenue du Mont-Royal et de la rue Saint-Dominique. © Ville de Montréal

du premier Code du travail au Québec (1964) et du droit de grève et de syndicalisation dans le secteur public et dans l'enseignement (1964-1965). Dans la lutte du Front commun de 1972, elles se signalent encore.

La mise sur pied des comités de condition féminine (CCF) dans les centrales syndicales (FTQ, 1972; CEQ, 1973; CSN, 1974⁽¹⁾), sous l'impulsion des féministes de la 2^e vague, a marqué un tournant majeur dans l'histoire du mouvement québécois. Les CCF ont contribué à « changer l'image publique et interne du mouvement syndical [...] à susciter une plus grande participation des femmes ». « C'est en fait l'ensemble des pratiques syndicales qui ont été touchées par l'action des femmes ⁽²⁾ ». En mettant notamment en place des

programmes internes de formation et de discrimination positive ainsi que des mesures de conciliation travail-famille-militantisme, ils ont agi comme de puissants vecteurs d'évolution du mouvement syndical, et ce, malgré le fait que les femmes demeuraient « à peu près absentes des structures formelles et informelles de pouvoir à l'intérieur des centrales et des syndicats ou fédérations ⁽³⁾ ».

Des CCF ont été créés dans l'ensemble des structures syndicales et intersyndicales, au sein du Collectif 8 mars, qui inclut la Fédération des femmes du Québec. Les syndicats ont d'abord critiqué leur pertinence, prétextant que les inégalités de genre représentaient une « contradiction secondaire » qui éloignait le mou- ▶

vement de ses véritables objectifs de lutte de classes, pour ensuite s'en accommoder pour des raisons plus utilitaristes. Des progrès ont été réalisés depuis, même si la situation demeure imparfaite.

PIONNIÈRES DES LUTTES SOCIALES

Depuis les années 1990, le renouvellement des solidarités a été en grande partie porté par les femmes, en ce qu'il a été articulé autour de thématiques féministes ou développées dans des champs de luttes ouverts ou poussés par les femmes. Elles ont fait partie des premières à embrasser l'essor identitaire porteur des nouvelles demandes sociales, au profit de valeurs plus humanistes. Cela a contribué à élargir l'éventail des luttes syndicales, incluant toujours les plus vulnérables: femmes, LGBT, immigrant·e·s, solidarité internationale, harcèlement au travail (d'abord sexuel et ensuite psychologique), prostitution, travail atypique, etc. Les femmes ont porté cette conscience et ce besoin d'affirmation contre toute forme de domination et d'exploitation, d'autant plus qu'elles sont systématiquement sur-représentées dans les catégories marginalisées. À ce titre, la Marche mondiale des femmes de 2000, qui fit suite à la marche «Du pain et des roses» de 1995, a marqué un nouveau chapitre dans la solidarité internationale et donné le ton aux thématiques et revendications syndicales à l'aube du nouveau millénaire.

Les féministes ont aussi contribué, par l'introduction de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS), à une meilleure compréhension des formes de discriminations systémiques et des injustices socio-économiques de la part des syndicats.

LES ACQUIS

Quand on se penche sur l'évolution des politiques publiques et de l'ensemble du

cadre législatif ainsi que sur les gains réalisés dans les conventions collectives, on se rend compte de toute la portée du rôle des féministes sur l'amélioration des conditions de travail et la transformation de la société. On constate que de nombreuses revendications féministes de longue date, portées énergiquement par les syndicats, sont maintenant institutionnalisées et font partie du nouvel ensemble de valeurs largement partagé au Québec. On pense notamment à l'équité salariale, aux congés de maternité et parentaux, aux allocations familiales, au réseau public de services de garde, aux impacts sur le système d'éducation, aux lois sur le mariage, sur le viol, sur la garde des enfants et les pensions alimentaires, sur l'avortement et le contrôle des naissances. On peut également affirmer que dans les 20 à 30 dernières années, la plupart des gains majeurs faits dans les conventions collectives au Québec, particulièrement dans le secteur public, concernent des revendications mises de l'avant par les féministes.

Ces gains sont venus s'établir, au fil des ans, comme de solides acquis et références, non seulement dans les lois, les politiques et les conventions collectives, mais en tant que normes sociales dans les milieux de travail et au sein de la société.

Il ne faut pas sous-estimer la profondeur de ces changements. S'il est vrai qu'aujourd'hui, les hommes ont des valeurs plus égalitaires, il faut considérer la véritable révolution du modèle culturel que les femmes ont opérée et qui est à l'origine de ces changements. Elles l'ont fait avec certains hommes, bien sûr, mais cela s'explique en grande partie parce qu'elles ont réussi ce tour de force de transformation sociale. Elles furent les bougies d'allumage d'un renouvellement de la culture et des pratiques syndicales, souvent à partir de groupes «non mixtes». Ces réalisations ont contribué grandement à la légitimité



Collection Madeleine Parent et Kent Rowley, Musée de société des Deux-Rives © Bibliothèque et Archives Canada, PA-107335

mité et à la pertinence des syndicats. D'autant plus que les valeurs féministes se sont érigées en indicateurs de démocratie et de progressisme et font partie des critères à partir desquels on juge ces organisations. C'est en ce sens qu'elles ont sauvé le mouvement syndical. Elles ont forcé les syndicats, et les hommes, à évoluer.

Mais les menaces de ressac se font sentir et les acquis demeurent fragiles. Aux syndicats d'y voir, de réaffirmer leur combativité et d'intensifier leurs luttes avec les groupes féministes et au sein de coalitions élargies. D'autant plus que leur avenir passe en grande partie par les femmes, notamment celles issues de l'immigration. 

1. En 1952, la CSN s'est dotée d'un Comité féminin. En 1966, ses membres proposent sa dissolution sous prétexte qu'il contribue à la perception que les femmes sont «à part» dans le mouvement.

2. Mona-Josée Gagnon, «Les comités syndicaux de condition féminine» in M. Lavigne et Y. Pinard (sous la dir.), *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 165 et 169.

3. Mona-Josée Gagnon, «Les femmes dans le mouvement syndical québécois», *Sociologie et sociétés*, 1974, vol. 6, n° 1, p. 31.



ÊTES-VOUS CAPACITISTE ?

ISABELLE BOUCHARD, ENSEIGNANTE DE PHILOSOPHIE AU CÉGEP DE JONQUIÈRE

« *Ce qui n'est pas nommé, n'existe pas.* »

Si vous cherchez le substantif «capacitisme» dans des dictionnaires de langue française, il y a peu de chance que vous le trouviez. Pourtant, le concept renvoie à une réalité bien présente chez les personnes handicapées et de culture sourde. Si le terme en anglais existe depuis les années 1980, c'est une nouvelle vague de militant·e·s qui, au Québec comme ailleurs, tentent de le faire inscrire comme réalité nommée dans le monde de la francophonie.

Une grande conférence sur le sujet a été organisée par le Collectif Espace Handicap, Culture sourde et Société sans barrières lors du Forum social mondial de Montréal. C'est sans savoir que j'étais moi-même capacitiste que j'y ai assisté.

DÉFINITION

On reconnaît généralement le capacitisme par cette attitude discriminatoire trop répandue qui consiste à placer la personne «capable», sans handicap, comme la norme sociale. Dans ce système, le handicap est perçu comme une erreur, un manque, voire un échec personnel.

Selon les conférenciers, nous adoptons notamment cette attitude lorsque nous acceptons tacitement les situations suivantes. Passer sous silence les peines plus clémentes lors de meurtres d'enfants handicapés que pour des enfants non handicapés. Considérer universels les aménagements physiques des bâtisses, comme s'ils répondaient aux besoins de toutes les personnes handi-

capées et de culture sourde. Refuser de reconnaître que les personnes sourde appartiennent à une communauté qui possède sa propre culture, dont sa propre langue⁽¹⁾. Ne pas s'offusquer qu'aucune personne en situation de handicap n'ait été à la tête de l'Office national des personnes handicapées.



On adopte aussi des attitudes capacitistes lorsque l'on ne reconnaît pas les handicaps des personnes. Parfois, par esprit de bonté, on tente de les nier pour les traiter justement comme des personnes «normales». Pour les personnes handicapées, cela revient à les diminuer, à ne pas reconnaître une partie fondamentale d'elles-mêmes ou,

comme le dirait Nietzsche, à les couper de celle-ci. Nous sommes capacitistes lorsque nous considérons le handicap comme une tragédie comparable à une maladie mortelle et non comme une conséquence des événements de la vie ou, à juste titre, comme un phénomène contribuant à la diversité de la société. Quoique probablement motivée par un sentiment de compassion, cette attitude a l'effet de victimiser les personnes pour qui le handicap constitue un élément identitaire. Les personnes handicapées nous disent qu'elles ne sont pas victimes d'un handicap, mais plutôt qu'elles *sont* leur handicap.

En bref, la communauté des personnes handicapées et de culture sourde tente de faire inscrire dans le langage quotidien le capacitisme dont elles font l'objet. Quand on sait que les concepts de racisme, de sexisme et d'audisme ont été respectivement nommés formellement pour la première fois en 1894, 1960 et 1975, une société moderne comme la nôtre doit reconnaître son capacitisme systémique et développer une volonté à changer ses attitudes. En ce sens, il faut souligner la récente décision du gouvernement libéral canadien de soumettre à la consultation son projet de loi sur l'accessibilité et espérer que l'initiative inspire les libéraux provinciaux. Voilà qui est à surveiller. **abf**

(1) Lire à ce sujet Julie Chateauvert, Genevieve Deguire, Dominique Lemay et Pamela Witcher, «La communauté sourde québécoise, une minorité linguistique en lutte !», *À bâbord!*, n° 53, février-mars 2014. Disponible en ligne.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SELON PHILIPPE COUILLARD

DOMINIQUE BERNIER

À l'automne 2015, à Paris, dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP21), Philippe Couillard s'est posé, avec un enthousiasme jamais vu, en champion du climat, à la grande surprise de la société civile québécoise. Notre premier ministre, en proie à une soudaine illumination, aurait-il enfin compris l'importance de l'enjeu au point de modifier la stratégie libérale habituelle du laisser-faire pour amorcer une véritable transition énergétique ? Décryptage.

Dévoilée en avril dernier, la Politique énergétique 2030 du gouvernement libéral se targue de faire une large place à l'efficacité énergétique, mais ne prévoit aucune réduction globale de la consommation énergétique et présente une conception étriquée du concept. En effet, l'accent est mis sur un transfert des économies d'énergie réalisées par un secteur énergétique vers l'augmentation de la consommation d'autres secteurs, dans le but avoué de stimuler la croissance et de ne surtout pas changer de mode de vie. *Business as usual*, en somme.

UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE HAUTEMENT CRITIQUABLE

Si une telle logique aurait pu avoir du sens à la fin du siècle dernier, lorsque l'on avait encore la latitude d'opérer une transition en douceur, l'ampleur de la crise climatique actuelle réclame de toute urgence un virage à 180 degrés, basé sur la décroissance de la consommation et de la production d'énergie. Il s'agit de la seule stratégie apte à faire face au changement climatique sans entraîner d'autres problèmes environnementaux d'importance.

Si l'investissement dans le transport en commun est le bienvenu, le rempla-

cement de la flotte de véhicules actuels par un nombre équivalent de voitures électriques ou l'ajout d'une proportion croissante d'agrocarburants dans l'essence, tels que proposés par la politique, entraîneraient des conséquences environnementales importantes sans nécessairement avoir l'effet voulu sur le changement climatique.

Dans le premier cas, la production des composantes requises, comme les batteries, aurait pour conséquence l'augmentation dramatique de la consommation de lithium et de terres rares notamment, des éléments présents en très faibles quantités dans le sol. Donc, la prolifération de mines à ciel ouvert de type « fort tonnage, faible teneur » s'ensuivrait, avec les impacts environnementaux et sociaux qui les accompagnent.

Dans le second cas, la production d'agrocarburants est intimement liée à l'accaparement des terres agricoles, en particulier au Sud, qui prive les populations locales de la capacité de produire des aliments pour leur subsistance. Le bilan carbone de cette industrie est aussi fortement critiqué: si l'on tient compte de l'ensemble de la chaîne de production et non seulement de la combustion, les agrocarburants produisent

souvent davantage de gaz à effet de serre (GES) que l'essence conventionnelle.

LE GAZ NATUREL : GRAND GAGNANT DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Par un procédé intellectuel des plus tordu, le gouvernement en est arrivé à donner au gaz naturel une place de choix dans sa stratégie de réduction des GES et, ce qui est sans doute plus désolant encore, à gagner quelques grands groupes environnementaux à sa cause. En effet, alors que la politique énergétique prévoit une réduction de la consommation de produits pétroliers de l'ordre de 40%, la consommation de gaz naturel restera à peu près stable. Étant donné que la combustion de gaz naturel produit 27 à 30% moins de GES que l'essence et le diesel respectivement, le gouvernement juge que la conversion des fournaies au mazout et d'une proportion des véhicules lourds au gaz naturel est un bon choix écologique.

C'est sans compter sur l'effet rebond. En effet, si l'accès au gaz naturel est facilité par une plus grande disponibilité, des subventions, l'accès à des crédits carbone ou une baisse de prix en raison du soutien gouvernemental, la consommation de ce produit (non renouvelable et fort

émetteur de GES, faut-il le rappeler) est appelée à augmenter considérablement. Au point d'effacer tout gain environnemental ayant pu découler de la conversion initiale.

Cela est d'autant plus vrai que le gouvernement compte faciliter l'accès au gaz naturel liquéfié (GNL) à prix compétitif pour les projets industriels développés dans le cadre du Plan Nord, notamment dans le secteur minier, hautement énergivore. Or, l'éloigne-

ment géographique de ces projets, combiné à leur multiplication, signifie une augmentation massive de l'énergie consommée, qu'elle soit dédiée au transport ou aux procédés industriels en tant que tels.

Par exemple, le projet diamantifère Renard de Stornoway, qui est présentement en construction, sera alimenté par camions en GNL par Gaz Métro à partir de son usine de Montréal, située à plus de 1000 km. Dans la logique du gouvernement, cela se traduit par une réduction des gaz à effet de serre. Comme c'est un nouveau projet, il s'agit pourtant d'une augmentation nette.

Le gouvernement compte aussi faciliter le transport par bateau du GNL. Avec cette orientation, c'est le projet de construction d'un terminal méthanier le long du Saint-Laurent, que l'on croyait mort et enterré, qui surgit à nouveau des cartons ministériels.

Doit-on s'étonner après cela que la politique n'ait que des louanges pour l'inversion de l'oléoduc 9b d'Enbridge et prétende avoir l'assurance que l'oléoduc Énergie Est de TransCanada aura un impact positif pour le Québec?


PROJET DE LOI 106 : DONNER UN SECOND SOUFFLE AU COLONIALISME ?

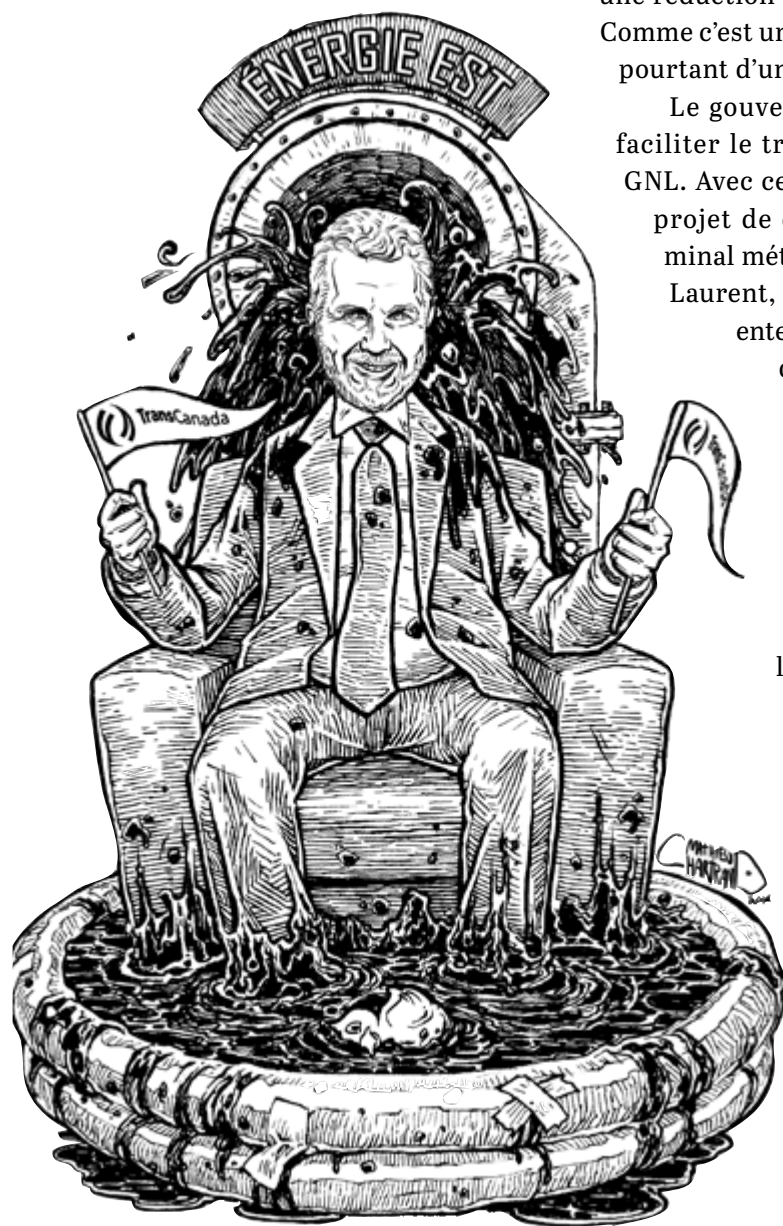
Pour concrétiser la mise en œuvre de sa politique énergétique, le gouvernement a déposé, le 7 juin dernier, le pro-

jet de loi 106. Des consultations particulières ont été tenues à la mi-août. Est-ce pour faciliter la participation du plus grand nombre que le gouvernement s'efforce de toujours imposer l'étude de ses projets de loi les plus controversés en plein cœur de l'été? Poser la question, c'est y répondre...

Car outre l'articulation, sous forme de dispositions législatives, des orientations de la politique énergétique du gouvernement, le projet de loi 106 vient livrer sur un plateau d'argent aux entreprises pétrolières et gazières des privilèges colonialistes d'un autre âge. En effet, le gouvernement souhaite intégrer dans la loi sur les hydrocarbures un copier-coller de la Loi sur les mines, une loi désuète dont l'essence, la *free mining* – la primauté du droit des compagnies d'exploiter les ressources non renouvelables sur tous les autres usages du territoire et sur la plupart des lois – n'a pas changé depuis sa mise en place au 19^e siècle.

L'une des dispositions les plus controversées de ce projet de loi – comme de la Loi sur les mines – est sans contredit la possibilité, pour les compagnies ne réussissant pas à obtenir l'autorisation de forer par les propriétaires de terrains, d'exproprier ces derniers sans autre forme de procès.

À l'heure où tout indique qu'il faut rapidement changer d'orientation énergétique, et alors que de plus en plus d'analystes comprennent que pour ce faire, une profonde remise en question de l'ordre économique actuel s'impose, le gouvernement de Philippe Couillard choisit de s'enliser de plus en plus profondément dans l'extractivisme le plus antisocial et de miser sur de fausses solutions technologiques. Doit-on s'en étonner? Sans doute pas. Mais tâchons de nous en souvenir lorsque celui-ci tentera de verdir son image en 2018. 



DES INQUIÉTUDES SUR LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

NORMAND BAILLARGEON

Un article paru en 2016 dans la revue *Studies in Higher Education* ⁽¹⁾ interrogeait 50 chercheurs·euses établis d'Australie et du Royaume-Uni sur ce qu'a signifié pour eux cette exigence qu'on leur fait depuis quelques années de préciser l'impact, notamment socioéconomique, de leurs projets de recherche, tout particulièrement auprès de possibles subventionnaires.

Le contexte de cette démarche est bien connu, et pour plusieurs il est inquiétant. C'est celui dans lequel la recherche universitaire subventionnée et réputée utile se trouve de plus en plus valorisée, voire hégémonique. Un contexte dans lequel des subventionnaires privés prennent de plus en plus de place, jusque dans la détermination des objets de cette recherche et dans l'appropriation, par exemple par des brevets, de ses résultats.

Il en résulte une culture de recherche entrepreneuriale marquée par une grande (et sans doute excessive) compétitivité et dont on a des raisons de penser qu'elle puisse mettre à mal l'éthique de la recherche universitaire.

Ce que les auteur·e·s de l'article cité découvrent et rapportent, c'est une tendance à embellir le portrait des éventuelles retombées des travaux envisagés. Le plus simple pour le comprendre est sans doute de rapporter certaines des perles qu'on trouve parmi les commentaires recueillis.

Qu'on en juge: on parle volontiers d'histoires inventées de toutes pièces pour obtenir des fonds; on avoue qu'on ne croit parfois pas un seul instant à ce qu'on avance, d'autant qu'il est bien évidemment difficile et souvent impossible

de prédire l'impact d'une recherche avant qu'elle soit complétée; on déplore des procédés malhonnêtes; un professeur australien affirme même: «*Si vous me montrez un universitaire qui n'a pas eu à embellir, à mentir, à baratiner ou à bluffer pour obtenir des subventions de recherche, je vous en montrerai un qui a des ennuis avec la direction de son département.*»

On se trouve alors en certains cas devant des recherches qui n'ont pas été subventionnées parce qu'elles avaient de la valeur, mais qui sont réputées avoir de la valeur parce qu'elles sont subventionnées.

Je pense, sans pouvoir l'affirmer avec force, qu'on trouverait certains de ces éléments chez nous. Je pense aussi, mais cette fois avec cette assurance que me confère ce que j'ai connu à l'université et qui est une des raisons pour lesquelles je l'ai quittée, que chez nous aussi cette quasi-hégémonie de la

recherche subventionnée est présente et à bien des égards regrettable.

La situation est bien entendue différente selon les domaines de la vie universitaire: ce qui vaut pour la recherche en médecine est certainement fort différent de ce qui prévaut en philosophie, par exemple.

On me permettra donc, une fois n'est pas coutume, de parler de ce que j'ai connu en éducation et qui vaut sans doute, en partie au moins, pour ces disciplines qu'on peut regrouper sous l'épithète des «humanités» – sociologie, philosophie, littérature, par exemple.

UN POINT DE VUE PERSONNEL

Je ne nie aucunement que de la recherche subventionnée importante et sérieuse puisse et doive se faire en ces domaines, ni qu'il s'en fasse effectivement. Mais j'ajoute aussitôt que les effets pervers de la quasi-hégémonie de ce modèle sont souvent visibles et parfois graves.

Le premier que je veux souligner est peut-être accentué par le fait que l'éducation est un domaine d'études relativement jeune et sans longue tradition: c'est que rapidement des modes intellectuelles s'y propagent et, par une sorte d'effet tribal, des coteries d'adhérents se forment, distribuant les fonds



© Rémi Leroux

de recherche aux croyants et les refusant aux autres.

Un autre effet troublant, qui est encore une fois sans doute accentué dans un domaine où le politique prend une telle place, en particulier à travers le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, est qu'on suit, parfois sans grand discernement, les consignes, les recommandations ou même les commandes de recherche qui en émanent et qui souvent souffrent du même caractère tribal et des effets de mode évoquée précédemment. Et c'est ainsi que l'université se met au service de l'État plutôt que de maintenir envers lui une saine et indispensable distance critique. Une réforme de l'éducation mal conçue et peu crédible pourrait s'imposer de la sorte...

Il résulte parfois aussi de tout cela des objets de recherche qui semblent inventés de toutes pièces, je veux dire sans qu'ils résultent d'une véritable préoccupation intellectuelle qu'on voudrait satisfaire, mais poursuivis parce qu'ils sont à la mode ou sont ce que le milieu demande, pour ne pas dire impose. On se trouve alors en certains cas devant des recherches qui n'ont pas été subventionnées parce qu'elles avaient de la valeur, mais qui sont réputées avoir de la valeur parce qu'elles sont subventionnées.


Cela donne aussi en certaines occasions des dépenses de fonds publics difficilement justifiables qui se traduisent en de bien obscures participations à des colloques; mais aussi, et c'est tragique à mon sens, à des charges d'enseignement à peu près inexistantes, notam-

ment au premier cycle, parce que les professeur·e·s se sont dégrevés d'enseignement par leurs fonds de recherche. Ce phénomène me semble extrêmement préoccupant dans la mesure où l'université se caractérise justement par la conjonction de l'enseignement, y compris aux débutant·e·s, et de la recherche. Sans cette conjonction, une université devient soit un centre de formation professionnelle (si on n'y fait plus de recherche), soit un institut de recherche (si on n'y fait plus d'enseignement).

Il en résulte également, pour finir, un renoncement à ce travail spécifiquement universitaire qui se manifeste par un souci de synthèse normative dans un champ de savoir, lequel prend notamment la forme de livres signés par un·e auteur·e. Ceux-ci disparaissent peu à peu au profit de ces souvent désolants ouvrages collectifs ou d'articles dans des revues parfois nébuleuses et peu lues.

Je soupçonne que plusieurs membres des corps professoraux partagent, mais sans oser l'avouer ou en parler publiquement, au moins certaines des idées que je viens de proposer.

Je dis tout cela, je dois le dire, en avouant dans le même souffle que je suis un de ceux qu'évoquait le chercheur cité plus haut, à savoir qui a, ou plutôt a eu, bien des ennuis avec son département. Dans mon cas toutefois, c'est entre autres pour n'avoir jamais demandé de subvention de recherche ni fait de recherche subventionnée.

Je promets d'ailleurs un prochain ouvrage dans lequel je reviendrai en détail sur tout cela... 

(1) Jennifer Chubb et Richard Watermeyer, « Artifice or integrity in the marketization of research impact? Investigating the moral economy of (pathways to) impact statements within research funding proposals in the UK and Australia ». Disponible en ligne : <https://tinyurl.com/jxe7tu8>.



À NOS AMIES

MARTINE DELVAUX

Chronique douce de fin d'été
(envers et contre la haine de Donald Trump), sur les femmes et l'amitié.



© Rémi Leroux

Je n'oublierai jamais ma première meilleure amie. La toute première fois où j'ai aimé une autre fille à la folie. J'avais 10 ans. Je trouvais que c'était la plus intelligente et la plus belle. On s'entendait sur tout. On faisait tout ensemble. Ce que j'ai connu avec elle, j'ai cherché à le vivre encore et encore tout au long de ma vie, parce que c'était ce qu'il y avait de plus précieux.

Après elle, il y en a donc eu d'autres, des filles, des femmes rencontrées au fil des ans, partout où j'ai vécu et jusqu'à tout récemment, et avec qui j'ai connu le corps-à-corps de la vie. Un partage qui n'est ni familial, ni sororal, ni conjugal, et qui est cette autre chose que peut être l'amitié entre femmes.

L'amitié entre femmes est un lieu commun du cinéma, de la télévision et de la littérature (entre autres écrites par des femmes, mais pas uniquement). C'est une dimension importante de la pensée féministe, les mouvements de femmes étant constitués – entre autres – d'amies, et l'amitié sous-tendant, depuis toujours, la mobilisation politique féministe.

Ainsi, je veux réfléchir rapidement à l'amitié entre femmes comme lieu du politique. Je veux penser ce que ça veut dire *des femmes ensemble*. Des femmes au sens que donne Monique Wittig à la catégorie *lesbienne* : c'est-à-dire des femmes qui ne sont pas des femmes parce qu'elles ne sont pas *les femelles*

des hommes. Et j'ajouterais : des femmes qui sont des femmes parce qu'elles sont *féministes*.

Si nos sociétés érigées sur la pensée straight ont besoin de l'autre-différent, comme le dit Monique Wittig ; si elles ne peuvent pas fonctionner sans ce concept, ni économiquement, ni symboliquement, ni linguistiquement, ni politiquement, alors je veux penser l'amitié entre femmes comme ce qui résiste à la grande hache des différences et des essentialismes, et qui instaure le commun. Wittig disait que la lesbienne n'est pas une femme. J'ai envie de dire : les amies ne sont pas des femmes.

La philosophe Françoise Collin décrivait le féminisme comme un dialogue où « [l]une questionne, l'autre répond. C'est celle qui questionne qui met à la question, fixe les formes du parcours, en détermine les haltes, élit les points de confrontation, trie dans le savoir supposé de l'autre ce qui peut et doit revenir au jour, autorise l'auteure ». Si ce qu'on appelle le commun a tendance à être ravalé au *comme un* hégémonique plutôt que d'ouvrir sur un *comme un* éthique, ce que le féminisme nous apprend et exige (du moins je l'espère), c'est l'ouverture du *comme un* à un *commun* qui serait *toujours déjà deux*.

Collin, renvoyant à Hannah Arendt, veut penser le commun non comme identifiant, mais comme pluriel, comme dialogal, et dans ce dialogue, « *la parole interpellante est ce qui introduit une dis-*

tance médiatrice entre les personnes ». Le deux ou plus ne résorbe pas les différences, ne force pas la gémellité, l'adéquation parfaite, le repli de l'une sur l'autre. Au contraire, il peut être le lieu d'une vraie rencontre, négociée. Si les amies sont des inséparables, pour reprendre le titre du roman de Marie Nimier, elles ne sont pas les mêmes : « *Nous sommes amies, unies par la complicité des éclairs. Nous sommes liées et pourtant si différentes l'une de l'autre, mais ce que nous avons compris, c'est que chacune aide l'autre à vivre.* »

Ces amitiés-là, comme celle que raconte aussi Elena Ferrante dans sa série napolitaine, sont caractérisées par le mouvement : « *L'auto-discipline de celle qui continuellement et brusquement se fracasse au moment où elle se frappe contre l'imagination désordonnée, sauvage, hors-la-loi de l'autre. Son amie.* » Ou comme le dit Françoise Collin au sujet de son amitié avec Suzanne Lamy : « *Je me demande parfois ce qui nous a rapprochées, nous si différentes. Je suis tentée de répondre : le regard sans concessions que nous posions sur les autres, sur le monde et sur nous-mêmes, au risque de susciter le mécontentement.* »

Je veux penser ce
que ça veut dire des
femmes ensemble.

Il y a une leçon, là-dedans, pour tout le monde mais en particulier pour le féminisme. L'amitié entre femmes et l'engagement féministe sont liés. Comme le suggère Eve Sedgwick dans *L'épistémologie du placard*, il n'y a pas d'interruption marquée entre « *les femmes qui aiment les femmes* » et « *les femmes qui défendent les intérêts des femmes* » ; il y a plutôt un continuum qui rend fluides les passages entre l'érotique, le social, le familial, l'économique et le

politique. La question de la solidarité entre femmes est donc étroitement liée à l'existence des *boys' clubs*, dont elles sont exclues et auxquels elles s'opposent parce qu'ils se construisent soit sur leur invisibilisation, soit sur l'élection d'une *seule femme*, comme dans le syndrome de la Schtroumpfette identifié par Katha Pollitt en 1991.


Une des actualisations les plus violentes de cette structure est celle du viol collectif, où l'agression sexuelle est commise par plusieurs, alors que la femme agressée, elle, est isolée. Cette femme-là, transformée en proie, n'a pas d'amie, car avoir une amie, c'est-à-dire être au moins deux, comporterait le risque de la résistance. Alors qu'au contraire, il faut séparer les femmes, les prendre une à une, éloigner les alliées, s'organiser pour qu'elles se perdent de vue, qu'elles courent dans des directions opposées. Il faut que la peur de mourir l'emporte sur l'amitié, ou que l'amitié soit rendue impossible par la violence. Le viol collectif est l'image la plus noire d'un apprentissage des femmes en tant qu'ennemies « naturelles », comme l'écrit bell hooks. Éternelles rivales en regard des hommes, mais aussi potentielles proies qui luttent, séparément, pour leur vie. Comme si nous devions toutes être des Bérénice Einberg se servant d'une Gloria comme bouclier...

—
Ce qui est au cœur de la question de l'agression sexuelle, à part le pouvoir, c'est la question du consentement. Et en contrepartie de ce consentement ignoré, aboli par les agresseurs, je me demande s'il ne faut pas penser le consentement des filles entre elles. Pour le dire avec Giorgio Agamben, l'amitié est un con-sentir, un sentir avec. Ce qui fait la communauté, et donc aussi l'amitié, ce n'est pas une



© Rémi Leroux

valeur extérieure à laquelle on adhérerait tous et qui ferait qu'on serait tous d'accord et donc amis ; ce qui fait l'amitié, c'est un *sentir avec*, un *con-sentement* qui a pour effet de nous lier. Ce lien est un fil qui nous tisse les unes aux autres et qui nous tisse chacune à l'envers, qui laisse des accrocs, des ouvertures, des espaces par où le lien peut se faire. Et ce consentement-là (qui fait qu'on n'est jamais *une* mais toujours déjà deux) est le sens même du politique, le choix qu'on peut (qu'on doit) faire de l'autre femme.

Dans « *Sisterhood: political solidarity between women* », bell hooks met l'accent sur le *bonding* – le fait de se lier, d'être liées, de faire entre nous des liens. Et que s'il faut nous séparer les unes des autres, ce sera pieds et poings liés. Car ce *bonding*, il doit s'opérer non pas à titre de victimes, mais en tant qu'amies, militantes, et féministes. 

MONIQUE BÉCHARD, UN PARCOURS SINGULIER

PROPOS RECUEILLIS PAR GABRIEL MARTIN

Il y a de ces gens qui vous vampirisent et vous soutirent toute votre énergie. Eh bien, Monique Béchard est tout le contraire : elle vous transfuse de sa bonne humeur dès la première rencontre. Entretien avec une femme au franc-parler.

Née le 7 novembre 1922, Monique Béchard devient, en 1947, la première Canadienne française à obtenir un doctorat en psychologie. L'historiographie québécoise féministe la retient notamment pour les textes qu'elle publie au début des années 1950 dans la revue *Collège et Famille* afin de défendre l'éducation supérieure des femmes, dans une société valorisant plutôt le triptyque mariage-maternité-domesticité.

Encore trop peu connue, l'histoire béchardienne – bien réelle malgré ses apparences romanesques – illustre bien les tensions ayant opposé le bas et le haut clergé, dans un Québec duplessiste où quelques laïques ont pu répondre à leur vocation intellectuelle grâce à l'aide discrète de religieux et religieuses aujourd'hui occultés des mémoires.

Femme à l'esprit vif et à l'air rieur, Monique Béchard mène toujours une vie active, trop active même pour rédiger ses mémoires, malgré les demandes récurrentes de maintes personnes qui ont croisé son chemin. Après avoir remué ciel et terre pour la retracer, je suis parvenu à la joindre à son domicile de Magog, où elle m'a offert le privilège de mener l'entretien qui suit.

À bâbord ! : Dites-nous, dans les années 1930, au Québec, à quel genre de

vie une jeune femme pouvait-elle réalistement aspirer ?

Monique Béchard : J'ai vécu à l'époque où les femmes faisaient essentiellement deux choses : être *mère* ou être *reine du foyer* – j'aime mieux dire *gardienne du nid* ! [rires] Les femmes sans instruction pouvaient devenir femmes de ménage. Quelques-unes pouvaient aussi aspirer aux professions d'institutrice, d'infirmière et de secrétaire, mais c'était à peu près tout : on ne pouvait réellement espérer autre chose.

J'ai alors compris que j'avais envie d'étudier une matière hors du cadre traditionnel réservé aux filles.

ÀB ! : Comment s'est donc manifestée votre propension aux études, dans une société aux horizons si étroits pour les jeunes femmes ?

M.B. : Depuis mon jeune âge, je trouvais que les activités des gars étaient beaucoup plus amusantes que celles des filles. Dans les réunions de famille, les hommes et les femmes se tenaient en deux groupes séparés. J'écoutais les conversations d'un côté comme de l'autre. Que les discussions des femmes

m'apparaissaient ennuyantes ! Elles parlaient presque exclusivement de maternité, de maladie, de cuisine et de ménage. Rien d'intéressant ! Les hommes, pour leur part, parlaient de travail, mais aussi de politique. J'ai pris goût au sujet, qui me captivait. J'ai alors compris que j'avais envie d'étudier une matière hors du cadre traditionnel réservé aux filles.

Cependant, à l'époque, une femme désirant étudier au collège ou à l'université était considérée comme une « extraterrestre ». À l'inverse, il était jugé normal que les parents fassent des sacrifices afin de fournir à leurs garçons l'argent nécessaire pour accéder aux cours classiques.

ÀB ! : Dans un tel contexte, qu'est-ce qui vous a tout de même permis d'accéder aux études supérieures ? Aviez-vous des parents particulièrement ouverts ?

M.B. : En fait, dans la famille, les gens n'étaient pas d'accord avec mes aspirations. On me le répétait : « *Le cours classique, c'est pour les garçons, pas pour les filles.* »

Les sœurs de la congrégation de Notre-Dame m'ont toutefois prise sous leur protection, si je peux dire. Mère Saint-Ambroise de Milan connaissait un peu ma famille. Ayant entendu parler de mon intérêt pour les études, elle

est allée voir mes parents et elle les a convaincus que je sois admise au collège classique Marguerite-Bourgeoys, un collège pour filles situé à Westmount.

Les sœurs de la congrégation étaient d'avant-garde. Elles ont été les premières à ouvrir un cours classique pour les filles. Elles étaient de vraies pionnières.

AB! : Les cours classiques pour les garçons étaient plutôt dispendieux. En était-il de même pour ce nouveau cours? Étiez-vous nombreuses à y avoir eu accès?

M.B. : Nous n'étions pas nombreuses, une dizaine d'étudiantes environ. Mes camarades de classe étaient ce qu'on appelle des bourgeoises, toutes des filles de familles riches. Quant à moi, mes parents n'étaient pas riches, mon père ayant été chômeur un bout de temps.

Comme nous n'avions pas d'argent, les sœurs m'ont acceptée gratuitement au collège: ça ne me coûtait rien. Je n'avais même pas l'argent pour me payer les repas et elles me les offraient gratuitement... en cachette! Discrètement, elles me passaient quelque chose. Seules la directrice et quelques sœurs étaient au courant. J'ai été chanceuse en titi! Il ne fallait toutefois pas que les autres étudiantes le sachent.

AB! : Et cette période n'est pas la fin de votre parcours, bien au contraire. Vous êtes ensuite allée à l'université, est-ce bien juste?

M.B. : Oui, après avoir obtenu mon baccalauréat en 1943 pour mon cours classique, je voulais aller à l'université, comme le plus jeune de mes frères, qui était médecin.

Les études en psychologie m'intéressaient. Pourquoi dans ce domaine? À l'époque, j'étais cheftaine chez les guides. L'aumônier provincial, le com-

pétent père Alcantara Dion, était alors mon conseiller spirituel et d'orientation professionnelle. L'Institut de psychologie venait d'ouvrir, le père m'a donc dit: «Je te suggère d'aller en psychologie, ça commence et il y a de l'avenir là-dedans. Je te vois bien dans ce domaine.» J'étais guide scout depuis l'âge de 13 ans. Rendue à 20 ans, j'étais bien imprégnée du mouvement et j'avais effectivement pris le goût de l'éducation des enfants, des adolescents et des préadolescents.

Je me suis donc dit qu'en psychologie, je continuerais de faire ce qui me plaît.

AB! : Comment une jeune femme pouvait-elle se payer des cours universitaires à l'époque? Est-ce vos parents qui connaissaient alors meilleure fortune qu'auparavant?

M.B. : Mon père n'avait pas plus d'argent, mais il était toutefois d'accord que j'étudie à l'université. Mes parents étaient heureux que je m'instruise. La société ►



Monique Béchard, 1943

commençait à changer et leur opinion avait évolué.

L'aumônier de mon frère Gaston, alors prêtre, était prêt à payer mes études universitaires. Il s'agissait aussi de l'aumônier du camp de l'île Saint-Bernard, où j'allais faire du bénévolat auprès des enfants handicapés avec toute la gang des Sœurs grises. Les sœurs nous ont bien aimées et elles étaient épatées: j'avais amené quatre de mes compagnes de collège, des filles de familles bourgeoises, pour nous aider et elles avaient été merveilleuses. On s'était organisé un peu à la scoute.

On nous comparait
aux suffragettes
d'Angleterre, qui y
allaient à fond de
train. On nous traitait
donc d'excessives.

Lorsque l'évêque de Gaston a appris qu'on payait ainsi mes études, il s'y est opposé. Il préférait garder l'argent pour les séminaristes qui allaient devenir prêtres, plutôt que pour une fille qui voulait aller en psychologie.

Par chance, mon père s'est trouvé un emploi au même moment et m'a offert de payer mes études. Après tout, j'étais la seule qui restait encore à la maison!

AB! : Vous avez donc pu étudier à l'université en psychologie comme désiré. À quoi ressemblait votre promotion?

M.B. : J'étais dans la deuxième promotion de l'Institut de psychologie de l'Université de Montréal, qui était, à l'époque, affilié à la Faculté de philosophie. La promotion qui m'avait précédée était seulement composée de deux laïcs, de deux frères et d'un prêtre, si je me rappelle bien. Une femme dont j'oublie le nom était aussi inscrite à temps partiel.

Quand je suis arrivée à l'université pour la première fois, j'ai eu toute une surprise. Sans même nous l'être dit, nous étions quatre filles du même collège à s'être inscrites en psychologie! Dans notre promotion, nous étions donc quatre filles laïques, Françoise Maillet, Renée Blanchard, Suzanne Gratton et moi. Il y avait aussi deux laïcs, Guy Beauchemin et Charles Gill, ainsi que deux autres, le frère Chapdelaine et le frère Léonard.

J'étais de la deuxième promotion, c'est pour ça qu'à la réception de mon doctorat, en 1947, j'ai été la première femme. Ça a fait jaser un petit peu. Des articles sont même parus dans le journal.

Les autres filles n'ont pas fini leurs études, elles se sont plutôt mariées! [rires] Moi, je me suis mariée plus tard. Je me disais: je ferais bien mieux de finir mon cours et de me marier plus tard si ça adonne! Depuis le temps que je travaillais! [rires]

AB! : Quelque temps après vous avez publié, dans plusieurs périodiques, dont la revue *Collège et famille*, des articles qui ont fait beaucoup parler. En gros, vous y défendiez l'accès des femmes aux études supérieures. Pouvez-vous nous raconter?

M.B. : Comme nous disions, j'ai fait mes études quasiment par miracle. Durant la même période, il y avait une campagne contre les collèges féminins. Cette campagne prétendait que seules les écoles ménagères étaient réellement importantes, que toutes les filles devaient aller soit à l'école ménagère, soit à l'école normale.

AB! : Était-ce le clergé qui préconisait tant la formation de femmes au foyer et de maîtresses d'école?

M.B. : Oui! Il n'y avait pas de ministère de l'Éducation à l'époque. Le comité catholique du département de l'Ins-


truction publique, qui était composé de tous les évêques de la province et d'un nombre égal de laïcs, régnait sur l'éducation. Le gouvernement donnait donc des subventions aux collèges des garçons et fournissait aussi de l'argent aux écoles ménagères et aux écoles normales pour filles, mais il n'en aurait jamais fourni pour leur offrir des cours classiques.

Dans sa campagne, le clergé parlait contre les cours classiques pour les filles. On riait des bachelières. On disait que nous allions faire de la soupe aux alphabets grecs et des niaiseries de même. On nous comparait aux suffragettes d'Angleterre, qui y allaient à fond de train. On nous traitait donc d'excessives.

À l'époque, je travaillais au collège Saint-Denis. J'avais un peu de temps de reste. Je lisais les articles et écoutais les conversations. Ça me choquait tant que je me suis dit: «*Je vais écrire.*» Et j'avais la réputation d'être capable d'écrire.

J'en ai parlé à l'aumônier du collège, un père jésuite qui connaissait toute ma famille, le père Marie-Joseph d'Anjou. Il dirigeait la revue *Collège et famille*. Il m'a dit: «*Vous écrivez? Hé bien! Je vais faire paraître vos articles!*»

Il lisait donc mes articles et m'aidait en me signalant mes fautes de français et les passages à clarifier, sans ne jamais rien censurer.

C'est comme ça que les articles défendant l'éducation supérieure pour les femmes ont commencé à paraître. Il faut dire que les écoles ménagères n'aimaient pas ça, parce que je ne les manquais pas des fois! 

Retrouvez la suite de l'entretien de Gabriel Martin avec M^{me} Béchard dans notre numéro de décembre prochain!

COLLOQUE À *BÂBORD!* 2016

NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ SOUS LA LOUPE

LA RÉDACTION

À l'initiative d'*À bâbord!* s'est tenu le 16 avril 2016 un colloque sur l'état de notre système de santé.

Il a réuni une douzaine d'intervenant·e·s de grande qualité sous l'œil du témoin de la journée, monsieur Jean-Claude Germain. Nous vous proposons dans les pages qui suivent un trop bref résumé de ce qui s'y est dit, d'ici à la publication des actes du colloque chez M éditeur en 2017.

PANEL 1 – RAPPEL HISTORIQUE

Le premier panel formé de Guillaume Hébert, chercheur à l'IRIS, et Marie-Claude Goulet, médecin, visait à poser un regard historique sur les fondements du système de santé. Leur constat est simple : si la forte vague mobilisatrice de la mise sur pied du système de santé ne pouvait pousser que dans le sens du progrès, nous nous battons actuellement contre son remous, une vague contraire nous ramenant vers l'arrière.



Colloque *À bâbord!* 2016 © Philippe De Grosbois

LE COMBAT POUR LES ACQUIS À FORCE D'ÉCHECS : LA PREMIÈRE PARTIE DU 20^E SIÈCLE

Guillaume Hébert a tout d'abord parlé de développements juridiques : il identifie la loi de 1910 sur les accidents de travail ainsi que la loi de 1921 sur l'assistance publique comme les premiers pas vers une collectivisation du système de santé. Ambitionnant d'assurer une compensation aux travailleurs blessés et d'«organiser» la charité dans le domaine de la santé, ces mesures s'avèrent toutefois insuffisantes.

Les hôpitaux et les médecins se trouvent dans l'incapacité de fournir à la demande et doivent octroyer des soins sans rémunération. Le tout mène à l'arbitraire ainsi qu'à de grandes inégalités dans le traitement reçu. C'est ce que conclura la commission Montpetit, chargée de réfléchir à une politique d'assistance sociale. Édouard Montpetit y constate l'échec de l'assurance libérale, particulièrement après la crise de 1929 : les mutuelles comme les assurances privées sont instables et occasionnent d'importants problèmes de couverture. Il recommande donc que l'assurance santé soit obligatoire pour tous et qu'elle soit encadrée par l'État. Ainsi, comme le fait remarquer Guillaume Hébert, on dégage de ces recommandations les principes d'universalité et d'accessibilité qui primeront lors de la mise en place de l'assurance maladie, des décennies plus tard.

LE COURANT POUR UN SYSTÈME DE SANTÉ UNIVERSEL ACCESSIBLE, DE LA SASKATCHEWAN AU QUÉBEC

Après un fort mouvement populaire, la Saskatchewan provoque un raz-de-marée et adopte en 1947 son régime public universel provincial d'assurance hospitalisation. L'initiative historique entraîne les autres provinces à en faire de même et amène le gouvernement fédéral à financer à la hauteur de 50 % les frais dépensés par les provinces en santé. Selon ▶

Marie-Claude Goulet, les critères de conditionnalité au financement fédéral laissent transparaître la vision du système de santé de l'époque: ils exigent l'universalité, la gouvernance publique et la prohibition des frais modérateurs. La Loi sur l'assurance hospitalisation et les services diagnostiques interdit également la pratique mixte publique/privée pour les médecins ainsi que les assurances duplicatives.

Le Québec est la dernière province à se doter d'une assurance hospitalisation en 1961. Ce n'est qu'après la commission Castonguay-Nepveu et malgré la réticence et une grève des médecins que sont mis sur pied les centres locaux de services communautaires (CLSC) et le programme d'assurance maladie universelle au Québec. D'après Marie-Claude Goulet, le gouvernement de l'époque adopte une vision globale de la santé et il ressort – notamment du rapport Castonguay – que le revenu et le contexte socioéconomique ont un impact sur la santé des citoyens. L'assurance maladie élargit ainsi sa couverture tout au long de la décennie.

LE RESSAC NÉOLIBÉRAL

Cette vision universaliste des soins de santé est mise à mal dès le début des années 1980, lorsque le gouvernement remet en question sa capacité de payer et sabre subséquentement les acquis : la couverture de l'assurance maladie est réduite (ex. physiothérapie, soins dentaires des enfants de plus de 10 ans) et on y exclut certains actes (ex. résonances magnétiques) effectués à l'extérieur de l'hôpital.



Colloque À bâbord ! 2016 © Philippe De Grosbois

La situation se détériore davantage au cours des années 1990 avec les compressions budgétaires visant à atteindre le déficit zéro. Pour Marie-Claude Goulet, la diminution du financement fédéral, la mise en retraite du personnel ainsi que les coupes dans les soins de première ligne ont une incidence directe sur le temps d'attente ainsi que sur les conditions de travail dans le milieu. À cet effet, elle évoque Noam Chomsky: «*La technique habituelle pour privatiser consiste à rendre les mesures sociales inefficaces et non fonctionnelles, d'attendre ensuite que les gens se fâchent pour ensuite donner la gestion de ces programmes au privé.*»

Pour conclure, Guillaume Hébert nous fait remarquer que notre système de santé universel, construit contre vents et marées (notamment en opposition aux médecins), est aujourd'hui renversé par une force égale mais contraire: la «gouvernance» néolibérale le soumettant aux impératifs du marché, ouvrant ses portes au privé et effritant son accessibilité.

CAROLINE BRODEUR

PANEL 2 – ÉTAT DES LIEUX

Le deuxième panel a permis de dresser un tableau de la situation actuelle de notre système de santé. Les panélistes ont fait état d'une déliquescence programmée de la santé publique visant à privatiser par étapes ce secteur.



NOTRE RÉSEAU DE LA SANTÉ A BESOIN DE SOINS

LINE LAROCQUE

(VICE-PRÉSIDENTE DE LA FIQ)

Notre système de santé souffre de différentes manières. Il souffre d'abandon, par les choix idéologiques de la classe politique au pouvoir. Les nombreuses coupes et le sous-financement chronique a pour but d'atrophier l'enveloppe budgétaire destinée aux soins et aux services de santé tout en laissant intactes d'autres enveloppes comme celles de la rémunération des médecins ou le prix des médicaments.

Cette austérité à deux vitesses vise à opérationnaliser une réforme du réseau qui brouille les frontières entre public et privé et qui donne au ministre de la Santé un pouvoir autoritaire sur l'ensemble du processus. Sans débat public ni consul-

tation, le ministre avance dans sa réforme en réduisant les lieux d'expression démocratique comme les conseils d'administration (qui passent de 900 à 30), les comités des usagers, le Commissaire à la santé et au bien-être et d'autres instances de consultation et d'évaluation critique.

Un modèle affairiste et productiviste impose des techniques de gestion et des critères qui se chiffrent en heures comptabilisées plutôt qu'en soins dispensés. Les gens sont alors déchirés par le choix de donner des soins aux personnes qui en ont besoin ou se plier aux exigences gestionnaires.

Ce chaos organisé a des conséquences sur la santé des malades autant que sur celle des soignant·e·s. En prétendant faire plus avec moins, on réduit la qualité et l'accessibilité des soins et on engendre des pressions extrêmes sur le personnel souffrant de stress au travail et de dévalorisation, entraînant de la détresse psychologique.



VISION MARCHANDE DE LA SANTÉ

JACQUES BENOIT (COORDONNATEUR DE LA COALITION SOLIDARITÉ SANTÉ)

On entend beaucoup les partis d'opposition ou les journalistes dire que le gouvernement Couillard n'a aucune vision, qu'il ne sait pas où il

s'en va... Détrompez-vous, ce gouvernement et son ministre de la Santé savent très bien ce qu'ils font et ont une vision très claire de leurs objectifs.

Leur but est d'ouvrir au marché notre système public de santé et de services sociaux. Et pour y parvenir, il utilise une stratégie qu'on peut décliner en six points, soit: 1) le défaut volontaire de ressources, 2) la régionalisation, 3) la déréglementation, 4) la tarification, 5) la communautarisation, enfin 6) la privatisation.

Le budget Leitão vise délibérément à priver le système de ressources, en limitant les budgets en deçà du minimum nécessaire pour maintenir les services, en baissant les cotisations des entreprises au Fonds de santé et en abolissant la taxe santé. La loi 10 sur les fusions d'établissements régionalise et homogénéise en nivelant vers le bas les critères des soins et services. La loi 20 légalise la tarification de frais accessoires et instaure le financement axé sur le patient, tandis que la loi 28 annonce une diminution du panier de services assurés, concourant ainsi à une privatisation du système. En abolissant le Commissaire à la santé et au bien-être, le budget Leitão complète cette déréglementation légalisée du système, alors que la sous-traitance de soins et services aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale fait de la

«communautarisation» une forme de privatisation, équivalente aux transferts de ressources vers les cliniques privées et bientôt aux super-cliniques.

Ce gouvernement sait donc très bien où il s'en va et il a une vision. Ce n'est juste pas la nôtre.



MÉPRIS DE LA SCIENCE ET POLITISATION IDÉOLOGIQUE DE LA SANTÉ

DAMIEN CONTANDRIOPOULOS (PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)

Le gouvernement prétend introduire des mesures d'efficacité, mais il n'établit que des mesures de contrôle, au mépris des connaissances scientifiques sur l'efficacité et la qualité des soins. Tous les pays développés sont confrontés aux mêmes défis que représentent l'explosion des coûts de la technologie, les changements démographiques, les pressions sur les finances publiques, la mondialisation, etc. Si le gouvernement actuel ne tient pas compte des études, c'est qu'il guide ses décisions en fonction de considérations idéologiques, d'intérêts spécifiques ou sur le simple arbitraire.

Jamais dans l'histoire du Québec n'a-t-on vu autant de centralisation du pouvoir et une telle politisation du système de santé. On est en train de faire exactement ce qu'il ne faudrait pas faire. Les mégastuctures hautement hiérarchisées et sans liberté de parole sont aux antipodes de ce que la science indique comme modèle «efficace». Nous aurions besoin, en matière de structures, d'équipes dites «organiques», qui reposent sur une interdépendance assumée entre les professionnel·le·s de la santé dans la production de soin. Nous devrions viser une organisation autonome et ouverte, permettant la création de solutions adaptées aux situations et la circulation (réappropriation) de celles-ci par d'autres milieux.



POUR UN SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ PUBLIC

ISABELLE LEBLANC (PRÉSIDENTE DE MÉDECINS QUÉBÉCOIS POUR LE RÉGIME PUBLIC)

Comme société, nous nous étions dit qu'en payant à travers les impôts, tout le monde pourrait avoir accès aux soins requis indépendamment du revenu de chacun·e. Mais ce n'est plus ce qui se produit. La frontière entre le public et le privé se brouille, alors que même le secteur public facture des frais accessoires, que les assurances privées se ▶

développent, en même temps que des soins risquent d'être «désassurés», notamment à travers la loi 28.

L'accès à des professionnel·le·s de la santé – comme les psychologues, travailleurs·euses sociaux, ergothérapeutes – se privatise et est de moins en moins possible en CLSC. Les GMF (groupe de médecine de famille) se présentent comme la panacée aux problèmes d'accessibilité, mais en fait, il s'agit d'un détournement des ressources du secteur public vers ces regroupements de médecins entrepreneurs. Les fondations privées dirigent les choix de santé publique et offrent de manière privée ce qui ne se donne plus dans le secteur public. On s'habitue à payer des frais accessoires pour des services couverts par le public et on voit la «gouvernance» affairiste comme un modèle d'efficacité. La carte-soleil ne suffit plus pour obtenir des soins de santé: il faut maintenant aussi sortir sa carte de crédit.

ISABELLE BOUCHARD

PANEL 3 – VERS DES SOLUTIONS

Les intervenant·e·s se sont montrés ingénieux et originaux dans les pistes de solutions exposées. Leurs propos ont été riches et complets. Voici une sélection de leurs propositions.

CAROLE DUBÉ (PRÉSIDENTE DE L'APTS)

Pour l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), il faut agir de manière préventive pour contrer les problèmes d'accessibilité aux soins. Cela implique des structures pour intervenir plus rapidement. Pour madame Dubé, «*la prévention, ce n'est pas une dépense, c'est un réel investissement*». Selon elle, il faut dénoncer les réductions de services tels les fermetures des centres de jour et le soutien à domicile dans les CLSC.

Il faudrait aussi mieux utiliser les ressources professionnelles. Pour l'APTS, cela ne peut se réaliser sans augmenter l'autonomie professionnelle des intervenants du milieu de la santé. Or, de trop nombreuses commandes de reddition de compte encombrant les tâches de travail. «*Les professionnels sont compétents. Ils se forment de manière continue. Laissons-les travailler!*»

Madame Dubé insiste sur l'importance de réfléchir à des solutions afin de diminuer le surdiagnostic et sur la nécessité de rapatrier des services dans le réseau public, notamment en matière d'examen en radiologie.

NANCY BÉDARD (4^E VICE-PRÉSIDENTE DE LA FIQ)

Pour la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), qui représente 66 000 membres, il y a nécessité d'offrir des soins sécuritaires, de grande qualité et gratuits.

«*Il est temps de prendre en charge des clientèles marginalisées, ce n'est pas un désaveu de ce qui se fait déjà, mais une invitation à bâtir de nouveaux modèles sur la base de ce qui se fait.*»

À cet effet, la FIQ propose de mettre en place des cliniques de proximité, telle la coopérative SABSA à Québec qui accueille des patient·e·s qui n'auraient pas de soins autrement. L'instauration de cliniques GMF est aussi un modèle soutenu par la FIQ. Il faut aussi envisager de mettre sur pied des petites maisons pour les personnes âgées en perte d'autonomie et mettre fin aux trop gros CHSLD qui déshumanisent les services.

«*Il faut aussi que nos membres retrouvent leur voix*», affirme madame Bédard. L'organisation entreprend une grande tournée auprès d'eux afin de faire la promotion de la dénonciation publique de situations non conformes à leur code de déontologie, choses qui sont habituellement tues.

AMIR KHADIR (MÉDECIN ET DÉPUTÉ DE MERCIER)

Le plus important pour le député, c'est «*de déployer des stratégies tous ensemble et se concerter afin de mener une réflexion politique sur le système et politiser nos luttes*».

Québec solidaire fait la promotion d'un régime d'assurance universelle de médicaments à l'instar de 400 organisations de la société civile qui la réclament aussi. Monsieur Khadir affirme que Pharma-Québec «*rapporterait 2,5 milliards pour main-*



Colloque À bâbord ! 2016 © Gérald McKenzie

tenir les services en région et procéder aux réaménagements nécessaires».

Pour QS, il faut aussi transformer la conception de la médecine pour sortir de la vision médico-médicale, réviser le système de rémunération des médecins, promulguer une analyse différenciée selon les sexes dans la mise en œuvre des programmes de santé, maintenir la porte d'entrée publique des CLSC et les redéployer.

SOPHIE POMERLEAU (INFIRMIÈRE ET DOCTORANTE EN SCIENCES INFIRMIÈRES À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA)

Madame Pomerleau, les solutions sont simples, mais leur mise en application risque d'être très complexe. «*La santé, ce n'est pas un silo. Il faut la lier à un ensemble de facteurs, dont celui de l'éducation.*» Par exemple, il ne faut pas s'étonner que les alphabètes soient absent·e·s des services de santé. Il faut aussi cesser de regarder les soins sur le plan de la performance, car cela déforme leur nature. Parfois, au nom de cette vision, on ferme des dossiers parce que c'est considéré comme efficient, mais qui s'assure que le patient soit satisfait ?

RENÉ CHAREST (ORGANISATEUR COMMUNAUTAIRE, CHERCHEUR ET MILITANT SYNDICAL À LA CSN)

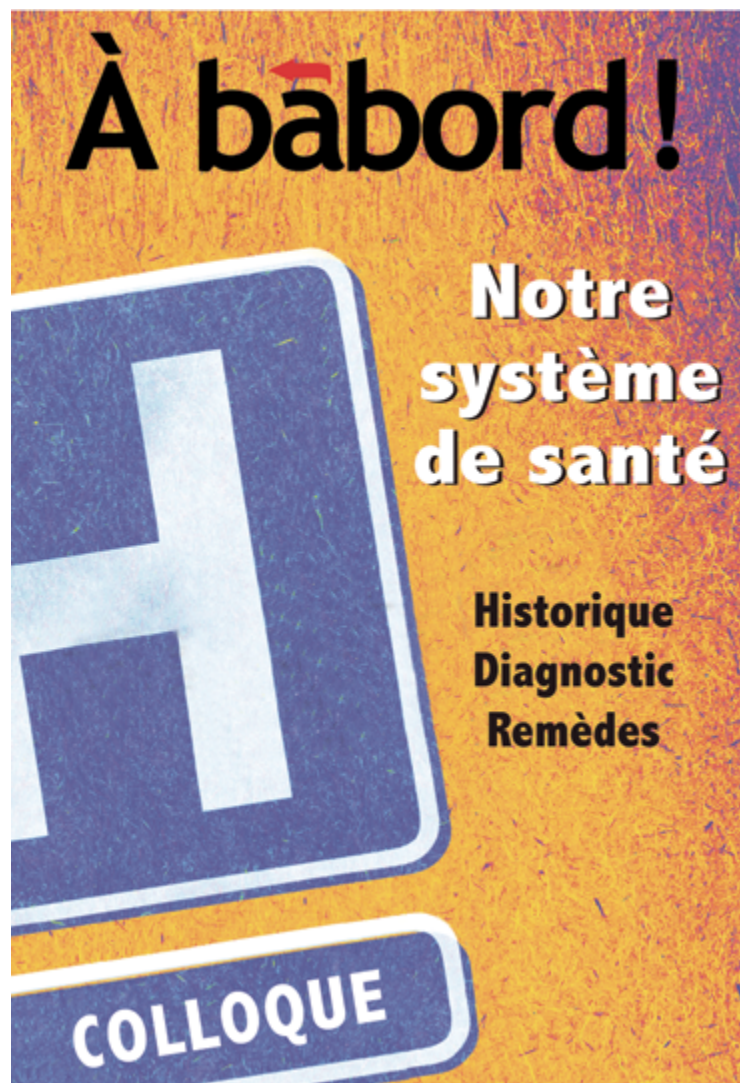
Selon monsieur Charest, le projet néolibéral du gouvernement Couillard en santé est clair: «*C'est la privatisation qu'ils veulent. Ils renforcent le pouvoir médical et sont muets sur la promotion de la santé.*»

Devant de telles attaques, le syndicaliste propose une gestion démocratique du réseau de la santé et des services sociaux. Cela implique de donner plus de pouvoir aux intervenant·e·s et aux communautés et un peu moins aux gestionnaires.

Pour monsieur Charest, cela passe aussi par un véritable travail de lutte contre les inégalités sociales. Actuellement, on a l'impression que le système de santé ne se préoccupe que de la classe moyenne. Cette lutte doit revendiquer un revenu minimal garanti et un rehaussement du salaire minimum. Pour y arriver, le syndicaliste ajoute deux conditions: «*Il faut informer la société civile de ce qui se passe et réorienter les centrales syndicales de manière à rendre plus organique le lien entre les deux fronts d'action.*»


DIANE LAMARRE (PORTE-PAROLE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE EN MATIÈRE DE SANTÉ ET D'ACCESSIBILITÉ AUX SOINS ET DÉPUTÉE DE TAILLON)

Le Québec a fait le choix de générer de nouveaux professionnels. Or, selon la politicienne, au moment où l'on pourrait



Affiche du colloque À bâbord! 2016 © Alain Reno

s'en servir, on les paralyse dans des rôles stéréotypés. «*Il y a des services essentiels dont on prive les citoyens, alors qu'on a les compétences pour les rendre*», souligne madame Lamarre. Pourquoi n'est-il pas possible d'ouvrir de nouvelles périodes de bloc opératoire, questionne la députée.

Des cliniques comme SABSA, représentent pour elle un concept de reconnaissance de l'autonomie des professionnel·le·s, sont très intéressantes quand on sait que 60% des gens qui vont à l'urgence sont des priorité 4 ou 5. «*Imaginez les espaces que l'on dégagerait si l'on pouvait orienter ces patients vers de telles cliniques*», souligne la politicienne. 

RICARDO PEÑAFIEL

GRUE VIE GÉNÉRAL



34


DOSSIER

CHANGER LE MONDE : OÙ ALLONS-NOUS ?

DOSSIER COORDONNÉ PAR
RICARDO PEÑAFIEL, DAVID SANSCHAGRIN ET CLAUDE VAILLANCOURT

Changer le monde pour qu'il soit plus juste, démocratique, égalitaire, libre, inclusif et en équilibre avec l'environnement est un projet naïf et téméraire, qui nécessite une lutte constante marquée par d'incessants reculs et avancées. Les forces du *statu quo* libéral capitaliste sont si écrasantes qu'il devient facile de renoncer à se mobiliser contre elles. Antonio Gramsci soulignait l'importance de conjuguer « *le pessimisme de la raison et l'optimisme du cœur* ». D'où ce dossier à la candeur assumée, celle de faire comme si l'on pouvait réussir à faire courber les pouvoirs, sachant que la volonté et les idées sont aussi des moteurs de l'histoire.

Ce dossier s'intéresse à ceux et celles qui consacrent tant d'énergie à vouloir transformer ce qui est justement si rébarbatif aux changements, ce qui semble être dirigé par des forces tellement grandes et incontrôlables. C'est à tous ces Don Quichotte que nous devons d'évoluer dans un monde qui résiste à la déshumanisation et garde encore espoir. Alors que la revue *À bâbord !* se donne une apparence nouvelle, nous avons jugé essentiel de revenir à nos sources tout en nous plongeant dans l'avenir.

Nous sommes actuellement riches d'une belle diversité des luttes, et unis « négativement » dans une opposition commune à la privatisation du public. Mais il nous faut chercher ce qui pourrait davantage nous servir d'horizon commun. Au-delà d'un simple réinvestissement étatique, qui ne ferait que reproduire les rapports de dépendance et de domination qui ont rendu possible tant de reculs des droits sociaux et civiques, ne faudrait-il pas penser à un projet de société qui permette à cette myriade de résistances et de projets alternatifs de dépasser la domination (marchande, coloniale, de genre, de classe, etc.) étatiquement régulée ? Le présent dossier vise à esquisser un tableau de l'état des lieux des luttes actuelles pour le changement social, dans le but ultime, bien que très exigeant, d'unir nos forces dans les combats qui sont les nôtres. 



LES DÉFIS D'UNE LUTTE COMMUNE DANS LA DIVERSITÉ

RICARDO PEÑAFIEL ET DAVID SANSCHAGRIN

Oscillant entre la lutte des classes et le nationalisme, le projet de changement social au Québec a éclaté dans les années 1980 en une myriade de luttes. Celles-ci nous nous placent aujourd'hui devant l'enjeu d'une convergence respectant la spécificité de chacune, tout en cumulant des forces pour mettre en échec et dépasser l'actuel système de dominations multiples.

L'après-guerre a été marqué dans plusieurs pays par la mise en place d'un État-providence qui devait à la fois reconstruire un monde dévasté, apaiser les conflits sociaux, éloigner le péril communiste et moderniser les institutions publiques. On se rappellera que pour l'un des grands mandarins de l'État québécois, Jacques Parizeau, l'alternative était simple: Keynes ou Marx. Le choix du keynésianisme était d'autant plus évident que pour un discours technocratique très répandu à cette époque, il n'y avait plus de problèmes politiques, seulement des problèmes techniques que des experts pourraient régler, faisant advenir la société juste sans passer par une lutte antagonique.

Ce projet de donner un visage humain au capitalisme n'était pas moins contesté par plusieurs groupes politiques se situant, au Québec, entre deux projets émancipateurs concurrents: le nationalisme et la lutte des classes. Si l'anticolonialisme a sou-

vent été corollaire de l'anticapitalisme – ce dont la revue *Parti pris* nous donne un exemple québécois –, ces luttes se sont tout aussi souvent opposées, comme l'illustre le refus de la coalition souverainiste qui donna naissance au Parti québécois (PQ) d'intégrer le radicalisme du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). À l'inverse, les marxistes-léninistes éprouvaient de la méfiance envers le nationalisme québécois qui divisait plutôt «qu'unir les prolétaires de tous les pays».

Ces deux luttes contre-hégémoniques partageait cependant la caractéristique de chercher à subordonner toutes les autres à leur logique propre. Il fallait choisir son camp. La lutte commune pour un pays ou pour un monde sans exploitation commandait de mettre en sourdine les batailles «d'arrière-garde» (c'est-à-dire toutes les autres batailles), pour ne pas diviser le front commun face aux forces du *statu quo*. On repoussait donc aux lendemains du «Grand soir» la prise en compte des luttes pour la *reconnaissance*, pour l'égalité entre les genres ou entre les groupes (ethniques, générationnels, communautaires, affinitaires, etc.), ou pour la démocratisation des processus décisionnels.

UNE DIVERSIFICATION QUI S'IMPOSE

Au tournant des années 1980 se répandit chez les élites politiques et économiques québécoises – fédéralistes autant que souverainistes – un discours «pragmatique» et «responsable», clamant sur toutes les tribunes que les Québécois-es n'auraient plus les moyens de leurs ambitions sociales. Les ceux-ci devraient donc être discipliné-e-s par un régime promouvant la responsabilité individuelle au détriment du bien commun. L'État social ne serait plus alors le moteur du développement économique et de la redistribution de la richesse. Désormais, un libre-échange technocratique et mondialisé serait censé résoudre ces problèmes en facilitant l'initiative privée des milieux affairistes et financiers. Une fois réalisé «l'équilibre



© Les frères Peñafiel (Ricardo et Manuel)

budgétaire», permettant la réduction du «fardeau» fiscal, la «liberté» économique ferait fleurir et ruisseler la richesse.

Face à cette attaque en règle du «modèle québécois», on aurait pu s'attendre à ce que les nationalistes keynésiens défendent les fondements d'une société équitable et souveraine contre les forces d'un marché apatride. Toutefois, le PQ (sous René Lévesque) a non seulement assumé la première vague de compressions budgétaires, mais plusieurs années plus tard, il a sombré (sous Lucien Bouchard) dans un affairisme conservateur duquel il n'est pas encore sorti. La recherche d'un Québec souverain n'était plus la priorité. Il fallait obéir aux agences de notation new-yorkaises et viser le «déficit zéro».

Les années 1980 marquent aussi au Québec la fin des groupes militants marxistes-léninistes, comme *En lutte!*, et l'abandon progressif d'une perspective «de classe» et d'un syndicalisme de combat au sein des centrales syndicales, privilégiant désormais une approche «concertationniste».

Pourtant, au cours de ces trois décennies de politiques austéritaires, des citoyen·ne·s n'ont cessé d'élaborer des réponses alternatives à des crises préfabriquées. Les reculs de l'État-providence, l'essoufflement de la question nationale et l'effondrement du marxisme leur ont incidemment laissé davantage d'espace à occuper.

Toutefois, cette diversité des luttes n'est pas sans poser le problème de l'éclatement et de l'affaiblissement d'une lutte commune, non seulement de résistance face à l'effondrement de l'État social, mais aussi pour un changement global.

Si l'arrogance des gouvernements libéraux a permis ponctuellement de soulever des fronts communs opposés aux compressions budgétaires et à la privatisation des services publics, nous sommes loin d'une coalition large et durable porteuse d'un autre projet de société. L'année 2015 marque en ce sens une précieuse occasion ratée de bâtir une telle coalition. Des divergences d'intérêts, de tactiques et de calendrier ont fait en sorte que les associations étudiantes partent en grève trop tôt en 2015, que le Front commun – craignant une loi spéciale – accepte trop rapidement des conventions collectives et que les groupes communautaires ou les initiatives populaires se retrouvent relativement marginalisées dans l'espace public.

L'IMPORTANCE DE SE RASSEMBLER

Le défi auquel nous faisons face est de parvenir à articuler une lutte commune contre diverses formes systémiques de domination (capitaliste, de genre, de statut, raciale, coloniale, étatique, etc.) sans retomber dans l'imposition d'une perspective unique à laquelle toutes les autres devraient être subordonnées.

L'idéal de vivre dans un monde démocratique, égalitaire, libre, inclusif et en équilibre avec l'environnement n'est pas



LE POUVOIR DE L'IMAGE

Pour illustrer ce dossier, nous avons fait le choix de recourir aux mille et une affiches qu'ont produites et continuent de produire les mouvements sociaux de tous les horizons

pour faire connaître leurs luttes. Nous remercions tout particulièrement l'aide de David Widginton dans la sélection de quelques-unes de ces affiches, dont certaines font partie de l'ouvrage *Pour changer le monde – Affiches des mouvements sociaux au Québec 1966-2007* de Jean-Pierre Boyer, Jean Desjardins et David Widginton (Lux éditeur, 2008).

de ceux qu'on pourrait imposer ou qui serait l'apanage d'un groupe au détriment de tous les autres. La lutte commune contre les forces du *statu quo* ne peut se faire en demandant à chaque groupe de mettre de côté son principal cheval de bataille. Il faut, à l'inverse, partir de la diversité des luttes contestataires pour voir ce qu'elles ont en commun, comment elles peuvent travailler ensemble, dans la solidarité et l'appui mutuel.

Selon le sociologue Pierre Bourdieu, différents secteurs de la société (politique, juridique, économique, etc.) concourent structurellement à la reproduction de l'ordre établi, ce qu'il nommait la «division du travail de domination». C'est ce que nous proposons ici, mais à l'envers: un projet de «division du travail de contestation», qui nécessite la coordination ou la convergence des luttes et non pas une direction unique.

L'opposition aux réformes austéritaires a déjà permis à une myriade de groupes contestataires de tous les horizons de se rencontrer, de se parler et d'articuler ensemble des stratégies de lutte. Cependant, au-delà de l'opposition au démantèlement d'un État-providence déjà en lambeaux – et qui n'a jamais été étranger à la neutralisation bureaucratique d'initiatives populaires –, ne faudrait-il pas oser l'affirmation de projets émancipateurs? Des projets articulant les principes de justice, d'égalité et de liberté de l'ensemble des groupes et subordonnés à leurs pratiques de résistance et de construction quotidienne de rapports sociaux exempts de domination et remplis de solidarité.

En donnant la parole à quelques-unes de ces luttes, ce dossier vise à contribuer à l'établissement de cette réflexion et de cette lutte commune. **ab**

LIBRE-ÉCHANGE ET EXTRACTIVISME

BLOQUER POUR CONSTRUIRE

CLAUDE VAILLANCOURT

Avec de la persistance et de l'imagination, on peut sortir des sentiers battus et rendre bien réelles de petites utopies : créer des monnaies locales, vivre sa propre transition écologique, pratiquer une agriculture saine et de proximité, éliminer les combustibles fossiles. Beaucoup de ces projets sont cependant plus fragiles qu'on le croit et peuvent passer sous le rouleau compresseur du libre-échange et de l'extractivisme.

Une toile gigantesque d'accords de libre-échange est en train de se tisser : entre le Canada et l'Union européenne, entre l'Europe et les États-Unis, entre douze pays de la zone du Pacifique, et bien d'autres encore. Si toutes ces ententes commerciales parviennent à leur conclusion, notre réalité économique en sera bouleversée.

Les entreprises transnationales auront un pouvoir plus grand que jamais, par leur capacité de poursuivre les États si des réglementations ne leur conviennent pas. La recherche constante du plus bas coût de production fera voyager perpétuellement les produits, dont ceux de l'agro-industrie, aux dépens de l'environnement, et mènera encore à la baisse les conditions de travail. Les petites et moyennes entreprises subiront la concurrence destructrice des transnationales, qui domineront les marchés en étouffant la diversité par la force de leurs oligopoles.

L'exploitation sans limites de ressources naturelles toxiques – pétrole des sables bitumineux, gaz de schiste, charbon – continuera à accélérer le réchauffement climatique, avec les catastrophes annoncées qui s'ensuivront. Le commerce et la finance déréglementés, de même que la mise en place d'un monde toujours plus uniforme, risquent de plomber ceux et celles qui chercheront à développer des modèles multiples et exploratoires.

CONTRER LES GRANDS PROJETS

Afin de mettre en place de façon durable de nouveaux modèles socioéconomiques, il est donc nécessaire de s'attaquer à des projets gigantesques, qu'on nous présente comme inéluctables, mais dont il faut pourtant prévoir les graves conséquences.

Dans son essai *Tout peut changer*, Naomi Klein parle de « Blocadie », « une zone mouvante de conflits transnationaux [...].

Ces poches de résistance, qui entretiennent de plus en plus de liens entre elles, ont en commun une opposition aux ambitions des sociétés minières, gazières et pétrolières. » On pourrait aussi inclure les combats contre les accords de libre-échange.

Certes, bloquer ne semble pas constructif. Mais la démesure des projets qui sont devant nous et la fermeté avec laquelle on cherche à nous les imposer exigent une réaction très forte. Les accords de libre-échange sont plus tentaculaires que jamais et dépassent de loin la simple

question du commerce et des barrières tarifaires. L'extraction, qu'elle soit des mines ou des fossiles, devient de plus en plus difficile, nécessite une consommation toujours plus élevée d'énergie pour exploiter des ressources beaucoup moins accessibles. Et la liste des désastres environnementaux qui en découlent ne fait que s'allonger.

Deux de ces grands projets nécessitent chez nous une mobilisation immédiate. Bloquer la construction de l'oléoduc Énergie Est limiterait grandement l'exploitation du pétrole des sables bitumineux. L'un des pétroles

les plus polluants serait ainsi contraint de rester en grande partie sous terre et l'inaccessibilité de cette ressource pourrait nous forcer à nous tourner davantage vers les énergies renouvelables, à trouver des moyens de réduire notre consommation d'énergie fossile. Cette lutte est déjà vive et largement médiatisée. Un tel blocage pourrait en stimuler d'autres et nous rappeler l'importance vitale d'évoluer dans un environnement sain.

Le second de ces grands projets, l'accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, sera par contre beaucoup plus difficile à stopper. La propagande gouvernementale à son sujet roule à fond : il s'agirait là d'un « bon » accord, bien conçu, entre deux partenaires



© Andy Everson



Coule pas chez nous © Fondation Coule pas chez nous

d'un même niveau économique et dont les grandes institutions, mûres et démocratiques, conservent une excellente réputation.

Mais pour celles et ceux qui militent contre le libre-échange, l'AECG est un véritable cheval de Troie. Les économies du Canada et des États-Unis sont très intégrées et la facilité avec laquelle les compagnies créent des filiales dans un pays et dans l'autre rend les frontières bien poreuses. L'Amérique du Nord et l'Europe formeront un immense terrain de jeu pour les grandes entreprises qui pourront opérer avec une liberté jamais atteinte et profiter d'élu-e-s soumis devant leurs projets d'expansion, empêtrés dans un accord qui se veut irréversible.

Bloquer l'AECG rendrait caduques des accords encore plus ambitieux : le Partenariat transpacifique (PTP) ou le Partenariat transatlantique entre l'Europe et les États-Unis. La grande poussée en faveur du libre-échange, depuis la crise de 2007-2008, serait stoppée. Et peut-être serait-il alors possible de redonner de l'importance à tout ce que ces accords dévaluent : les services publics, la souveraineté alimentaire, la réglementation de la finance, la nécessité d'avoir une économie locale dynamique, la volonté de démanteler les oligopoles.

LE BAL DES DÉMAGOGUES


Il est présentement possible de sentir que les populations réagissent de façon viscérale et pas toujours rationnelle aux accords de libre-échange. Le *Brexit* a reflété entre autres un sentiment de frustration des Anglais devant une Europe technocratique qui s'occupe mal de ses citoyen-ne-s. Des démagogues comme Donald Trump et Marine Le Pen profitent de la précarité et de la dégradation des emplois. Ils dénoncent le libre-échange tout en s'offensant de la venue d'étrangers voleurs d'emplois.

La bataille du libre-échange est devenue telle que ses défenseurs adoptent eux aussi des propos tout aussi racoleurs. La ministre canadienne du Commerce international Chrystia Freeland s'est servi de ces extrémistes pour associer de manière démagogique l'opposition au libre-échange à la montée du fascisme : « *La dernière fois qu'on a vu autant d'angoisse face à des changements profonds de l'économie et que cette angoisse s'est traduite par de l'hostilité à l'égard du commerce et des étrangers, c'était dans les années 1930. Et tout cela s'est très mal fini* », a-t-elle avancé lors de la 22^e Conférence de Montréal en juin dernier. Pierre-Marc Johnson a

quant à lui accusé ses adversaires de faire de la « *désinformation* », dans un point de presse en Bavière en juillet dernier. Il les a comparés à des climatosceptiques. « *Ce n'est pas sans me faire penser aux gens qui pendant des années ont tenu des séminaires pour dire que la cigarette n'était pas dommageable, alors que tout le monde le savait que la cigarette était dommageable* », a-t-il ajouté.

L'utilisation d'arguments d'une telle bêtise et d'un dogmatisme aussi aveugle pourrait laisser croire que les défenseurs du libre-échange sont désespérés et ne savent plus quoi inventer pour convaincre une population récalcitrante et éprouvée par ces accords. L'AECG sera pourtant difficile à bloquer. Sans une mobilisation importante sur les deux continents, il pourrait être ratifié comme une simple formalité par les divers parlements. En Europe, on annonce cet automne de nombreuses actions contre lui dans différents pays. Il faut espérer que cette mobilisation puisse trouver d'importants échos au Québec et au Canada, malgré un inquiétant essoufflement dans la lutte contre cet accord.

Rêvons tout de même un peu. L'AECG n'a pas été ratifié et l'oléoduc Énergie Est n'a pas été construit. Il est désormais possible de tout recommencer. La transition écologique est lancée à fond, sur des bases solides et avec des investissements en conséquence. L'échec des grands accords de libre-échange, causé par la chute de l'AECG, élimine toute tentative d'en relancer de nouveaux. On envisage maintenant un monde où la qualité des emplois, l'accessibilité des services et les liens de solidarité entre les peuples deviennent des priorités.

Nous sommes encore bien loin de cette réalité. Mais beaucoup de gens travaillent pour y arriver et ne lâcheront pas prise. 

LES LUTTES ENVIRONNEMENTALES AU LENDEMAIN DE LA COP21

GENEVIÈVE AZAM, ÉCONOMISTE ET MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE D'ATTAC-FRANCE

Les lendemains de la COP21 en 2015 sont loin des lendemains dépressifs de la COP15 à Copenhague. L'échec de cette conférence de 2009, après avoir été souvent durement ressenti, a finalement donné une impulsion nouvelle aux résistances et aux alternatives.

En effet, l'incapacité structurelle des États à aboutir à un accord répondant aux défis climatiques et la colonisation des négociations par les lobbies industriels et financiers ont déplacé les enjeux. C'est à l'extérieur de l'arène actuelle des négociations, dans les luttes concrètes contre les projets climaticides et leurs promoteurs, que s'édifient les alternatives pour refroidir la Terre et restaurer la justice, la solidarité et la démocratie.

Avec les manifestations concrètes des dérèglements climatiques, le réchauffement climatique n'est plus une abstraction, un cauchemar pour les « générations futures », une affaire d'experts; il est désormais ressenti par les générations présentes, vécu, observé, en dehors des cercles des scientifiques et des lanceurs d'alerte. Il ne s'agit plus de se préoccuper d'un « environnement » conçu comme l'extérieur des sociétés humaines, comme un cadre ou une scène qu'il s'agirait de protéger et de gérer de manière durable, mais de résister concrètement à des destructions souvent irréversibles du seul habitat possible pour ces sociétés.

L'humanité concrète se trouve devant des défis inédits, car les sociétés humaines sont capables de déclencher des processus incontrôlables, dans la nature et sur la nature elle-même, de franchir des seuils critiques, des ruptures, qui s'alimentent mutuellement. Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend, pouvait-on entendre à Paris dans les manifestations citoyennes organisées pendant la COP21.

LES LUTTES « ENVIRONNEMENTALES » ONT CHANGÉ DE VISAGE ET DE SENS

Ces luttes sont au croisement d'enjeux inextricablement économiques, sociaux, politiques, écologiques. Elles traduisent à la fois une prise de conscience des ravages d'une civilisation

de la démesure qui a cru pouvoir séparer et opposer radicalement la nature, réduite à un « environnement » dans lequel puiser à l'infini, et les sociétés humaines, ignorant leurs limites géophysiques.

Elles traduisent également des résistances à un « capitalisme vert » qui fait de la nature une entreprise, une infrastructure de production à incorporer au cycle du capital, à une bio-économie libérale qui entend contrôler la vie en la produisant et la reproduisant, à un système économique qui accélère l'accumulation et l'extraction de ressources pour faire face à son essoufflement, à une économie du climat qui entend faire du réchauffement climatique une opportunité industrielle, technologique et financière.

Elles cherchent à combattre l'injustice propre aux changements climatiques: la moitié la plus pauvre de la population mondiale – les 3,5 milliards de personnes les plus menacées par l'intensification catastrophique des tempêtes, des sécheresses et autres phénomènes extrêmes liées aux changements climatiques – n'est responsable que de 10 % des émissions de CO₂, selon le rapport d'Oxfam en 2015⁽¹⁾. Elles élargissent l'aspiration à la justice en montrant que la justice entre les humains ne peut être un horizon politique et éthique sans instituer une politique entre la communauté humaine et la Terre, sans définir des limites et des obligations.

LA LÉGITIMITÉ A CHANGÉ DE CAMP

Le réchauffement climatique est un rappel quotidien pour interroger les fondements de ce monde à la dérive: la croissance, la richesse, les besoins, le développement, la justice, le travail, la technique ne peuvent échapper à un examen critique. La poursuite des modèles de production et de consom-



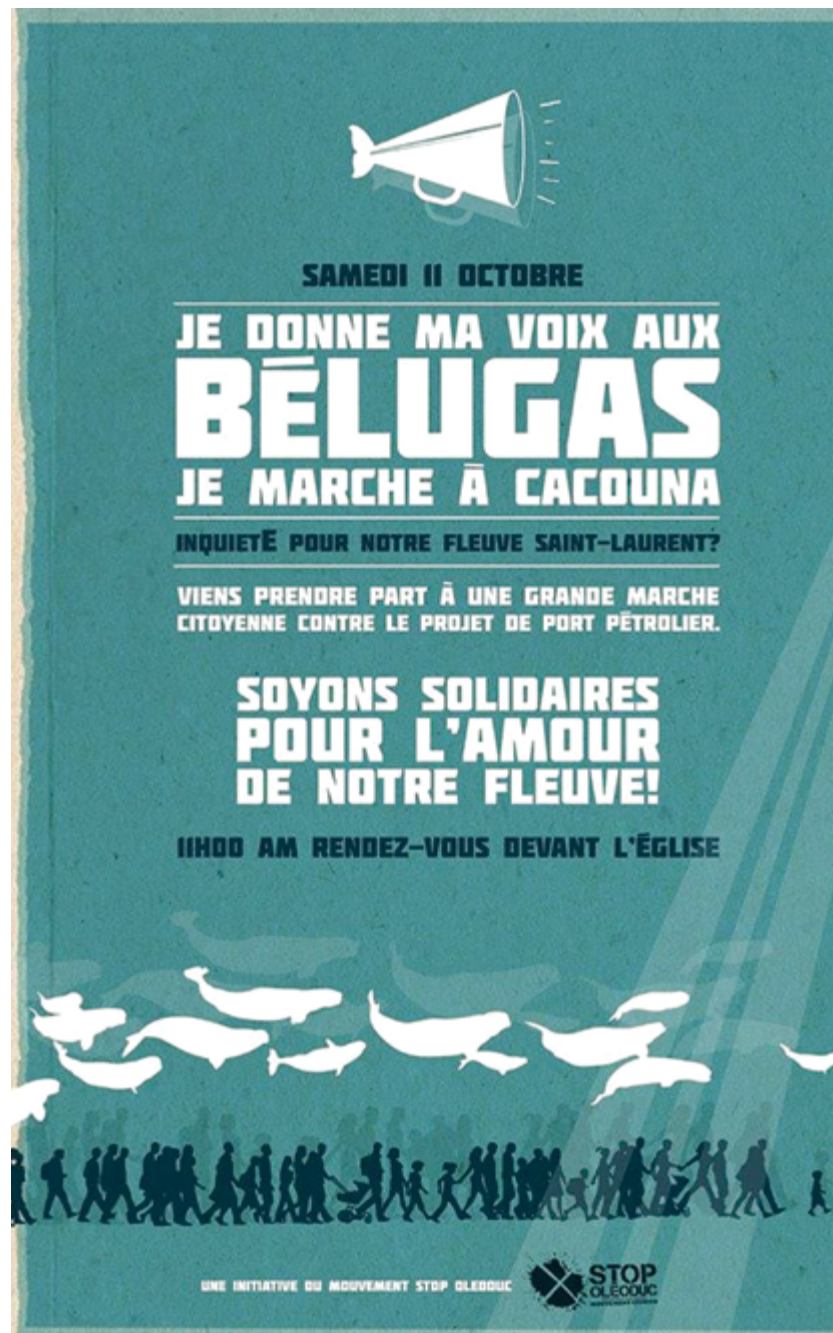
mation présents menace concrètement et quotidiennement les conditions de la vie humaine et de la vie tout court sur la Terre. Cette menace, loin de s'estomper, se rapproche, ainsi que le montrent plusieurs travaux scientifiques récents: selon l'Organisation météorologique mondiale, l'année 2016 devrait être la plus chaude année enregistrée, cela après le record de l'année 2015.

S'il est vrai, comme l'écrit Naomi Klein, que la conscience partagée de ce problème arrive à un moment où les États ont abandonné à des acteurs privés leurs leviers d'action, c'est aussi le moment où, partout dans le monde, fleurissent des initiatives, des résistances aux projets climaticides.


La poursuite des modèles de production et de consommation présents menace concrètement et quotidiennement les conditions de la vie humaine et de la vie tout court sur la Terre.

Les trous noirs, les silences, les marchandages et les évitements de la COP21, notamment à propos des énergies fossiles et de la fièvre extractiviste, renforcent la légitimité des résistances sociales et des alternatives. Les sociétés sont confrontées à des limites non négociables: si nous voulons contenir le réchauffement climatique en dessous des 2 °C à la fin du siècle, nous devons laisser 80 % des ressources en énergie fossile actuellement connues sous le sol. Et bien plus encore si l'objectif est de 1,5 °C. Nous pouvons regretter que cette conscience des limites soit aussi tardive, tant les alertes ont été nombreuses. C'est elle toutefois qui déclenche des basculements significatifs et redonne sens et légitimité aux résistances et alternatives systémiques.

Le capitalisme globalisé assiège violemment notre monde, les sociétés et la nature. Dans ce monde clôturé sur lui-même, les luttes écologiques empruntent souvent les voies de la désobéissance et de la dissidence massive. Après l'accord de Paris, qui revient à gérer le réchauffement climatique selon les règles du marché, du libre commerce, de la concurrence et de l'espérance technicienne au lieu de s'attaquer à ses causes, ceux qui occupent des mines de charbon, qui perturbent les sommets pétroliers, qui s'opposent à la folie extractiviste et bloquent les grands projets d'infrastructure, combattent aussi une criminalité légale, un crime d'écocide: ils exigent des règles, une loi commune combattue par une oligarchie



Bélugas et Cacouna © Mouvement Stop Oléoduc

off-shore et inventent d'autres manières d'habiter la Terre et de vivre ensemble. 

(1) Energine.com, «Les 10 % les plus riches génèrent 50 % des émissions de CO² mondiales», 19 janvier 2016. En ligne : <https://tinyurl.com/h5e8n9v>.

LA JUSTICE POUR TOUTES !

ALEXA CONRADI, PRÉSIDENTE DE LA FFQ DE 2009 À 2015 ET TRAVAILLEUSE
AUTONOME SUR LES QUESTIONS TOUCHANT LE GENRE

Un féminisme dépolitisé a réussi à s'imposer au Québec avec le concours des gouvernements, des médias, de l'industrie du divertissement et parfois même des groupes de femmes.

Il s'agit d'un féminisme néolibéral qui opère comme si l'égalité entre les hommes et les femmes était compatible avec le capitalisme globalisé, même si ce système ne cesse de créer des inégalités. Dans ce contexte, il importe au mouvement féministe d'articuler plus clairement un discours critique pour ne pas se faire récupérer par des forces néolibérales ou conservatrices qui se réclament, sans gêne, de l'égalité hommes-femmes.

LA FORCE RÉVOLUTIONNAIRE DU FÉMINISME

«*Le féminisme vise l'égalité entre les hommes et les femmes.*» Il s'agit là d'une expression consacrée. La politique québécoise en condition féminine s'est construite autour de cette idée. La Charte des droits et libertés de la personne au Québec reprend l'expression, qui deviendra un véritable slogan. Le Conseil du statut de la femme et plusieurs groupes de femmes s'en servent pour définir succinctement la lutte féministe. Les journalistes la reprennent. Elle résume bien une aspiration claire, logique et concise.

Le problème, c'est que cette expression est réductrice. Elle dit trop peu. Où sont la justice, la paix, la liberté, la solidarité dans cette expression ? Où est sa portée transformatrice, voire radicale ? En vérité, la force révolutionnaire du féminisme n'y apparaît pas. Devant l'effacement des véritables objectifs du mouvement, les féministes ont tout intérêt à porter un regard critique sur cette expression devenue lieu commun. Quant à moi, j'avance que le mouvement féministe doit oser définir son projet politique autrement.

Pour plusieurs, l'égalité se résume à l'idée que les femmes sont les égales des hommes ou encore qu'elles prennent leur place dans le monde tel qu'il est construit. Cette perspective laisse entendre qu'il suffirait d'insérer les femmes à tous les endroits historiquement dominés par les hommes pour arriver à l'égalité, avoir plus de femmes en politique, cheffes d'entreprise ou exerçant des métiers traditionnellement masculins (même s'il en faut, c'est vrai).

Cette vision «libérale» de l'égalité entre les femmes et les hommes a bonne presse, phénomène plutôt rare dans l'histoire du féminisme. Les médias accordent beaucoup de place aux Sheryl Sanders et Monique Jérôme-Forget de ce monde qui proposent aux femmes d'oser atteindre les sommets. Cette façon de concevoir l'égalité s'est incarnée dans les propos de la ministre responsable de la Condition féminine, Lise Thériault : «*Tu veux prendre ta place ? Faire ton chemin ? Let's go, vas-y !*» Il suffirait aux femmes d'oser davantage, de prendre plus de risques.

On célèbre les succès des femmes lorsqu'elles percent le plafond de verre. Mais on omet de noter les morceaux de vitre qui tombent sur celles toujours prises sur un plancher collant ou qui tiennent les murs en place. L'égalité entre les femmes et les hommes est devenue synonyme du féminisme «*trickle-down*». La théorie du «*ruissellement économique*» postule que les avantages de la création de la richesse ruissellent naturellement vers le bas et que tout le monde peut en bénéficier. Dans les faits, ce phénomène crée et reproduit toujours plus d'inégalités.

Le féminisme du ruissellement de notre gouvernement a fait bien peu pour les 1,7 million de femmes au Québec vivant avec moins de 25 000\$ par année, soit la moitié des femmes actives. Il n'y a eu aucune amélioration des normes du travail pour contrer la précarité et l'exploitation ; aucune hausse substantielle du salaire minimum ; aucune amélioration de la rente de retraite ; aucune action contre la discrimination sexuelle ou raciale à l'embauche ; aucune action pour contrer la non-reconnaissance des diplômes ou le sous-emploi des femmes immigrantes ; aucune action contre la ghettoïsation des femmes racisées ; enfin, aucune amélioration des conditions de vie des personnes recevant de l'aide sociale.

En revanche, avec les coupes austéritaires, nous avons notamment assisté à une forte dévalorisation des métiers occupés majoritairement par des femmes dans les services publics et à l'augmentation de la charge du travail effectué gratuitement par les femmes.



© FFQ

NOS LUTTES, NOS MOTS

La politique néolibérale est clairement nocive. Ce n'est certes pas un changement de slogan qui forcera un changement de cap dans la direction gouvernementale. Mais nous devons nous approprier les termes de notre émancipation et imposer notre logique, notre langage dans l'espace public. Le langage de l'égalité hommes-femmes cantonne le féminisme dans des dynamiques que le mouvement rejette. Ainsi, la lutte passe par les mots que nous choisissons pour nous définir et nous projeter.

Dans cette optique, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) a adopté une devise qui élargit la portée du projet féministe: «*L'égalité pour toutes, l'égalité entre toutes.*» Celle-ci



© Huguette Latulippe / Promotion inc., Illustration: Geneviève Guénette

laisse entendre que l'enjeu n'est pas seulement l'égalité entre les hommes et les femmes, mais aussi l'égalité entre différentes classes de femmes. L'égalité concerne toutes les femmes, qu'elles soient serveuses, domestiques, cheffes d'entreprise ou sans emploi; qu'elles soient noires, blanches, latines ou asiatiques; qu'elles appartiennent ou non à une minorité sexuelle, linguistique, religieuse ou culturelle; enfin, qu'elles soient mères ou non, cisgenres ou trans.

Ce slogan ramène clairement l'enjeu de la hiérarchie sociale. Si nous voulons donner accès à l'égalité à toutes les femmes, il faut d'abord penser que les femmes n'ont pas toutes les mêmes conditions, les mêmes réalités. Les obstacles à l'égalité ne sont pas les mêmes pour une femme autochtone ayant des parents survivants des pensionnats ou pour une Franco-Québécoise blanche qui a étudié en génie civil. Toutes deux vivent des situations d'inégalité, mais pas les mêmes. Les ressources leur étant disponibles pour les affronter diffèrent tout autant. La perspective traduite par le slogan de la FFQ ouvre la voie à une prise en compte de la justice sociale comme dimension essentielle de l'égalité.

Nous devons nous approprier les termes de notre émancipation et imposer notre logique, notre langage dans l'espace public.

Les féministes de la Marche mondiale des femmes aux États-Unis – un mouvement composé surtout de travailleuses noires, latines ou queers – proposent de centrer le féminisme autour de la justice, qu'elles nomment la justice de genre (*gender justice*). Elles allient donc la lutte des femmes à celles touchant l'oppression de classe, le racisme, l'hétéronormativité et la transmisogynie qu'elles voient comme imbriquées. Plus concrètement, elles traduisent actuellement cette analyse en une lutte contre le sexisme, le fascisme et le capitalisme de Trump et contre le néolibéralisme économique et guerrier de Clinton.

Au moment où les femmes noires et musulmanes à Montréal s'activent contre le racisme systémique; où les femmes autochtones brisent le silence sur les agressions sexuelles vécues aux mains de la police; où la difficulté d'accès à un logement fragilise la vie de plus en plus de femmes; où les métiers des femmes sont attaqués; où les femmes transsexuelles migrantes réclament le droit à un changement de nom... le défi du féminisme ne peut se réduire à l'idée de l'égalité entre les femmes et les hommes. La justice pour les femmes en dépend. **ab**

LE RETOUR VERS SOI

NATASHA KANAPÉ FONTAINE

*Je reprendrai les anguilles
Les redonnerai à la mer
Et je redeviendrai le pays que mes ancêtres
Ont bâti jadis sur les abords du fleuve.*



© Andy Everson

Un retour aux philosophies traditionnelles est nécessaire à la réappropriation de la culture de nos peuples et donc à la réappropriation des territoires au sein desquels nos identités se sont formées. La lutte autochtone se définit en grande partie par la défense de l'identité, de la culture, du territoire, de l'héritage légué par les

prédécesseurs, ce qui est mis en danger par les politiques gouvernementales actuelles.

Le portrait des luttes autochtones du Québec est difficile à dresser. Ces luttes ne cessent de changer, selon l'évolution de nos communautés. Elles concernent aussi de plus en plus les projets d'exploitation des ressources naturelles défendus entre autres par le gouvernement du Québec.

On m'a demandé une première fois de réfléchir sur ces luttes lors d'une conférence à New York, en mai 2016. J'étais alors intéressée par les luttes environnementales menées par des Haïda ou des Cris ailleurs au Canada, et j'assistais à des débats soutenus par d'autres activistes autochtones en opposition à des projets de pipeline tels Kinder Morgan, Burnaby Mountain et Énergie Est. Ces résistances, fortes et organisées, étaient appuyées par un discours clair et solide, inspiré par les philosophies traditionnelles tout en mettant de l'avant la modernisation des traditions des peuples autochtones. Ici, au Québec, j'ai l'impression que nous sommes encore loin de parvenir à nous rassembler autour d'une identité partagée qui stimule une telle résistance.

Pour les peuples autochtones, l'identité est clairement liée à l'environnement. Une réelle réflexion sur la relation entre le territoire et l'identité a été stimulée par une poésie autochtone bien vivante, qui ne craint pas d'aborder certains débats de société. Il est important pour nous d'entretenir ces réflexions, surtout si nous voulons être de véritables héritiers du terri-

toire sur lequel nous (sur)vivons. Dans mes recherches, j'ai pu percevoir la démarcation entre la pensée linéaire, rationaliste, qui régit la société occidentale et la pensée circulaire, holiste, qui détermine la façon d'être des individus des sociétés autochtones (en reconstruction).

Jamais il n'a été clairement dit dans les derniers siècles et encore moins dans les dernières années que nous aurions pu profiter de ce qui différencie les peuples autochtones et le peuple québécois pour nous enrichir mutuellement.

Cela ne signifie pas qu'il y ait incompatibilité entre nos peuples, au contraire. Mais pour réussir à créer une société où la place des uns est (enfin) égale à la place des autres, il faut qu'il y ait reconnaissance de nos particularités pour que ces dernières soient complémentaires plutôt qu'obstacles dans la conversation que nous devons engager.

Nous avons besoin qu'il y ait réellement un pouvoir d'auto-détermination qui soit clairement établi par les peuples autochtones et leurs membres, pour qu'une réelle et sincère relation de nation à nation soit créée en bonne et due forme, selon la logique d'une politique organique inspirée et instaurée par les individus eux-mêmes, et non par les dirigeants.

CITATION

« Chez les Innus, la souveraineté, qu'on appelle *innu tipenitamun*, implique d'abord la responsabilité du territoire que l'on habite et sur lequel on exerce une forme distinctive de contrôle. *Tipenitamun* signifie approximativement *responsabilité* en langue innue. Un territoire, dans ce contexte-là, n'est donc pas tant une propriété, mais bien une chose dont nous avons la charge. La responsabilité est bien sûr collective, mais également individuelle »

— PIERROT ROSS-TREMBLAY,
JURISTE ET SOCIOLOGUE INNU

TERRITOIRES EN BATAILLE

RÉSISTANCES AUTOCHTONES CONTRE LES PIPELINES ET L'INDUSTRIE EXTRACTIVE



Territoires en bataille © ZigZag (Gord Hill)

Chez les Premières Nations, du moins selon nos traditions, le chef est choisi pour sa personnalité et ses capacités relationnelles. Il doit parvenir à maintenir un équilibre entre les différents groupes et intérêts au sein de la collectivité, à chercher le consensus et à favoriser un climat permettant des relations saines entre les individus. Un retour à cette tradition passera par la redéfinition de ce qui a été modifié par le système institutionnel imposé dans les communautés lors de la création du Canada. Et si ce retour peut être mené humblement par un leader choisi par sa communauté, nous entrerons alors dans un réel processus de décolonisation.


Car on ne peut définir les luttes autochtones sans aborder préalablement les effets de la colonisation. S'il n'y a plus d'agressions délibérées de la part du gouvernement fédéral, ou encore d'autres groupes ou niveaux de gouvernement, les conséquences issues de ces politiques coloniales sont toujours pesantes au sein de nos communautés.

Les peuples autochtones ont été affectés par des événements historiques douloureux qui ont affaibli leur capacité

à se défendre: les déposessions territoriales, la création des réserves, la spoliation de leur territoire pour l'exploitation des ressources naturelles, les enfants envoyés de force dans des pensionnats, l'interdiction de circuler dans le territoire occupé par la société dominante, l'évangélisation, la corruption politique, la mainmise de l'État sur l'organisation sociale des peuples autochtones.

Ces expériences, vécues de façons diverses selon les peuples et les individus, marqueront à long terme le positionnement politique et l'identité des premiers peuples, avec les divisions qu'elles provoquent et qui s'ensuivent. Nous pouvons le constater avec le Regroupement Petapan (Mashteuiatsh, Essipit, Nutashkuan, 2016). Trois conseils de bande de la nation Innue veulent établir un traité avec le gouvernement provincial qui favorisera l'autonomie gouvernementale, l'achat par le conseil de ses droits territoriaux de chasse et pêche, donc le développement des communautés. Cependant, dans la déclaration du Regroupement, toutes les communautés Innues ne sont pas incluses. Cette division consciente de la Nation (qui était en processus d'unification depuis de nombreuses années) va à l'encontre de la philosophie traditionnelle Innue. De plus, la revendication de droits sur les terres des réserves pour la chasse et la pêche (régies par le gouvernement fédéral) ne concerne que le conseil de bande, et non les chasseurs et trappeurs de la communauté de Mashteuiatsh, dont certains ont émis une opposition claire à ce traité à laquelle le conseil de bande a fait la sourde oreille.

La crise d'Oka est l'une des luttes autochtones qui a le plus marqué l'imaginaire des Québécois-es. Vingt-six ans plus tard, aucun débat ou réflexion allant au-delà d'une simple narration des événements n'a été fait, empêchant une reconnaissance concrète des conséquences palpables de la crise. Pour le bien-être des peuples autochtones, mais également pour celui de la société québécoise, nous devons, Autochtones et Québécois-es, réclamer qu'un débat se fasse sur cette crise, dans les médias, de la part des dirigeants, intellectuels et artistes, afin de panser les blessures qui en ont résulté.

L'autodétermination et le retour aux philosophies traditionnelles seront de mise pour organiser une résistance solide aux tendances centralisatrices de l'État. Cette résistance se fera sans violence ni agressivité. Nous devons nous unir pour préserver ce qui a survécu à l'évangélisation, à l'assimilation et au génocide. L'espoir engendré par une résistance soutenue alimentera alors l'inventivité légendaire de l'Autochtone qui créera de nouveaux outils pour favoriser l'épanouissement culturel, intellectuel, spirituel et politique de sa communauté. 

ISLAMOPHOBIE ET ANTIRACISME

L'URGENCE D'AGIR AVEC ÉTHIQUE

BOCHRA MANAI, ENSEIGNANTE ET CHERCHEUSE SUR LES QUESTION DE L'IMMIGRATION,
DE LA «RADICALISATION» ET DE L'ALTÉRITÉ EN MILIEU URBAIN

Il est impossible d'entrevoir un monde meilleur sans mettre fin aux modes de ségrégation découlant du racisme et de l'islamophobie. En dépit d'un discours officiel qui cherche à diminuer le problème, ou à faire comme s'il n'existait plus, cette question demeure essentielle à l'heure où les partis d'extrême droite gagnent en popularité et où l'exclusion prend de nouvelles formes, parfois moins visibles mais toujours pernicieuses.

Dans l'espace public et médiatique québécois, peu de légitimité est accordée aux voix antiracistes, qui proposent de créer des espaces d'entre-soi (ou *safe spaces*), de défier le racisme institutionnel, de voir la violence policière comme une traduction des inégalités raciales ciblant plus particulièrement les femmes autochtones, les jeunes Noirs de Montréal ou les jeunes musulmans visés par le prisme de la lutte à la radicalisation.

Les luttes antiracistes et anti-islamophobie peuvent être disqualifiées, car pour de nombreuses et nombreux citoyens niant le racisme, le fait d'en parler serait une façon de diviser la société et le fait d'évoquer l'islamophobie *islamiserait* la société.

Cette capacité à dénigrer la québécoité des individus affectés par le racisme et l'islamophobie se fait d'autant plus qu'elle les ramène, dans le second cas, à un ailleurs lointain et oriental, leur nie leur citoyenneté et leur capacité d'action. En somme, c'est bien plus le déni du racisme qui met certain·e·s citoyen·ne·s au ban de la société que le fait d'en parler. Évoquer le racisme, le décrire avec minutie dans les plus banales interactions de notre vie en société permet au contraire de dénouer et de défaire le repli social, qui peut devenir une solution pour les citoyen·ne·s touché·e·s.

D'aucuns se demandent encore si l'islamophobie existe et s'il faut utiliser ce terme. Lorsque les discriminations, directes et indirectes, visent les femmes portant le foulard ou les jeunes hommes qui pratiquent visiblement leur religion, il est essentiel de qualifier ce traitement envers une catégorie de citoyen·ne·s comme l'illustration d'un « nouveau racisme ». Pour autant, si l'obsession actuelle, notamment médiatique et politique, semble s'acharner sur les musulman·e·s à coups de controverses portant sur le *niqab*, le *burkini* ou sur le *halal*, il est important de regarder l'ensemble des populations touchées par ces conditions du racisme.

L'islamophobie, comme toutes les autres formes de discrimination, de hiérarchisation sociale et de conditions inégalitaires, devrait naturellement se lier aux mouvements antiracistes historiques. C'est pourtant l'appartenance religieuse qui est discréditée par les organisations d'un mouvement antiraciste, qui se définit par ailleurs comme progressiste ou de gauche. Ces considérations concernant le Québec trouvent écho en France ou dans d'autres sociétés pluralistes où les musulman·e·s sont des minorités.

ENTRE MILITANCE DIVISÉE ET ACTIONS SOLIDAIRES


Face à l'évidence d'une islamophobie comme discrimination présente dans les discours et dans les actions, les militant·e·s



éprouvent des difficultés, notamment de communication, et une certaine concurrence.

Les dissensions qui parcourent les rangs des militant·e·s contre l'islamophobie sont grandes, mais elles ne sont que le reflet de la différence intrinsèque entre leurs idées et leurs idéologies politiques. L'impossibilité de recourir à une voix unique ou à un seul discours pour parler d'islamophobie montre une hétérogénéité des idées. En somme, qu'ils ou elles travaillent à la valorisation des jeunes musulmans, à l'implication politique des citoyens québécois de confession musulmane ou s'attellent à la diffusion médiatique de contre-discours, ces personnes et leurs interventions forment un mouvement peu uni dont les différences oscillent entre recherche d'authenticité et d'autorité. En effet, dans les milieux communautaires ou universitaires, ces différences œuvrent à l'inimitié et freinent la nécessaire action commune.

Ces conflictualités, décrites comme internes et externes au mouvement antiraciste, traduisent de néfastes jeux de légitimité et d'illégitimité. Donc, considérer la lutte à l'islamophobie comme urgente dans le grand mouvement de l'antiracisme devrait permettre de dépasser ces luttes d'autorité et d'authenticité. À l'heure où le Québec, comme nombre de sociétés, se saisit de la question identitaire dans des termes populistes et sécuritaires, les enjeux du racisme et de l'islamophobie font émerger des alliances, parfois éphémères, qui s'accordent parallèlement sur les objectifs : de la dénonciation à la sensibilisation des institutions, etc. Or, l'éthique commune entre la lutte à l'islamophobie et à l'antiracisme devrait se concentrer sur le vécu des citoyen·ne·s ordinaires qui connaissent la disqualification au quotidien.

Au Québec, les actions tentant de lier les enjeux d'islamophobie et de racisme se multiplient. Elles semblent faire place de plus aux solidarités entre les discriminé·e·s et elles inscrivent cet enjeu *urgent* qu'est la lutte à l'islamophobie dans une matrice plus grande, qu'il est plus que nécessaire de regarder. Des espaces communautaires aux milieux universitaires en passant par les espaces institutionnels, un vent nouveau semble souffler sur le besoin de travailler aux liens de solidarité face aux enjeux du racisme systémique. 

LE NOUS MILITANT

JEAN-MARC PIOTTE

On peut se lamenter. L'oligarchie financière domine les États et leur impose sa soif d'accumulation compulsive. Le pétrole demeure la source première d'énergie, malgré son impact écologique destructeur. Une partie non négligeable de la population mondiale ne mange pas à sa faim. L'inégalité entre humains se renforce. La majorité des humains ne jouissent pas d'une pleine liberté. La moitié de l'humanité continue de dominer l'autre moitié. Des guerres sans queue ni tête déciment des populations civiles et les contraignent à l'exil.

Ces constats sont incontournables, mais mortifères (ils réduisent le citoyen à l'état de spectateur résigné et morose) et partiels (ils gommant les résistances militantes).

À l'encontre de cette résignation, le film *Demain* de Mélanie Laurent et de Cyril Dion décrit de façon lumineuse comment des individus engagés dans des milliers de communautés œuvrent concrètement à changer le monde.

Demain n'a pas de réponses à tout ce qui va mal. Mais, à tous ceux et celles qui refusent la résignation, il suggère des actions mobilisatrices. Comme le veut l'expression, le film oppose au pessimisme de la raison, l'optimisme de la volonté. En laissant de côté les discours catastrophistes et moralisateurs, il mise sur la puissance évocatrice de celles et ceux qui, déjà, transforment le monde. Car le plaisir est dans la lutte contre l'inacceptable. La joie est dans la participation à un *nous* militant, où l'on brise l'isolement, répartit le labeur et savoure les victoires à leur juste valeur.

Le bonheur est dans l'espoir
de changer le monde.

FORUM SOCIAL MONDIAL 2016

RENOUVELER L'ALTERMONDIALISME

RONALD CAMERON, PRÉSIDENT DU GROUPE ALTERNATIVES, UNE ORGANISATION
MEMBRE DU CONSEIL INTERNATIONAL DU FSM

Les Forums sociaux mondiaux (FSM) ont été depuis leur tout début parmi les plus importants points de rassemblements du mouvement altermondialiste. Ils offrent à celles et ceux qui croient qu'« *un autre monde est possible* » un moment et un espace d'échanges et de concertation. Après 15 années d'existence, avec un forum tenu pour la première fois dans un pays du Nord, à Montréal en août dernier, ils gardent toujours leur pertinence.

Depuis 2001, les FSM rassemblent les mouvements de résistance de la planète en leur permettant de se rencontrer, mais aussi en soutenant la convergence des réseaux. Le FSM 2016 d'août dernier ne fait pas exception. Il a confirmé de manière non équivoque l'importance d'un événement ouvert et rassembleur de la diversité des mouvements anti-systémiques.

MISSION ACCOMPLIE

Malgré les difficultés, c'est mission accomplie pour le Collectif FSM 2016. Le bilan à tirer ne doit pas se baser sur une comparaison avec les précédentes éditions des FSM, mais bien sur les concertations qui s'y sont opérées. La conjoncture politique et les contraintes logistiques propres à chacune des éditions du FSM rendent en effet leur comparaison difficile.

Le nombre élevé de visas refusés aux personnes provenant de l'extérieur n'a pas été le seul obstacle spécifiquement canadien. Les frais de séjour et de transport et, paradoxalement, les limites du financement étaient également d'importantes entraves à la participation, pas seulement en provenance de l'étranger, mais aussi des régions du Québec ou du Canada. Si tous les FSM ont eu leur lot de contraintes, celles spécifiques au Canada ont certainement été sous-estimées, et pas uniquement par le collectif organisateur.

Il n'y a pas de gêne à dire la vérité et à rendre compte de la réalité. Car s'il est vrai que le FSM 2016 n'a pas eu l'ampleur ou la diversité de celui de Mumbai ou de Porto Alegre, on pouvait tout de même, pendant toute la semaine à Montréal,

échanger avec des militant·e·s de différentes régions de la planète. S'il est aussi vrai que le FSM ne s'est pas déroulé dans un contexte d'effervescence politique comparable à celui de Tunis et du printemps arabe, sa tenue a contribué à démasquer toute l'hypocrisie d'un gouvernement du G8, aussi libéral qu'il soit, quand il s'agit d'accueillir celles et ceux qui proviennent de pays du Sud.

De plus, la grande place qu'ont prise les jeunes dans le collectif organisateur et dans les comités autogérés a été l'une des caractéristiques les plus remarquables du FSM 2016. Cette participation était nettement plus importante que dans les précédentes structures d'organisation des FSM, malgré la faible présence des organisations de la jeunesse.

Par ailleurs, parmi les lacunes de cette édition dont il faudra tenir compte pour les suivantes, notons l'absence d'un lieu de rassemblement spécifique aux groupes et réseaux qui ont constitué la structure organisationnelle de l'événement. Cette dispersion des groupes a persisté jusqu'à la fin, malgré le rôle de ceux-ci dans le succès du forum. Un tel lieu est important dans la dynamique de développement des FSM et a pour but de mettre les mouvements et réseaux au cœur de l'organisation, qui doivent être les premiers à bénéficier de ces rassemblements. C'est là un important défi pour assurer la pertinence des FSM.

RENOUVELER LES FSM POUR MIEUX AGIR

Le FSM 2016 a contribué à crédibiliser la tradition des grands rassemblements ouverts. La réussite de ce forum a fait taire celles et ceux qui doutaient de l'avenir de ces forums et envi-





Forum social mondial 2015

sageaient même de mettre fin à l'expérience. Pour se renouveler, les prochaines éditions du FSM doivent cependant aller plus loin, continuer à se réinventer, permettre encore mieux aux luttes de s'organiser et contribuer à dynamiser les mouvements.

Comment faire pour que les débats qu'on y tient aboutissent à des actions concrètes et aillent au-delà des déclarations de principes? Comment contribuer à l'articulation et à la concertation de l'action politique des mouvements, quand on sait que le théâtre des luttes sociales conserve toujours un caractère national? Lors des rencontres sur l'avenir du FSM, on pouvait constater une forte tension dans les discussions, qui opposaient celles et ceux qui veulent faire évoluer ces rassemblements et les autres qui s'opposent à aller au-delà de ce qu'ils ont toujours été, un lieu inclusif favorisant les échanges et les débats.

La Charte des principes, qui établit les fondements des rassemblements depuis 2002, définit bel et bien le FSM comme

un processus qui unit tous les groupes et mouvements opposés à la mondialisation néolibérale, sur la base d'un espace ouvert, non partisan et non décisionnel. Le FSM ne prend donc pas position en tant que tel. Ce sont les organisations membres du FSM qui le font.


À la faveur du quinzième anniversaire et de l'édition de 2016, différentes propositions ont été annoncées pour faire évoluer le Forum social mondial et le forcer à se prononcer sur des sujets particuliers. Deux questions ont fortement polarisé les discussions au sein du Conseil international (CI), l'organisme de coordination des FSM: la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) d'Israël et la question d'une prise de position en solidarité avec le peuple brésilien, face au récent coup d'État législatif. Devant l'âpreté des débats, tout reste à concrétiser.

PRENDRE EN COMPTE DE NOUVELLES RÉALITÉS

La conjoncture politique actuelle n'est plus celle d'il y a 15 ans. Les avancées du néolibéralisme ont été considérables et les pôles d'opposition se sont multipliés. Couvrir la diversité des préoccupations des organisations et concevoir des déclarations générales ne suffisent plus. Aussi, dans leur organisation, les forums sociaux mondiaux doivent mieux développer leur façon de faire et préciser leurs objectifs politiques. Il importe de les ouvrir encore plus aux nouveaux mouvements sociaux, mais aussi de favoriser une plus grande expression des luttes des mouvements, notamment pour affirmer leur nature anti-systémique.

Pour relever ce double défi, réviser les positions de base des FSM est un passage obligé. L'énorme déploiement d'énergie nécessaire à la mobilisation pour la tenue de ces rassemblements doit pouvoir être mis au service d'une meilleure concertation des organisations et des mouvements.

La création d'un lieu central de concertation, indépendant du Conseil international afin de protéger le processus des FSM, pourrait renforcer le caractère anti-systémique de ces derniers. Ce lieu pourrait prendre la forme d'une assemblée, voire d'un conseil des mouvements en lutte. Un tel levier d'action politique pour les réseaux et mouvements de première ligne pourrait ainsi favoriser l'expression unitaire des mouvements.

Les travaux réalisés par le CI au lendemain du FSM 2016, qui vont en ce sens, permettent d'entrevoir un renouveau des forums sociaux malgré les multiples contraintes qui se présenteront. Tout reste à concrétiser! Souhaitons que celles et ceux qui ont eu à cœur la réussite du FSM 2016 de Montréal œuvrent dans une telle perspective de renouvellement de ce projet collectif et internationaliste. 

INTERDÉPENDANCE DES DROITS ET DES LUTTES

CHRISTIAN NADEAU, PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Changer notre monde pour en faire un espace où les personnes peuvent vivre libres, sans crainte de subir les caprices des élites économiques et politiques, apparaît comme une tâche infinie. Les obstacles sur la route menant aux droits et libertés se multiplient. Il suffit d'en abattre quelques-uns pour en voir se dresser d'autres.

Qu'il s'agisse de droit au logement ou de droit du travail, de protection contre le harcèlement, de droit à l'éducation ou à un environnement sain, ou encore du droit à la liberté d'expression, les victoires qui ont permis l'institution de ces droits demeurent fragiles et sont sans cesse remises en question. Inversement, le pouvoir arbitraire des élites politiques et économiques ne cesse de grandir. Comment s'opposer à un tel phénomène ?

DIFFICILE CONJONCTION

Les luttes pour les droits et libertés ne peuvent donner aucun résultat concret si nous les menons sans préoccupation pour la pérennité de leurs gains. À quoi bon toutes ces batailles s'il faut sans cesse tout refaire ? Il importe donc que les revendications pour la justice et la démocratie conduisent au final en victoires fermes, garanties par la protection des lois. L'inscription dans le droit des acquis civiques et sociaux représente une étape incontournable de toutes nos luttes politiques.

La convergence des luttes est aux antipodes d'une vision uniforme, d'un consensus artificiel et des mots d'ordre qui imposent le silence aux divergences.

Bien entendu, les lois ne sont pas éternelles, mais il est beaucoup plus difficile de contourner ou de modifier une loi que de tromper les espoirs d'une vague promesse électorale. Encore faut-il que ces droits soient accessibles à toutes et tous. Force est d'admettre que l'égal accès à la justice relève encore, pour le moment, de l'idéal et non de la réalité.

Nous sommes cependant sur la bonne voie pour y parvenir lorsque nous pensons les droits en interrelation les uns avec les autres.

Les groupes de gauche approuvent et promeuvent de plus en plus l'idée d'une interdépendance des droits. Celle-ci désigne la manière dont la reconnaissance d'un droit est intimement liée à celle des autres droits. Les groupes militants accordent une attention égale à la mise en œuvre et à la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Or, si nous admettons l'interdépendance des droits, nous sommes cependant moins enclins à la convergence de nos luttes. Les trajectoires des militances se croisent rarement et, trop souvent encore, s'ignorent.

On reproche de manière récurrente aux universitaires leur surspécialisation. Mais nous pourrions en dire presque autant des activistes qui se préoccupent exclusivement de luttes environnementales, sans se préoccuper des problèmes de pauvreté. Ou des organisations syndicales qui entendent se limiter à la protection de leurs membres et limitent l'interdépendance des droits à un discours de façade. Ou encore des organisations qui invitent des artistes lors d'événements, mais se préoccupent peu du sort de la culture lorsque celle-ci se voit menacée de toutes parts. On pourrait aussi parler de ces artistes qui se réclament de la liberté de la création pour justifier leur désengagement.

Et pourtant, il nous faut défendre l'interdépendance des droits par l'interdépendance des luttes. Et si la gauche est prête à reconnaître la première, elle est encore très hésitante dans sa manière de pratiquer la seconde.

POUR UNE ÉTHIQUE DE L'ÉCOUTE

Mon espoir pour l'avenir se résumerait à ceci : pour promouvoir et garantir l'interdépendance des droits, il faudrait désencla-




Avec nous dans la rue

ver les luttes, construire des passages et des souterrains, abolir les frontières artificielles et œuvrer à une conscience collective. Je ne demande à personne de tout savoir sur la réalité des femmes autochtones, ou sur la discrimination des gais et lesbiennes, ou sur les problèmes de logement au sein des classes sociales les plus démunies. Je ne demande à personne de tout savoir, mais je nous demande de mieux écouter, de mieux voir, de mieux recevoir.

Je ne parle pas des appuis symboliques que les organisations s'échangent à l'occasion et qui me semblent tout à fait nécessaires. Je parle d'une attention et d'une sensibilité constantes aux revendications de chaque groupe, tout simplement parce qu'elles sont le télescope par lequel on peut voir une constellation qui nous semble autrement trop éloignée pour l'atteindre. Cette sensibilité me semble plus proche d'une attitude, d'une disposition morale que d'une stratégie ou d'une alliance ponctuelle.

La platitude la plus courante en réponse à mon souhait est qu'on ne peut se montrer hostile à la vertu. Encore faut-il avoir les moyens de celle-ci. Et le temps, que voulez-vous Monsieur le philosophe, nous est limité. Un tel argument apparaît en première analyse tout à fait raisonnable. Il n'en est pas moins erroné, tout simplement parce qu'il répond à une demande que personne n'a jamais faite et que personne ne devrait jamais faire. Je le répète si nécessaire: aucune défense de l'interdépendance des droits et des luttes ne devrait obliger à compter sur la seule force d'un Atlas des temps modernes, qu'il soit un parti, un groupe ou une personne. L'interdépendance des droits nous amène inévitablement vers le partage des luttes, et donc vers celui des savoirs, des expériences, des idées, des manières de voir le monde, ce qu'il est et ce qu'il peut être. La convergence des luttes est aux antipodes d'une vision uniforme, d'un consensus artificiel et des mots d'ordre qui imposent le silence aux divergences.

Méfions-nous donc des personnages qui se targuent d'omniscience et d'omnipotence. Rien n'est plus risible, et surtout, rien n'est plus pernicieux. Une telle arrogance conduirait à une orthodoxie dont les rares juges s'approprieraient les pouvoirs en niant toute dissidence, et en se moquant de la capacité même pour les militant·e·s de forger leur propre biographie morale et politique. L'interdépendance des luttes et des droits représente une interaction complexe, protéiforme, des moyens de coopération où les actions se multiplient sans se nuire et en se nourrissant mutuellement. La seule façon de construire le monde auquel nous aspirons demande d'apprendre, de discuter, d'évaluer, de saisir le sens propre à chaque droit et à chaque lutte. Dans une telle résistance décloisonnée, nul besoin d'un maître de vérité, d'un prophète ou d'une théorie englobante. Si nous portions toutes et tous le masque de la même idéologie, nous ne pourrions jamais connaître notre vrai visage.

Il est possible de parler une même langue sans perdre le lexique propre à chacun de nos combats. Nul relativisme ici, nul abandon de la pensée. Au contraire, le pluralisme inhérent à l'interdépendance des luttes peut se comprendre dès lors qu'une personne ou un groupe a la capacité de traduire son existence à une autre. Ce que je souhaite est que nous rédigions ensemble ce grand récit dans l'égale conscience de nos résistances communes, à la manière d'une expérience morale que nous pourrions nous approprier dans la longue durée de nos émancipations. 

LE SYNDICALISME DE COMBAT ÉTUDIANT ET SON SECRET

ALAIN SAVARD, DOCTORANT EN SCIENCE POLITIQUE, YORK UNIVERSITY

Avec dix grèves générales illimitées à son actif depuis 1968, le mouvement étudiant québécois demeure très inspirant. Sa vigueur a de quoi étonner : les grèves se succèdent depuis 50 ans à un rythme soutenu, en dépit des vents contraires, pour atteindre un paroxysme pendant le Printemps érable de 2012.



© ASSÉ

En 1978, face à un gouvernement péquiste nouvellement élu sur un programme de gauche, les étudiant·e·s n'hésitèrent pas à déclencher une grève offensive sur la question des prêts et bourses. À la fin des années 1980, alors que l'idée de partenariat social traversait le syndicalisme occidental, les étudiant·e·s s'engagèrent dans trois mouvements de grève successifs (1986, 1988, 1990). La mort de la principale association étudiante nationale en 1990 – l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANEQ) – semblait de mauvais augure pour la suite des choses. Pourtant, les grèves de 1996, 2005 et 2012 n'ont fait que croître en intensité; les deux dernières établissant chacune un nouveau record quant au nombre de grévistes et à la durée.

UNE CULTURE DÉMOCRATIQUE ET COMBATIVE

Quel est le secret derrière ces mouvements de grève massifs, impliquant chaque fois des dizaines de milliers de personnes et des actions illégales quotidiennes (dont la grève elle-même)? S'agit-il d'une simple manifestation d'une jeunesse spontanément rebelle? Mais alors, où sont les grèves étudiantes dans le reste du Canada et aux États-Unis? Les étudiant·e·s du monde anglophone ont pourtant toutes les raisons de se révolter : les frais de scolarité y sont beaucoup plus élevés et les programmes de prêts et bourses bien moins généreux.

Le mouvement étudiant québécois a su développer des pratiques, une culture et des institutions qui lui sont propres. Si l'éducation postsecondaire est plus accessible au Québec, c'est spécifiquement parce que les grèves répétées ont forcé la main des gouvernements successifs. Aux États-Unis, par exemple, l'insatisfaction devant l'inaccessibilité des études supérieures est très grande, mais les étudiant·e·s n'organisent pas de grèves. Le ras-le-bol ne peut pas se muter en mouvement de masse, car l'idée de grève étudiante a disparu de l'imaginaire politique et les lieux d'organisation collective comme l'assemblée générale n'existent plus.



Au Québec on tient souvent le mouvement étudiant pour acquis, mais il ne faut pas perdre de vue à quel point nos institutions sont uniques par rapport au Canada et aux États-Unis. C'est de cette comparaison que l'on peut retenir des leçons importantes pour le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux. Alors, quelles sont donc ses spécificités? On peut identifier deux éléments principaux: la démocratie directe et l'assemblée générale, ainsi qu'une conception extraparlamentaire du rapport de force impliquant la grève et de la mobilisation de masse comme moyen d'action.

Ces deux éléments sont fondamentaux pour comprendre comment des générations successives d'étudiant·e·s québécois·es parviennent à organiser systématiquement des mouvements d'une telle ampleur. Pourtant, les jeunes de 17 ou 18 ans qui mettent les pieds pour la première fois dans une institution postsecondaire ne sont pas plus politisés qu'ailleurs. Certains campus maintiennent une tradition militante parce que leurs associations étudiantes font de la mobilisation et de la formation une priorité. Ainsi, malgré une rotation très rapide de la population étudiante dans les cégeps (un renouvellement complet tous les trois à quatre ans), la pratique des assemblées générales et de la grève ne se perd pas.

S'INSPIRER DU SYNDICALISME ÉTUDIANT POUR RENOUVELER NOS PRATIQUES MILITANTES

Les pratiques démocratiques jouent un double rôle dans le mouvement étudiant. D'une part, les structures ouvertes favorisent l'implication d'une relève au sein de l'association étudiante. Un comité de mobilisation, par exemple, permet à qui le veut de participer à l'élaboration du matériel d'information, à la préparation des tournées de classe, à l'organisation d'actions et de manifestations, etc. À l'inverse de la pratique de l'expertise et de la spécialisation qui prévaut dans le mouvement syndical, les associations étudiantes tendent plutôt à répartir les responsabilités. Malgré des résultats inégaux, un tel partage des responsabilités permet de former un nombre toujours plus grand de militant·e·s. En mettant la main à la pâte, on apprend l'art du graphisme, de la communication, de la mobilisation, de l'organisation d'actions, des procédures d'assemblées, etc. Ainsi, les associations étudiantes, surtout en période de mobilisation, forment très rapidement un grand nombre de militantes et militants compétents et polyvalents.

D'autre part, les pratiques démocratiques des associations étudiantes permettent d'accroître la légitimité des moyens d'action et des revendications. L'assemblée générale a beaucoup plus de pouvoir que dans la plupart des autres mouvements: elle est souveraine, elle peut infirmer les décisions du

conseil exécutif, elle peut donner des mandats obligatoires à l'exécutif. De plus, lors de ces assemblées, le conseil exécutif de l'association n'a aucun privilège: il n'a pas de tour de parole privilégié et il s'assoit dans la salle comme tous les autres membres. Cela contribue à réduire la distance qui peut exister entre l'association étudiante et les membres, car au lieu d'utiliser l'assemblée générale comme lieu où les membres ne font qu'approuver ou rejeter un plan préétabli par l'exécutif, les assemblées étudiantes sont des lieux de réels débats, où les membres ont un contrôle important sur le processus.

Les revendications et les moyens d'action ne sont donc pas les actes «du syndicat» ou de «l'association», mais bien «nos revendications» et «nos moyens d'action». La force de la démocratie directe, c'est que les participant·e·s s'identifient *directement* aux décisions qui sont prises – ce sont les leurs. Ainsi, même si la grève n'est pas un moyen d'action légal pour les étudiant·e·s, il devient difficile pour les administrations et le gouvernement de la réprimer par les tribunaux, car elle est considérée comme hautement légitime par les étudiantes et étudiants eux-mêmes.

Finalement, le syndicalisme de combat étudiant repose sur une conception de la lutte qui privilégie la grève et la mobilisation de masse plutôt que le lobbyisme et la concertation. Ainsi, dans les formations internes aux associations étudiantes les plus mobilisées et dans les camps de formation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), on transmet une vision du politique qui reconnaît le rapport de force inégal entre la population, le gouvernement et les grandes corporations. Au lieu d'espérer convaincre le gouvernement à coup d'arguments «raisonnables» derrière des portes closes, il est convenu que la meilleure façon d'obtenir gain de cause est de forcer le gouvernement à les écouter grâce à leur principale force: le nombre. Contrairement aux associations étudiantes qui existent aux États-Unis et au Canada, et à bon nombre de syndicats au Québec, la plupart des énergies des associations étudiantes québécoises sont dédiées à la mobilisation de masse et à l'éducation des membres, plutôt qu'à des rencontres avec le gouvernement et le patronat et à des campagnes de publicité.

Ces pratiques démocratiques et combatives ne sont pas tombées du ciel. Des militant·e·s les ont soutenues, les ont définies, les ont appliquées de génération en génération. En ce sens, il est tout aussi possible de s'en inspirer pour transformer d'autres mouvements. **ab**

LA DÉMOCRATIE, RADICALEMENT

PHILIPPE CREVIER, HUBERT FORCIER ET SAMUEL TRÉPANIÉRIER¹

Quel rôle devrait jouer le mouvement syndical québécois s'il doit contribuer de nouveau à changer le monde ou, plus modestement, à replacer le Québec sur le chemin du progrès social ?

Qu'est-ce qui lui permettrait de cesser de faire du surplace pour enfin sortir de la logique de préservation d'acquis dans lequel il se cantonne depuis maintenant plus de 30 ans ? Surtout, comment pourrait-il contribuer à la construction d'un projet commun et que devrait-il proposer comme socle sur lequel construire ce projet ?

Certains suggèrent qu'il faut aller au-delà d'un simple réinvestissement étatique et proposent donc de penser un projet qui se développerait en marge de l'État. Ainsi libéré, en quelque sorte, de celui-ci, il y aurait espoir de briser les rapports qui permettent et soutiennent le démantèlement néolibéral. À notre avis, il s'agit plutôt de réinvestir l'État social pour accentuer sa forme démocratique.

UNE ATTAQUE NÉOLIBÉRALE

Le modèle social québécois, misant sur un État social fort, s'est constitué à partir de la Révolution tranquille et a permis de développer une société qui a mieux réussi à résister au saccage néolibéral que plusieurs autres. C'est la force des mouvements sociaux, notamment des syndicats, qui a permis de développer un modèle où les programmes sociaux viennent en aide à de larges pans de la population et où la participation citoyenne s'est inscrite comme un élément central de plusieurs institutions, que l'on pense par exemple aux centres locaux de services communautaires (CLSC).

Si les syndicats et l'ensemble des mouvements sociaux sont parvenus à mettre des freins dans le projet de marchandisation du secteur public, notamment en forçant l'élite capitaliste à plusieurs replis, ils n'ont toutefois pas su résister à un fondement politique majeur du projet néolibéral, à savoir l'affaiblissement de la démocratie et l'élimination progressive de toute forme de participation citoyenne.

Tout concourt pourtant à lutter radicalement contre cette attaque en règle contre la démocratie, laquelle rend plus manifeste que jamais les lacunes de notre démocratie politique. Cette reconfiguration néolibérale décidée dans les arcanes du pouvoir, transformant fondamentalement le visage de notre société, n'a en aucun moment obtenu l'aval



Pour un réinvestissement massif © Coalition main rouge

démocratiquement exprimé de la majorité des Québécoises et Québécois.

La dernière vague de mesures austéritaires et antidémocratiques a permis de lever tout doute possible, alors que l'actuel gouvernement, s'étant fait élire en promettant exactement le contraire de ce qu'il accomplit maintenant, a tôt fait d'éliminer les processus de participation citoyenne et contre-pouvoirs dans tous les secteurs, de la santé à l'éducation en passant par le développement régional et autres. À notre avis, plus que les

compressions budgétaires et les ouvertures à la marchandisation, c'est cette attaque à la démocratie participative et le mépris de nos institutions démocratiques actuelles, déjà déficientes, qui représentent la plus grande menace au modèle québécois.

UN PROJET D'ÉTAT SOCIAL

Pour retrouver la voie du progrès social, nous croyons que le mouvement syndical se doit de répliquer à ce projet concerté d'atteintes aux contours démocratiques de notre État social. La lutte pour une meilleure justice sociale passe nécessairement par la prise en compte de l'aspect antidémocratique du projet néolibéral, détruisant méthodiquement tous les contre-pouvoirs d'un côté et s'appuyant de l'autre sur un mode de scrutin dysfonctionnel pour maintenir ses promoteurs au pouvoir. Loin d'être le moment d'abandonner l'appareil d'État aux mains de technocrates et d'une poignée de politicien-ne-s dénué-e-s de légitimité, c'est plus que jamais pour nous le moment de réinvestir cet État social pour le rendre véritablement démocratique.

L'intérêt pour le développement de nouvelles alternatives politiques ne doit donc pas nous amener à tourner le dos complètement au sort de l'État, sans quoi l'élite néolibérale pourra continuer de l'utiliser à ses fins. Réinvestir l'État social, c'est donc travailler à un État qui misera sur la participation citoyenne et favorisera l'élaboration d'initiatives citoyennes de toutes sortes. Pour les mouvements sociaux, consolider des lieux d'expression démocratiques au cœur des mécanismes de l'État est le meilleur moyen pour faire perdurer des gains sociaux.

Ce projet de démocratisation radicale ne doit cependant pas se cantonner à la question de l'État comme prestataire de services, mais aussi en tant que législateur. La lutte aux inégalités sociales par une fiscalité progressiste, la revendication d'un salaire minimum à 15\$ de l'heure et la démocratisation des milieux de travail sont autant d'aspects et d'exemples de la nécessaire démocratisation du cadre des relations de travail que permettrait une refonte de certaines législations.

UNE LUTTE SYNDICALE ET POLITIQUE

C'est pourquoi nous appelons le mouvement syndical et l'ensemble des mouvements sociaux québécois à mener une lutte

radicale contre toutes formes de reculs démocratiques et en faveur du renforcement de notre démocratie.


Cette lutte doit d'abord prendre forme au sein même du mouvement syndical, alors qu'une profonde révision des processus délibératifs et décisionnels doit être menée à l'intérieur des organisations syndicales, favorisant ainsi le développement d'une forte culture démocratique parmi les travailleurs-euses syndiqués. La formation, le dialogue et l'éducation politique entre les membres des organisations syndicales deviennent primordiaux pour atteindre ces objectifs, mais aussi pour les partager largement.

Collectivement, il nous faut par ailleurs régler rapidement la question du mode de scrutin, en exigeant par la construc-

tion d'un réel rapport de force face à des élites politiques réticentes la mise en place d'un système proportionnel mixte, qui rapprocherait de manière importante le pouvoir de la population et des groupes qu'elle forme. Ce gain représenterait un tournant vers l'émergence d'une culture démocratique forte et étendue. Pour parvenir à ce gain social majeur, les organisations syndicales doivent envisager d'avoir recours à l'ensemble des moyens d'action permettant d'établir un réel rapport de force. Cette lutte devrait ainsi être priorisée et placée au cœur d'une convergence des actions syndicales.

Il nous faut aussi exiger avec force l'instauration d'une gestion publique démocratique de tous les services publics, dans tous les secteurs. C'est de cette façon que nous pourrions collectivement mettre un terme à la marchan-

disation des services publics. Puisque le projet que portent le mouvement syndical et les autres forces de changement social va réellement dans l'intérêt général du peuple québécois, nous ne devons pas hésiter à œuvrer pour rapprocher ce pouvoir du peuple.

À défaut de répondre vigoureusement à l'élimination des contre-pouvoirs et processus de participation citoyenne, les organisations syndicales pourraient bien être les prochaines visées par les attaques néolibérales. 



(1) codirecteurs de *Renouveler le syndicalisme : pour changer le Québec* (Écosociété, 2015)



LA COOPÉRATIVE INTÉGRALE CATALANE UNE NOUVELLE PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE

GUILLAUME G. POIRIER, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN PHILOSOPHIE

Regroupant quelque 2 500 personnes, ce réseau espagnol en marge de l'État se veut une alternative au capitalisme et à ses crises récurrentes. C'est tout un arsenal d'outils qui permet à la Coopérative intégrale catalane (CIC) de développer et d'étendre la vision qu'elle a de l'économie.



© ecotopiabiketour.net

Fondée en mai 2010, la CIC représente un réseau d'économie alternative voué à lutter contre le capitalisme, l'autoritarisme et le patriarcat. À peine vieille de six années, elle offre des services touchant à des secteurs aussi variés que la santé mentale, la mécanique automobile et la comptabilité. Elle possède et occupe plusieurs immeubles, notamment un bâtiment industriel dont le terrain s'étend sur près de trois hectares et transformé en laboratoire de technologies informatiques, une coopérative d'habitations, un entrepôt d'approvisionnement, un centre social en plein

cœur de Barcelone de même qu'une petite école primaire. Mais surtout, elle réunit autour d'un objectif communément révolutionnaire la vie économique et politique d'environ 2500 personnes.

Ses objectifs sont clairs : s'organiser dans toutes les sphères de la vie au travers d'une appropriation par chacune de l'économie. Longue est la liste des principes par lesquels elle veut structurer ses différents rouages, allant de la confiance réciproque à la non-dominance, en passant par la solidarité, l'écologie, l'autogestion et, évidemment, la démocratie directe.

DE NOMBREUX OUTILS POUR UN OBJECTIF : L'AUTONOMISATION

Concrètement, comment y arrive-t-elle ? D'abord, la coopérative tente de supplanter l'euro par sa propre monnaie, l'eco, dont l'usage se veut en dehors de la spéculation et de la variation du change. Il est en effet impossible de l'acheter ou de l'échanger contre une autre monnaie, l'eco n'étant rien d'autre que la valeur conventionnelle employée par un logiciel où les membres du réseau inscrivent leurs transactions.

Pas de format papier, donc, mais seulement un *software* en ligne où tout un chacun peut *faire économie*. L'euro n'y est pourtant pas banni complètement, il s'agit simplement d'un moyen de paiement comme un autre. Par exemple, on peut acheter un pain avec les deux monnaies en proportion variable, tout comme on peut l'échanger directement pour un bien ou un service ou encore le payer en utilisant les heures de travail accumulées lors d'une tâche connexe. Comble du comble, on peut aussi acheter ce pain à crédit. Si l'usage de l'eco reste timide, il progresse néanmoins à l'intérieur de la CIC. Par exemple, Maria, une des responsables du comité d'approvisionnement, affirme qu'au sein du groupe d'achats alimentaires reliant environ 200 membres de la coopérative

et quelque 70 producteurs-trices agricoles, les achats se font en moyenne 30% en eco et 70% en euro.

L'économie n'y prend plus la figure d'une pression regrettable mais nécessaire sur l'individu, elle implique plutôt une compréhension et un usage par et pour une collectivité.

Mais la Coopérative intégrale catalane a aussi d'autres cartes à son jeu. Elle compte par exemple une coopérative de crédit sans intérêt, la CASX, et elle encourage certaines infractions au système bancaire. Pensons ici à Enric Duran, cofondateur de la CIC, qui après avoir contracté des prêts dans différentes institutions bancaires frôlant les 500 000 €, déclare publiquement qu'il n'effectuera aucun remboursement. C'est que la CIC promeut l'insoumission fiscale, critiquant par là l'endettement chronique en tant que mode de gouvernement. Elle conseille ainsi ses membres sur diverses formes de désobéissance économique dans le but explicite de dépasser la propriété privée, la spéculation et le profit.

De même, la coopérative offre un service de comptabilité aux petites entreprises qu'elle regroupe. L'expertise du comité fiscal arrive ainsi à faire gagner du temps aux autres membres, la masse bureaucratique s'allégeant du fait de l'unification des entreprises sous un même visage légal; mais la CIC économise surtout beaucoup d'argent en réduisant les frais de création d'entreprise ou de coopérative de même qu'en orchestrant une évasion fiscale

de grande envergure. En effet, le montage combine savamment différentes astuces: camoufler l'activité à revenus sous le masque du bénévolat; travestir les factures personnelles des membres en dépenses professionnelles; surveiller le seuil limite d'évasion qui attire l'attention du fisc, auquel cas, la valeur atteinte, on crée une nouvelle entité factice.


Outils ingénieux d'un réseau souhaitant rivaliser autant en légitimité qu'en force avec l'État. Car sa structure anarcho-syndicaliste n'est pas sans rappeler le foisonnement de comités, allant de l'approvisionnement à la défense, qui s'organisaient avant la révolution de 1936. En Catalogne, on connaît le rôle crucial qu'ont eu ces comités dans le contre-coup d'État. Ce potentiel révolutionnaire de la CIC transparait d'ailleurs dans le pragmatisme de Carlos qui, au comité d'accueil, affiche ses couleurs: «*En 1936, nous avons une quantité impressionnante de ressources et d'infrastructures, et il nous faut aujourd'hui récupérer certaines choses.*»

DÉTOURNER L'ÉVASION FISCALE

Et pourtant, il ne faut pas voir dans la CIC une organisation à ce point révo-

lutionnaire qu'elle invente chacune de ses armes. Alors que sa monnaie est le fruit d'un prototype conceptualisé bien avant par le militant sud-africain Tim Jenkin, ses montages d'évasion fiscale sont depuis longtemps monnaie courante chez les criminels de la finance.

La nouveauté se trouve plutôt ailleurs, dans cette philosophie tout autre justifiant l'emploi de ces méthodes. L'économie n'y prend plus la figure d'une pression regrettable mais nécessaire sur l'individu, elle implique plutôt une compréhension et un usage par et pour une collectivité: elle devient *appropriation*.

Car la CIC ne se contente pas d'administrer l'abondance commune et d'y fractionner la part de chacun, elle déploie une manière de vivre, une manière de déterminer sa propre vie qui soit en elle-même *richesse*. Et c'est cette philosophie pratique qui a su s'offrir les moyens de ses ambitions, dans l'immédiateté d'une tentative répondant à l'urgence des violences économiques. Car après tout, qu'y a-t-il de plus pratique qu'une philosophie? Peut-on trouver meilleure arme qu'une idée dans un monde où trône la spéculation, reine de l'abstraction? 



© salvemcanricart.blogspot.fr

MARINALEDA : UNE UTOPIE ANDALOUSE

MYRIAM COMTOIS-BOIVIN

Dans les pays touchés par la crise et les politiques d'austérité, de plus en plus d'individus dénoncent les irrationalités des modèles économiques et politiques contemporains.

Certains décident de s'unir pour mettre en place un autre type de vivre ensemble. Quelles sont les portées et les limites des créativité communautaires? Afin de se pencher sur cette question, nous nous dirigerons du côté de l'Espagne, dans une de ces utopies concrètes en marge du système, soit la municipalité de Marinaleda, où les habitant·e·s tentent d'instaurer une véritable démocratie participative.

Marinaleda est une bourgade au cœur de l'Andalousie de 25 kilomètres carrés et compte près de 3000 habitants. Le projet de Marinaleda est né dans les années 1970, mais fait l'objet d'une médiatisation croissante, notamment à cause des derniers coups d'éclat de son maire, l'activiste Juan Manuel Sánchez Gordillo ⁽¹⁾. Réélu consécutivement depuis plus de 35 ans, le magistrat de Marinaleda a tenté de mettre en place, à échelle réduite, une société fondée sur les principes anarcho-socialistes.

LA TERRE APPARTIENT À CELUI QUI LA TRAVAILLE

Dans les années 1970, les rues de Marinaleda sont faites de terre battue, les lotissements sont misérables et les soins de santé sont pratiquement inexistantes. En 1977, les villageois·es se réunissent, débattent de leurs conditions de vie précaires et forment le Syndicat des ouvriers de la terre (SOC). Par la suite, les surnu-

méraires élisent le plus jeune maire de toute l'Espagne, Juan Manuel Sánchez Gordillo. Les habitant·e·s revendiquent l'accès à la terre et décident alors de confisquer à un aristocrate, le duc de l'Infantado, 1 200 hectares de terres en jachère. Leur croisade est parsemée de grèves de la faim, d'occupations, d'expulsions par la Guardia Civil et de batailles judiciaires. En 1991, après plusieurs années de lutte, le duc fléchit et ils deviennent finalement propriétaires de l'exploitation agricole. Les terres sont utilisées pour construire, en 1999, un collectif de travail produisant des conserves de légumes. La majorité des villageois·es sont engagés par la coopérative. Les habitant·e·s cultivent des olives, des poivrons, des artichauts et des fèves. Le chômage de masse se réduit considérablement et les citoyen·ne·s cessent de s'exiler.

LES AVANCÉES RÉVOLUTIONNAIRES DE MARINALEDA

Déçus par la démocratie représentative, les habitant·e·s de Marinaleda ont revu l'ensemble de l'organisation politique sur leur territoire. Sánchez Gordillo est le chef depuis plus de trois décennies, mais ne ferait que refléter les décisions collectives. L'ensemble des habitant·e·s, y compris les enfants, se réunissent plusieurs fois par année afin de délibérer à propos des différents aspects

de la vie sociale de la commune. Les décisions politiques sont, la plupart du temps, votées à main levée. Aussi, la gestion locale quotidienne de la communauté est assurée par un groupe de citoyen·ne·s. Par ailleurs, on ne retrouve aucun policier; personne ne détient le monopole de la violence légitime.

En faveur du bien commun, les travailleurs et travailleuses réinjectent les bénéfices dans la coopérative. Les phases de la production sont assurées par les travailleurs eux-mêmes et les postes sont occupés de manière rotative. La plupart des habitant·e·s de la commune reçoivent le même salaire, peu importe leurs responsabilités. L'objectif est de répartir et de réduire le travail marchand afin de maximiser le plein emploi. Grâce à l'appropriation collective des moyens de production, Marinaleda peut se dégager, en partie, des conjonctures économiques environnantes. En effet, le choc de la crise de 2007-2008 aurait été bien moindre que dans le reste du pays. En 2013, le taux de chômage de Marinaleda se serait situé seulement à 13%, contre 35% pour le reste de la province.

Par ailleurs, les habitant·e·s de Marinaleda ont très peu de dépenses, car ils disposent de différents services sociaux. Ils ont notamment mis en place un programme de logements publics : il est possible de louer une maison pour la somme de 15 euros par mois sur les

terrains de la municipalité. Sánchez Gordillo croit que le logement ne devrait pas être une marchandise, mais plutôt un droit. Les personnes désirant obtenir une demeure doivent s'engager à construire leur propre chaumière, sous la supervision d'un architecte et d'un chef de chantier, employés par la municipalité. Les matériaux sont fournis par le gouvernement régional de l'Andalousie. La commune de Marinaleda dispose également de centres pour personnes âgées, d'une garderie, d'une maison de la culture, d'un collège, d'une piscine, et propose des ateliers sur l'emploi.

Afin de financer ses infrastructures et ses différents programmes sociaux, la municipalité perçoit des impôts locaux et n'hésite pas à s'endetter. Aussi, elle reçoit des subventions de l'État et de la communauté autonome. Même si le projet communautaire se voulait au départ complètement autarcique, il serait difficilement viable sans l'apport de capital extérieur. C'est pourquoi il pourrait être possible de l'accuser de s'affranchir des lois du marché à même les fruits du système capitaliste.

UNE EXPÉRIENCE ÉGALITAIRE ?

Malgré ses forts aspects positifs, l'utopie de Sánchez Gordillo ne fait pas l'unanimité. Aux yeux de certaines personnes, son projet apparaît incapable de produire une société exempte d'inégalités sociales. Ses détracteurs lui reprochent d'agir en autocrate. Aux dires de certains, en réalité, Sánchez Gordillo contrôlerait les moindres détails de la mairie et de la coopérative. De plus, des habitant·e·s l'accusent de pratiquer le clientélisme et d'user de ses pouvoirs pour apeurer les voix discordantes. Aussi, l'édile aurait mis en place un parc d'animation à saveur de propagande communiste.

Marinaleda se présente comme étant une organisation horizontale. En



© AMA ETSAS

revanche, si les allégations sont fondées, l'égalité de tous et toutes y semble compromise par la présence d'un chef très fort, porteur des « aspirations du peuple ». Il n'apparaît pas tolérer les oppositions. Aussi, il semble s'arroger le droit d'énoncer le réel comme tel. Comme le souligne le politologue Claude Lefort, dans une véritable démocratie, le pouvoir procède du peuple et n'appartient à personne. Il est un lieu vide. Les sphères du savoir, de la loi et du politique doivent être séparées. La démocratie, en théorie, tolère et assume les conflits et les antagonismes dont elle se sert afin de progresser dans une relative unité au lieu de chercher à les faire infructueusement disparaître.

Cela dit, bien qu'imparfaites, ces réponses locales (qui se multiplient de plus en plus) à des enjeux globaux, comme celles proposées par Marinaleda, cherchent à créer de nouvelles formes de partage, de nouvelles formes de coexistence qui pourraient, éventuellement, polliniser les imaginaires globaux et fissurer les idéologies dominantes afin de faire émerger de nouveaux paradigmes sociaux.

(1) Dans les dernières années, le maire de la localité de Marinaleda, aux côtés de ses camarades du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), a opéré une série de raids dans des supermarchés afin de redistribuer des produits alimentaires à des personnes défavorisées.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les articles suivants, disponibles en ligne, ont servi à la rédaction de cet article et vous permettront d'en apprendre davantage :

François Musseau, « À Marinaleda, l'utopie s'accroche au pouvoir », *Libération*, juillet 2003.

Silvia Grijalba, « Le marxisme pratique », *Courrier international*, août 2009.

Stefano Vergine, « Espagne. Marinaleda, son maire communiste et son taux de chômage à 0% », *Courrier international*, janvier 2011.

Luis Giménez San Miguel, « Espagne. Une utopie anti-crise en Andalousie », *Courrier international*, février 2012.

Gilbert Haffner, « Marinaleda, phalanstère andalou dans une Espagne en crise », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

François Musseau, « Marinaleda, le Cuba Andalou », *Libération*, février 2014.

JULIENNE LUSENGE, POUR LA DIGNITÉ DES CONGOLAISES

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRALD MCKENZIE

Julienne Lusenge est originaire du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Elle est présidente de Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI), une organisation congolaise offrant des services holistiques aux femmes victimes de violences sexuelles. Elle est aussi cofondatrice du Fonds pour les femmes congolaises qui soutient les petites organisations travaillant dans les communautés pour changer la situation des femmes, changer les mentalités et travailler pour le retour de la paix. Entretien avec une femme « née activiste ».

À bâbord! : On vous connaît comme militante des droits des femmes au Nord-Kivu, en RDC. Vous avez reçu de prestigieuses reconnaissances internationales ainsi que des mentions émérites nationales pour votre engagement et votre action en faveur des femmes. La radio communautaire a été le point de départ de votre long parcours de militante. Pouvez-vous nous raconter ?

Julienne Lusenge : Je m'occupais des émissions sur les femmes et la famille dans lesquelles nous diffusions des informations sur tout ce qui concerne le développement : la santé, l'hygiène, l'éducation, les droits et la justice, le planning familial, le partage des responsabilités quant à l'éducation des enfants entre l'homme et la femme, l'alphabetisation, la nutrition...

Cela nous a mis, mes collègues et moi, en contact direct avec la population. Nos reportages permettaient de diffuser les connaissances et les techniques apprises dans un village, pour la construction d'une source d'eau potable par exemple, à tous les autres villages. Nous faisons aussi le relais, dans les deux sens, entre les villages et les autorités (médecins, juges, magistrats), apportant des informations aux uns et aux



Julienne Lusenge, au centre © Jonathan Torgovnik/AJWS

autres. C'est un travail qui m'a ouverte au monde.

ÀB! : Votre travail de journaliste, pendant vingt-cinq ans, vous a conduit à élargir le spectre de votre engagement dans un contexte de crise au Congo à la suite de la formation de plusieurs groupes rebelles dans votre région.

J.L. : Plusieurs compagnies étrangères sont impliquées dans l'exploitation des

ressources naturelles et profitent de la situation en zone de guerre. Nous croyons qu'en dessous de la table, il y a collusion entre les milices, les puissances régionales et les grands intérêts financiers.

Pourquoi l'ONU et l'Union africaine, avec leurs 20 000 Casques bleus, sont-elles incapables de maîtriser les groupes armés ? Un Casque bleu nous disait : « No Nkunda, no job ! » Comme

ça! S'il n'y a pas de rebelles, il n'y a pas de travail! Pour les Casques bleus, *no Nkunda, no job* (Laurent Nkunda est un chef rebelle qui a fondé le Congrès national pour la défense du peuple [CNDP]).

La guerre dans notre pays a commencé en 1996 et nous avons créé SOFEPADI en 2000 pour mieux structurer notre lutte et le Fonds pour les femmes congolaises en 2007.

ÀB! : Quel est le rôle des militantes dans ce contexte de guerre et de pillage des ressources minières du Nord-Kivu, entre autres ?

J.L. : Les femmes dans les communautés prennent des risques, vraiment. Nous sommes toujours debout. Malgré notre santé ou notre situation, nous nous battons et nous répondons aux invitations qui nous sont lancées pour prendre la parole dans les conférences internationales. On y va et on parle. S'il faut mener des actions concrètes, les femmes vont rencontrer les groupes armés pour leur dire : « *Nous sommes fatiguées, est-ce que vous pouvez arrêter ces comportements?* »

Nous voulons participer au processus de paix. Malheureusement, les femmes sont toujours mises de côté. Dans ces réunions, les gens parlent de « coopération », « politiques », « politiquement », gnan gnan gnan ; mais nous, on nomme les choses par leur nom ! Les femmes sont directes et on ne les écoute pas parfois. Nous ne cherchons pas le pouvoir, nous cherchons plutôt à être dans le pouvoir pour agir pour le bien-être de tout le monde. Entant que femmes, en tant que mères, nous souhaitons être impliquées dans les prises de décisions pour traiter de questions qui concernent la communauté.

ÀB! : Les femmes sont particulièrement visées dans ces conflits. Pouvez-vous nous dire en quoi le viol des femmes est une arme de guerre ?

J.L. : Pour détruire la communauté, il faut détruire la femme et pour attaquer la femme, le plus fort c'est la violer. Parce que chez nous, dans notre culture, quand ce corps-là est touché publiquement, au vu et au su de tout le monde, même de ses enfants, même de son mari, même de ses beaux-parents, c'est toute

Pourquoi l'ONU et l'Union africaine, avec leurs 20 000 Casques bleus, sont-elles incapables de maîtriser les groupes armés ?

la communauté qui est malade. Tout le monde est traumatisé et quand les gens sont traumatisés, ils font quoi? Soit ils se soumettent au pouvoir qui arrive, soit ils fuient. C'est comme ça qu'on a utilisé le viol comme stratégie de guerre: pour anéantir, pour humilier nos communautés. Le viol est bien une arme de guerre. Le statut de Rome [régissant la Cour pénale internationale, ndlr] reconnaît le viol comme un crime contre l'humanité, comme crime de guerre.

ÀB! : Concrètement, dans ces cas de détresse individuelle et collective, quelles actions mettez-vous en œuvre au niveau local ?

J.L. : Nous accompagnons les femmes qui ont été violées et nous les infor- ▶

QUELQUES JALONS HISTORIQUES

▶ Sous le règne d'Alfonso 1^{er} au 16^e siècle, le royaume du Kongo atteint son apogée. Des relations diplomatiques et économiques existent avec le Portugal et le Vatican.

▶ En 1960, Joseph Kasavubu et Patrice Lumumba dirigent le Congo indépendant. Lumumba sera assassiné en 1961. Mobutu prend le pouvoir par un coup d'État.

▶ Le génocide au Rwanda en 1994 aura des conséquences dans toute la région et en particulier dans l'est du Congo, riche en métaux. L'état de guerre au Nord-Kivu (viols et massacres des populations locales) profite aux grandes corporations extractivistes.

▶ La conférence de Berlin en 1884-1885 reconnaît le règne de Léopold II de Belgique sur l'État libre du Congo, un des plus impitoyables en Afrique.

▶ Depuis 1977, des rebelles anti-Mobutu font la guerre à partir des États avoisinants.

▶ À la mort de Mobutu, en 1997, Laurent-Désiré Kabila prend le pouvoir. Assassiné, il sera remplacé par son fils, Joseph Kabila, toujours au pouvoir.

mons sur leurs droits, sur les lois. Au cours de cet accompagnement, elles changent et deviennent souvent elles-mêmes des activistes. Après la prise en charge médicale et psychologique et l'accompagnement judiciaire, elles sont impliquées dans le processus et peuvent ainsi aider les autres survivantes et lutter pour le changement.

Nous avons décidé de participer aux tentatives de changements structurels qui pourraient conduire à la sécurité et au développement dans toute la RDC avec les prochaines élections provinciales. Mais que d'embûches! La constitution sera-t-elle respectée? Par le passé, nous avons formé au moins 180 candidates dans 11 provinces, et nous en formerons encore le même nombre cette année. La formation est donnée peu importe le parti qu'elles représentent. Ainsi des femmes de différents partis politiques se rapprochent, communiquent. La formation aborde plusieurs aspects: comment elles doivent préparer leur plan de campagne et leur message, comment faire pour connaître les problèmes de leur circonscription, pour ainsi être bien outillées lorsqu'elles prennent la parole devant le public ou des journalistes, etc.

À B ! : En Occident, l'action humanitaire est une des voix privilégiées d'action en Afrique. Vous y avez réfléchi. Dans quelles conditions devrait-elle se faire, selon vous?

J.L. : L'action humanitaire, parlons-en. Nous voulons bien l'action humanitaire pour les personnes en danger. Mais il faut que ça s'arrête à un moment. Cela ne doit pas devenir pour certains un job permanent avec un gros salaire, vacances payées, une maison, des domestiques et de grosses voitures.

Qu'on nous aide en mettant fin à la guerre, par exemple. Nous sommes capables d'aller au champ, de travailler

LE COLTAN DU SANG

Les conflits armés au Rwanda, en Ouganda, au Burundi et en Angola ont débordé au Congo. Cette première « guerre mondiale africaine » est en fait une guerre d'usure, qui est soutenue par les corporations occidentales et infligées au peuple du Congo par des armées étrangères envahissantes et des milices locales.

La course pour le colombite-tantalite (ou coltan), métal rare essentiel aux technologies des communications, est un des facteurs majeurs des luttes armées. Les dépôts de coltan en RDC sont parmi les plus riches du monde et le pays est un exportateur important de ce minéral.



et de produire! Dans ma région, en deux ou trois mois, tu as les petits pois frais, tu as les carottes, tu as les tomates, tu as les haricots. Tu auras tout ce qu'il te faut pour te nourrir. Nous n'avons pas besoin de rester éternellement en dépendance. Dans le Nord-Kivu, à Kanya Bayonga, la population avait refusé de venir prendre l'aide humanitaire et a plutôt exigé le retour de la paix et une protection pour qu'elle puisse retourner dans les champs pour y récolter les pommes de terre et les haricots qui pourrissaient.

Au cours de cet accompagnement, les femmes changent et deviennent elles-mêmes des activistes.

Les pays donateurs doivent suivre l'argent qu'ils donnent, vérifier à quoi il sert! Tout l'argent qu'on a versé pour la RDC a-t-il changé la vie des Congolais?

A-t-il créé un espace où les gens peuvent vivre et continuer à se prendre en charge? Les gouvernements des pays occidentaux ont la responsabilité d'assurer un contrôle de l'utilisation des sommes versés pour vérifier que les gens qui en ont besoin reçoivent bien l'aide.

Mais au fond, la plus importante action humanitaire serait l'instauration d'une vraie paix dans la région. Et avec toutes ces années de guerre qui ont désarticulé notre société, la tâche est immense et les responsabilités sont nationales et internationales.

Par ailleurs, sur le terrain, au jour le jour, par l'éducation et l'information, nous construisons sur le long terme et nous avons confiance que nous y arriverons. Parce que nous savons aussi que dans d'autres pays, cela a pris du temps pour que les femmes, qu'elles soient Canadiennes ou Européennes, puissent aujourd'hui jouir de leurs pleins droits. Nous savons que si nous continuons avec le même élan, nous y arriverons. **ab**

DEMAIN

ÇA COMMENCE AUJOURD'HUI

Cyril Dion et Mélanie Laurent, *Demain*, France, 2015, 118 minutes.




Au sein de la gauche, il est courant d'entendre que si la révolution ne survient pas, c'est d'abord parce que trop de gens croient encore aux vertus du système. Gavé·e-s par les nouvelles télévisées et la publicité, la plupart de nos concitoyen·ne-s seraient persuadé·e-s que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles. Cette perception a l'avantage de placer la personne qui la communique dans une classe à part («*ah! si seulement tout le monde était aussi clairvoyant que moi!*»), mais elle a l'inconvénient d'être largement fautive. Au Québec, par exemple, que ce soit sur les politiques d'austérité, le déficit démocratique ou le réchauffement climatique, les opinions progressistes sont probablement majoritaires.

Pourquoi stagnons-nous, alors? Nous sommes conscient·e-s des problèmes, mais isolé·e-s les uns des autres. Nous manquons de moyens nous permettant de faire connaître les alternatives au système actuel et surtout de montrer qu'elles sont déjà en cours d'implantation, un peu partout. C'est probablement ce qui explique l'enthousiasme contagieux autour du documentaire français *Demain*. Financé à 25% par

le biais d'une campagne de sociofinancement, le film présente des initiatives qui cherchent à faire émerger cet autre monde possible.

Demain est séparé en cinq chapitres regroupant quelques-uns des «fondamentaux» d'une vie humaine bien vécue: alimentation, énergie, économie, démocratie et éducation. En alimentation, on retrouve des fermes *do-it-yourself* à Détroit, de l'agroécologie en Normandie et le mouvement des *Incredible Edible* (incroyables comestibles, potagers libres disséminés dans les villes) en Angleterre. L'accent est mis sur la réappropriation de la production de notre nourriture contre l'agriculture industrielle et la dépendance au pétrole. Les avancées en matière d'énergies renouvelables, de même que les innovations en matière d'urbanisme et de transports, sont présentées en détail. Le chapitre sur l'économie se concentre surtout sur le principe des monnaies complémentaires comme moyen de relocaliser les échanges. Les initiatives visant à transformer notre système politique (assemblée constituante en Islande, démocratie directe en Inde du Sud) sont au cœur du chapitre sur la démocratie, alors que le

dernier chapitre présente le système d'éducation finlandais.

Demain prend parti, presque de bout en bout, pour l'autonomie et la construction d'initiatives – tant individuelles que collectives – en rupture avec le système en place. On n'est pas loin des idées de Pierre Dardot et Christian Laval, auteurs de *Commun* (La Découverte, 2014), qui soutiennent que la question «*ne se pose plus dans les termes de la "conquête du pouvoir", mais plutôt dans ceux de la construction de nouveaux pouvoirs capables d'une coordination démocratique*»⁽¹⁾. À regarder *Demain*, cela dit, on en vient presque à penser que cette construction se fera sans conflit, sans «*affrontement avec les structures de pouvoir*», comme le rappellent justement Dardot et Laval. Les projets postcapitalistes côtoient les entrepreneurs bienveillants, branchés et verts. De même, les effets gentrificateurs potentiels de certaines propositions (agriculture urbaine et villes à échelle humaine, notamment) ne sont pas abordés. Peut-être s'agit-il d'un choix conscient, de la part de Dion et Laurent, de laisser ces questions à d'autres, étant donné leur volonté de rejoindre un vaste public par un trop rare discours optimiste? Là-dessus, le pari est gagné. Malgré tout, l'après-demain doit faire partie de la réflexion dès maintenant. 

PHILIPPE DE GROISBOIS

(1) «De l'autonomie au commun. Sur Cornelius Castoriadis», entretien avec Pierre Dardot et Christian Laval, *Vacarme*, 10 juin 2016. Disponible en ligne sur vacarme.org.

SUPERHÉROS, PROPAGANDE ET EMPIRE

DAVID SANSCHAGRIN

Dans le contexte de la montée du nazisme, deux artistes juifs américains créèrent la bande dessinée Superman en 1938. Le nombre de ces justiciers s'est dès lors multiplié et leurs ennemis ont toujours reflété les défis politiques des États-Unis, comme la guerre froide. Quel sens donner à tous ces surhumains en collants qui déferlent sur le grand écran ?

Depuis le 11 septembre 2001 particulièrement, l'industrie cinématographique exploite en effet la nouvelle frontière qui sépare la civilisation de la barbarie, carbure à la peur du terroriste étranger, mais aussi au besoin d'être rassuré de la part du public. Car, tout comme l'Amérique, les superhéros ne peuvent échouer. Ce marché de la peur est lucratif, d'où le pullulement de ces superproductions qui partagent une même trame narrative aux implications politiques insidieuses.

L'EXCEPTION ET LA JUSTICE

L'univers du superhéros est redondant : la société est terrorisée par d'obscures forces barbares et toutes puissantes que les institutions publiques, évidemment corrompues et inefficaces, ne parviennent à repousser. Face à ce péril, les lois deviennent nécessairement une entrave aux forces du bien, car les vilains ne respectent pas les règles des sociétés civilisées. La lutte pour la justice réclame donc d'aller au-delà de la loi. L'exceptionnalisme bienfaisant du justicier, ne pouvant que réussir malgré les épreuves, répond ainsi à l'extrême malfaisance du terroriste.

Ce scénario catastrophe ferait rigoler s'il n'était pas en toile de fond de la majorité de ces films fortement financé

par Hollywood. Le justicier violant la loi pour défendre la justice est un thème récurrent qui reflète et nourrit les sentiments populaires que les élites sont corrompues et inefficaces, que l'État est liberticide et qu'une menace sourde se profile à l'horizon. Les franchises *Batman*, *Avengers*, *Iron Man*, *Captain America* jouent toutes à leur façon ce même air.



© Éric Tan

LES ENNEMIS DE LA CIVILISATION

La superproduction estival de 2016, *Captain America: Civil War*, reprend cette idée de l'exceptionnalisme des

États-Unis, de son rôle de police mondiale et propose une énième et lasante lecture néoconservatrice de la civilisation contre la barbarie.

Dans ce film, le vilain, Heinrich Zemo, était membre d'une ancienne organisation terroriste nazi d'Europe de l'Est, Hydra, qui aspirait à dominer le monde. Zemo est un nihiliste cherchant à détruire la civilisation pour venger la mort de sa famille, victime de dommages collatéraux à la suite de l'intervention en Sokovie (un fictif pays de l'Europe de l'Est) du groupe de superhéros les Avengers contre Hydra. Pour réussir son plan diabolique, Zemo utilise une arme du passé : un puissant assassin modifié génétiquement par les Soviétiques, le *Winter Soldier*.

Ce type de personnage rappelle les propos d'Umberto Eco (*De Superman au Surhomme*, Grasset, 1993) à propos de la bande dessinée Superman : « Tout méchant l'est de manière radicale, sans espoir de rédemption. » Si le méchant n'a aucune possibilité de rédemption, il ne faut pas chercher à le comprendre, mais à le combattre de manière impitoyable. Dans sa lutte contre les ennemis de la civilisation, l'Amérique, tout comme ses superhéros, ne peut se permettre le luxe de douter d'elle-même et de brouiller la frontière entre le bien et le mal.

LES SUPERHÉROS ET LE DROIT

Dans *Captain America*, la force du bien est une petite armée privée de surhumains, les Avengers, qui n'a aucun compte à rendre aux autorités publiques et ne respecte pas le droit international. L'intervention de cette petite armée en Sokovie résulte en de terribles dommages collatéraux dénoncés par la communauté internationale. Les Avengers acceptent alors d'être encadrés légalement par les Accords de Sokovie adoptés à l'ONU. Or, intervenir seulement à la demande de l'ONU divise les Avengers.

Le camp mené par l'industriel milliardaire Tony Stark (*Iron Man*) accepte les Accords, jugeant que les pertes de vies humaines innocentes, résultantes de leurs interventions arbitraires, sont inacceptables.

Dans sa lutte
contre les ennemis
de la civilisation,
l'Amérique, tout
comme ses
superhéros, ne
peut se permettre
le luxe de douter
d'elle-même.

Le groupe dirigé par le parfait *boy scout* et patriote Steve Rogers (*Captain America*) accepte la responsabilité de ces dommages collatéraux, invoquant que le sacrifice de quelques-uns permet de sauver les autres. La signature des Accords signifierait se mettre au service de la politocrairie. Les Avengers seraient ainsi forcés d'intervenir sur des terrains où il ne semble pas nécessaire d'agir, selon eux, et paralysant leur action pour les causes justes. Comme les ennemis de la civilisation

ne suivent aucune règle, le maintien de la paix implique une force qui ne s'embarque pas dans le dédale du droit et des compromis politiques.

L'échec des Avengers onusiens à stopper le terroriste Zemo amène Stark à revoir sa stratégie pour s'allier à Rogers. Dès lors, Stark joue sur deux tableaux en même temps, la légalité et l'arbitraire, selon son avantage.

PRIVATISATION ET ILLÉGALISME

La morale du film est limpide: la division des Avengers sur le respect du droit international et leur soumission à l'ONU a paralysé leur action et fait le jeu des terroristes. L'unité et l'arbitraire des forces du bien sont donc les façons de lutter efficacement contre les forces du mal. Promouvant ainsi une sorte d'État d'urgence perpétuel, le superhéros est bien de son temps en faisant fi de la légalité et de l'imputabilité pour préserver l'ordre établi.


Le film *Captain America* est ainsi une réponse aux critiques de l'invasive politique étrangère américaine. Il est le miroir des thèses néoconservatrices voulant que les États-Unis soient les leaders du monde libre, qu'il est légitime de s'ingérer dans la politique d'autres États et d'agir indépendamment de l'ONU, au nom de la démocratie libérale et des droits humains. Il reflète aussi le virage privatisé de la guerre sous le président Barack Obama, caractérisée par une stratégie massive et croissante d'assassinats et de frappes de drones de la part des forces spéciales. Ces dernières relèvent de l'autorité du président, qui les mobilise à volonté, et ce, sans reddition de compte devant qui que ce soit, en invoquant l'impératif sécuritaire. Les exactions et les bavures des forces spéciales ont notamment été exposées par le journaliste Jeremy Scahill dans le documentaire *Dirty Wars*.



© Éric Tan

LA CULTURE DOMINANTE

On aurait tort de sous-estimer l'impact politique de ce type de films. Selon Eco, la structure narrative et la psychologie simplistes de ces histoires en font des objets de consommation culturelle facile qui s'appuient sur et confortent les préjugés du public, tout en les renforçant. Elles invitent donc, selon lui, à la passivité civique et au conformisme.

Plutôt que d'être le produit d'une stratégie consciente, ce processus propagandiste insufflé par l'industrie culturelle relève davantage d'effets de structure, comme la recherche de la rentabilité et l'influence de la culture dominante. Par exemple, le réalisateur de la trilogie *Batman*, Christopher Nolan, disait en entrevue ne voir les implications politiques de ses œuvres qu'après-coup, car son processus créatif se doit d'être instinctif pour être sincère. Il puise alors dans un fonds culturel commun où l'Autre, l'ennemi, est perçu avec horreur, justifiant son élimination et davantage de mesures sécuritaires. 



LA LITTÉRATURE ET LA VIE

L'EXPROPRIATION DE FORILLON : UN MAL POUR UN BIEN ?

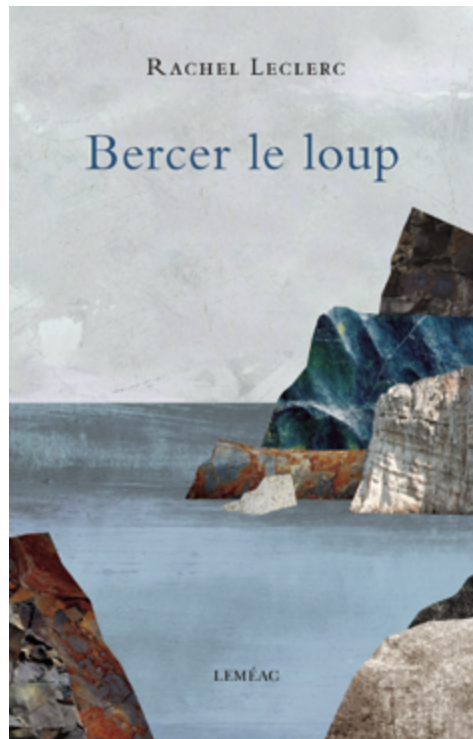
JACQUES PELLETIER

Formulée à plusieurs reprises dans le beau roman de Rachel Leclerc (Leméac, 2016), cette question sert de fil conducteur d'un bout à l'autre du récit.

La question est pertinente comme elle l'était pour l'expropriation, à la même époque, du territoire de Mirabel pour faire place à un aéroport qui se révélera assez rapidement un éléphant blanc, comme nous l'a appris la suite de l'histoire. Dans le cas de Mirabel, il est clair que le mal ne s'est pas métamorphosé en bien ; c'est toutefois moins évident pour Forillon, devenu le magnifique parc touristique que l'on sait.

UNE « TRAGÉDIE GRECQUE »

Romancière, Rachel Leclerc ne formule pas cette problématique en termes explicitement sociaux et politiques. Elle la reprend et la transpose dans le registre de la fiction en la dramatisant à partir du cas singulier d'une famille, marquée pour toujours par cette opération éprouvée comme une « tragédie grecque », construite en partie comme un roman policier. Le récit s'ouvre en effet sur une tentative de suicide au quai de Carleton-sur-Mer dont l'énigme sera résolue en cours de récit. Ce geste troublant intervient plusieurs décennies après les événements de Forillon survenus au début des années 1970 qui lui assurent sa signification en insérant cet épisode singulier dans le drame à portée historique qui bouscule alors cette région de la Gaspésie, et qui est contemporain



de la déportation des habitant-e-s de l'arrière-pays dans des villes dortoirs où, devenus des dépossédés, ils sont condamnés à végéter.

Le loup du titre du roman, c'est Louis Synnott, un travailleur de scierie et ébéniste à ses heures, qui a construit une maison de style scandinave au Cap Jalousie et qui se considère comme « gardien de cette terre » qu'il a élue et où il espère élever sa famille et terminer ses jours. Le projet de création d'un parc touristique

met fin à ses espoirs, car il implique non seulement l'expropriation mais la destruction de sa maison qui sera incendiée par un fonctionnaire, voleur et menteur comme le considère Louis, dans un épisode particulièrement dramatique et fondateur en quelque sort du roman : « *C'est toi qui flambes, c'est toi qui meurs* », comme le signale la narratrice du récit qui l'interpelle à la deuxième personne, mort morale qui coïncide par ailleurs avec l'accouchement par sa femme d'une fille, Marina, du coup vouée à une « errance perpétuelle » et qui sera désormais hantée par le fantasme de vengeance qui habite son père et qu'elle transmettra elle-même à sa propre fille. C'est en cela notamment que le roman se situe dans le registre de la tragédie.

Trois décennies plus tard, Janice, la petite-fille de Louis, désormais au centre du récit qui connaît une bifurcation importante, hantée par le désir de vengeance du grand-père qu'elle a repris à son compte, va se confronter à sa manière au descendant du fonctionnaire qui a brûlé la maison de celui-ci. Cet homme, Ulysse Le Sueur, fonctionnaire ambitieux comme son père, fera ainsi l'objet d'une tentative de séduction de la part de Janice, avec laquelle il vit une relation aussi rapide que torride dont il comprend trop tard



Avant l'expropriation © Musée de la Gaspésie. Fonds Robert Fortin



Après l'expropriation © Musée de la Gaspésie. Fonds Pierre Rastoul.

qu'elle est un piège : celle-ci le dénonce en effet à la police, transformant son opération de séduction en viol délibérément commis par Ulysse. Or ce dernier, le lecteur le comprend alors, est le désespéré qui a tenté de se suicider dans le prologue du roman qui, de tragique, bascule ainsi dans une forme de polar.

Janice, qui est toute jeune, comprend assez rapidement, et à sa grande honte, qu'elle s'est conduite avec Ulysse de manière perverse et va revenir sur sa déclaration de viol et sur son geste qu'elle tentera d'expliquer, sinon de justifier, lors d'une rencontre assez invraisemblable avec Ulysse qui finira par lui pardonner. Elle réalise aussi bientôt qu'elle est enceinte de ce dernier, lui-même un homosexuel, qui entretient une relation avec un médecin avec lequel il se propose de faire vie commune.

LA RÉCONCILIATION SYMBOLIQUE


Ce drame trouve alors une résolution inattendue : Ulysse fait don de sa maison à Janice et à sa mère, Marina, elle-même revenue d'un long séjour de plusieurs années à Vancouver où elle s'était exilée. Elle retrouve ainsi sa fille abandon-

née qui, en échange de l'héritage que lui lègue Ulysse, lui confie son enfant qu'il élèvera désormais avec Éric, dans l'une de ces familles atypiques qui caractérisent l'époque actuelle.

Guère vraisemblable sur le plan factuel, ce troc obéit à la logique symbolique de fond du récit. Il permet de mettre un terme à l'affrontement du grand-père Louis avec les agents de l'État, incarnés ici par André Le Sueur, et de provoquer une sorte de grande réconciliation générale qui met fin à la tragédie. Le nouveau père prend en effet en charge le petit Louis, descendant de l'ancêtre rendu fou par l'expropriation brutale dont il a été la victime non consentante. Janice, pour sa part, déçue au terme de l'expérience traumatisante qu'elle a vécue, choisit tout de même de réintégrer la famille en vivant désormais avec sa mère et de demeurer dans la région, car, de toute manière, elle n'a guère le choix et espère s'y tailler une place malgré tout.

L'expropriation est-elle un « mal pour un bien » alors ? Sur le plan social et économique, si elle a été une bonne affaire pour certains et si elle a conduit à l'aménagement d'un lieu magnifique ouvert à tous, elle s'avère d'une

certaine manière un « bien ». Considérée en revanche du point de vue de ses victimes, dépossédées de leurs biens, de leurs espoirs et plus profondément encore de leur mémoire, elle est pour le moins très problématique comme le sont aussi par exemple l'expropriation, contemporaine, d'une partie des Laurentides au profit de Mirabel, ou plus largement encore la déportation des Acadiens, également évoqués très explicitement dans le roman.

Dans tous ces événements, il y a une part de tragédie et de malheur qui frappe les premiers concernés dans leur vécu et qui met en question parfois leur existence même comme c'est le cas ici de Louis, le loup, « à bercer », pour lui permettre de dépasser sa folie et de trouver un nouveau sens à une vie démolie par une décision intempestive qui ne tombe pas du ciel mais qui relève des hommes et de la manière dont ils conçoivent et construisent (ou déconstruisent) le monde. Faisant bien voir cela, le roman de Rachel Leclerc comporte une dimension historique et sociale qui est peut-être sa qualité première. 

NOUS SOMMES EN GUERRE L'OFFENSIVE DES NATIONALISTES CONSERVATEURS EXPLIQUÉE

JEAN-PIERRE COUTURE, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Y a-t-il une mouvance néoconservatrice au Québec ? Porte-t-elle le chapeau de cowboy et le fusil, la Bible et Adam Smith à la main ? Dans l'ouvrage qu'ils dirigent, *La guerre culturelle des conservateurs québécois* (M Éditeur, 2016), Francis Dupuis-Déri et Marc-André Éthier décortiquent, sans fard ni caricature, les assauts du nationalisme conservateur depuis le tournant des années 2000.



© Mathieu Chartrand

Tout comme les chandelles et les calèches, le conservatisme québécois n'a pas disparu avec la Révolution tranquille. Les nationalistes progressistes des années 1960-1970 n'ont donc pas livré une guerre d'extermination. Au contraire, l'histoire montre que notre moderni-

sation a été conduite par les élites de l'Ancien Régime influencées par un mouvement international porté par « *un nouveau noyau idéologique, mixture de libéralisme et de social-démocratie, [qui] prend le haut du pavé à ce moment, mais avec une droite qui s'y mélange* ».

Où en sont les élites nationalistes aujourd'hui ? Qui tient le haut du pavé en ce moment ? Pour sûr, la montée en grade des nationalistes conservateurs a répondu à deux principaux cris de guerre : l'histoire nationale et la survie spirituelle de la nation.

NOTRE QUERELLE DES HISTORIENS

Dans un chapitre pénétrant, Martin Petitclerc relate que cette nouvelle sensibilité s'est d'abord installée dans le champ de la pratique historique. Dirigée contre l'histoire sociale qui aurait accordé un primat déshonorant à l'économie politique, la révolution conservatrice a initialement été menée par un spécialiste de la pensée de Lionel Groulx, l'historien Pierre Trépanier, qui accuse la Révolution tranquille d'avoir sapé « *la source légitime de l'autorité* », c'est-à-dire la tradition catholique de la « *déférence pour les ancêtres* ». Pour pallier le désenchantement de l'histoire sociale, il fallut notamment rehausser le rôle des idées et des grands esprits, ce qu'entreprit de faire un groupe de jeunes intellectuels rassemblés autour des revues *Mens* et *Argument*. Dans le registre grand public, les livres à succès d'Éric Bédard incarnent également ce

recours à «*la contribution des intellectuels conservateurs qui avaient su saisir le véritable sens de l'expérience collective des Canadiens français avant 1960*».

La poussée conservatrice a aussi investi le terrain de l'enseignement de l'histoire qui, suivant les multiples réformes conduites par le ministère de l'Éducation, est devenu le vecteur «*d'une insécurité liée à la question nationale*». Dans le chapitre qu'ils consacrent à cette querelle, Marc-André Éthier, Jean-François Cardin et David Lefrançois montrent à quel point la charge contre la réforme des cours d'histoire a nourri le procès que les nationalistes conservateurs font à la Révolution tranquille et aux conceptions civique et pluraliste de la nation. C'est là une autre preuve que l'intelligentsia souverainiste se voue maintenant à de nouveaux saints en fabriquant l'image «*d'un nous unifiant toutes les classes*» qui sert «*à exploiter, à opprimer, à désigner des boucs émissaires*» au nom du retour à un nationalisme traditionnel.

Cela dit, est-ce que la critique d'ensemble du «*Renouveau pédagogique*» dépasse les soucis des seuls conservateurs? Certainement. Mais est-ce que leur appel en faveur d'une histoire-mythe qui concourrait à l'édification d'une communauté morale visant à «*refouler les égoïsmes libérés par l'élan émancipateur de la modernité*» doit pour autant devenir programme d'État? Certainement pas.

RETOUR À LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE

La raison en est que cet appel à l'histoire nationale ne dit pas toujours son nom. Que recouvrent en effet ces «*égoïsmes libérés*» qui minent la communauté morale? Les décapantes critiques de Denyse Baillargeon et Dupuis-Déri insistent sur la dimension antiféministe de telles assertions. Ces hommes

déterminent en effet ce qui relève du particulier et de l'universel, et restreignent l'histoire et l'expérience des femmes au premier. Comble d'ironie, le féminisme aurait beau caractériser les excès de la modernité, il peut néanmoins être brandi par ces mêmes messieurs lorsque le «*réflexe identitaire*» les contraint d'utiliser l'égalité des hommes et des femmes «*comme une marque de distinction à revendiquer*» contre les méchants étrangers...


La principale pierre d'achoppement du nationalisme conservateur tient en somme à ce mot d'ordre: l'antimatérialisme. Classe sociale, économie, travail, exploitation, environnement, corps, santé et sexualité sont des enjeux secondaires qui éloignent le Québec de son unité spirituelle et symbolique en tant que communauté de destin. Ce que contient en germe cette formule creuse, promue à souhait par Jacques Beauchemin, c'est le retour du paradigme de la survivance culturelle qui vide l'indépendance de tout projet de transformation sociale. Quand l'aliénation d'une nation n'est plus qu'une question de morale supérieure et de Charte des valeurs, nous sommes bel et bien en présence, dit Mathieu Jean, d'une «*régression idéaliste*» qui se met à la recherche d'une transcendance symbolique qui ne s'intéresse plus aux «*pratiques sociales réelles*».

Ajoutons que la manœuvre est inquiétante et qu'elle s'expose à une dérive certaine. L'historien Zeev Sternhell a d'ailleurs vu dans cette guerre antimatérialiste le premier ingrédient *intellectuel* de la séduction fasciste: une révolution culturelle et morale qui ne touche ni les structures sociales ni celles de l'économie. On ne manquera pas de ruer contre une telle exagération. La question demeure: l'indépendance des nationalistes conservateurs laissera-t-elle intacte la structure sociale québécoise?

EMPIRES ATLANTIQUES

Aujourd'hui comme hier, les intellectuel·le·s québécois·es sont perméables aux soubresauts idéologiques de la maison occidentale. Qu'il soit républicain, catho-laïque ou anarchiste-tory, le conservatisme revendiqué par des hommes d'influence en veston de tweed plonge ses racines dans le mouvement néoconservateur étatsunien. Celui-ci considère que les politiques sociales progressistes, le féminisme et la reconnaissance des droits des minorités ont mené à des «*demandes excessives et irréfléchies [qui] provoquent donc une sorte de crise des institutions*».

Cette parenté n'est pas directe, car les intellectuels critiqués dans cet ouvrage ne promeuvent ni le marché libre ni le militarisme associés aux régimes des présidents Bush. C'est plutôt par la médiation sophistiquée de la droite intellectuelle française des «*anti-68*» (Gauchet, Finkielkraut, Michéa) que la thématique de l'excès des années 1960 s'insère dans le lexique de nos conservateurs culturels. Ce jeu d'import-import où la référence française trône souverainement (et culmine dans un pathétique pastiche chez un Mathieu Bock-Côté dont la critique prend, cela dit, beaucoup trop de place dans ce livre) laisse perplexe quant à la singularité qu'un Québec libre pourrait légitimement incarner dans l'archipel des empires atlantiques.

Prompte à dénoncer, au mépris de l'histoire, la dérive gauchiste du mouvement indépendantiste, la guerre des nationalistes conservateurs divise et vit de ce qu'elle dénonce. Cette guerre sert leur prophétie du Grand Échec. C'est leur fonds de commerce. Ils s'en accommodent fort bien. 

QUELQUES RECENSIONS



LE PIÈGE ÉNERGIE EST

**ÉRIC PINEAULT,
MONTRÉAL, ÉCOSOCIÉTÉ,
2016, 240 P.**


Le projet d'oléoduc Énergie Est, qui doit permettre de transporter le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta au Nouveau-Brunswick, est tout simplement inacceptable. Le bon sens nous dit qu'à l'ère du réchauffement climatique, on ne devrait pas

concevoir une construction aussi dangereuse pour les écosystèmes, permettant d'exporter des quantités gigantesques du pétrole le plus polluant au monde. Mais des intérêts financiers considérables sont en jeu. Et TransCanada, l'entreprise derrière cet oléoduc, nous parle de nécessités économiques: croissance, exploitation d'une ressource indispensable, création d'emplois.

Le piège Énergie Est d'Éric Pineault développe une solide argumentation afin de combattre ce projet qui trouve de forts appuis tant chez les gens d'affaires que dans la classe politique. Le grand mérite de ce livre clair et efficace est de bien situer la question dans sa globalité, avec un souci pédagogique évident. Bien sûr, le débat autour de l'oléoduc Énergie Est concerne l'environnement. Mais il faut aussi tenir compte de l'aspect scientifique, lié à la nature même du pétrole, des enjeux géopolitiques, des stratégies de communication des entreprises, et des besoins capitalistes d'un développement perpétuel et à tout prix, pour lesquels l'extractivisme demeure incontournable. L'auteur aborde chacun de ces sujets avec une grande compétence.

Éric Pineault devient particulièrement intéressant lorsqu'il montre à quel point notre système économique nous lie à cette exploitation, par les commandes dont profitent les PME, par les placements dans les compagnies extractivistes qui alimentent les REER et les fonds de pension, par les redevances perçues par l'État: «*C'est de cette façon que tous deviennent complices et auto-dépendants de l'auto-expansion du capital qui*

creuse, lave, raffine et transporte le goudron que l'on nomme pétrole lourd issu des sables bitumineux.»

Une victoire citoyenne contre le projet d'oléoduc Énergie Est aurait des répercussions majeures. Elle limiterait grandement l'accès à la troisième plus importante source de pétrole au monde, aussi la plus toxique. Elle nous permettrait ainsi d'envisager de façon plus rapide et efficace la nécessaire transition écologique qui nous attend. *Le piège Énergie Est* montre très bien que cette lutte va beaucoup plus loin que de s'opposer à la seule construction d'un pipeline. Il s'agit surtout de choisir dans quel type de société nous voulons vivre et de réfléchir à notre place dans le vaste écosystème qui est le nôtre. 

CLAUDE VAILLANCOURT



ROBERT DOISNEAU, COMME UN BARBARE

**ANDRÉ POZNER,
MONTRÉAL, LUX,
2012, 128 P.**

Mieux vaut tard que jamais et ce petit livre d'André Pozner, paru il y a quelques années déjà, mérite encore qu'on s'y arrête.

Doisneau, tout le monde le connaît: il est après tout un des plus remarquables et célèbres photographes du 20^e siècle, doté «*d'un œil absolu comme certains ont l'oreille*» et qui a pris un «*malin plaisir à mettre en lumière les laissés-pour-compte, aussi bien parmi les humains que dans le choix des décors*».

Pozner, écrivain, est moins connu, mais il a signé avec Jacques Prévert (1900-1977) un délicieux livre d'entretiens sur les médias, malicieusement intitulé *Hebdromadaires*. Prévert et lui y ont travaillé de 1968 à 1972 (c'est sa date de sortie) et durant ce temps, Pozner est devenu ami avec Doisneau, un intime de Prévert; une amitié qui a continué après la mort du poète et duré jusqu'à celle du photographe, en 1994.

Dans ce petit livre, il nous rappelle ses rencontres avec les deux complices, s'alimentant à «*quelques souvenirs, quelques griffonnages, des enregistrements sonores et des photos*». Des ►

photos de Doisneau – de Doisneau que Prévert aimait autant pour les photos qu’il prenait que pour celles que, par pudeur ou autrement, il ne prenait pas –, on en trouve plusieurs, et de remarquables, dans ce livre émouvant, sincère et juste qui nous fait déambuler dans ce Paris que ces esprits libres aimaient tant. Doisneau tenait les photographies pour «des fractions de seconde volées à l'éternité». Il y a de cela tant dans les mots que dans les images qui composent ce beau livre – et bien entendu aussi dans leurs agencements. **abf**

NORMAND BAILLARGEON



MATER LA MEUTE. LA MILITARISATION DE LA GESTION POLICIÈRE DES MANIFESTATIONS

LESLEY J. WOOD, MONTRÉAL, LUX ÉDITEUR, 2015, 320 P.

Lesley Wood, militante altermondialiste et sociologue diplômée de l'Université de Columbia, nous offre dans son plus récent ouvrage une étude détaillée

des processus qui structurent la militarisation de la police en Amérique du Nord. L'originalité de son étude tient à l'accent mis sur les interactions locales dans la diffusion de nouvelles tactiques de contrôle des foules et de nouvelles armes, qu'elle relie par ailleurs aux trames de la mondialisation et du néolibéralisme.

Il s'agit donc d'une étude microsociologique sur la façon dont s'opère cette militarisation dans le but de mieux cerner les nouveaux cadres dans lesquels se déploieront les actions militantes dans l'avenir. En effet, depuis 1995, ces changements importants dans la gestion des manifestations, notamment dans le rôle accru du contrôle préventif et dans l'utilisation de plus en plus répandue d'armes sublétales par les corps anti-émeute, transforment les possibilités de manifester.

Pour soutenir cette thèse, Wood s'intéresse particulièrement à la façon dont une innovation s'intègre dans un champ, ici celui de la police, et à la façon dont se forme l'habitus des policiers et policières, ce qui permet de mieux saisir leur vision du monde et leur perception des manifestant·e·s.

Elle se penche aussi sur le rôle des associations policières internationales et sur la place grandissante que des experts-

conseils et des lobbyistes y occupent pour expliquer cette tendance à la militarisation accrue de la police. Ces puissants commerciaux influencent ces organes internationaux, qui sont les premiers consultés lorsqu'un corps de police vit des difficultés au niveau local. C'est en ce sens que Wood parle de privatisation de la police.

Cette militarisation s'explique aussi par l'intégration de la police dans le secteur de la sécurité nationale et de la défense depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York. L'évaluation des menaces et des risques, discours typique du domaine de la sécurité, a entraîné un glissement dans la perception des actions militantes plus dérangeantes, passant d'une assimilation à la délinquance à celle de terrorisme.

Sa thèse se conclut sur l'importance de critiquer cette tendance à la militarisation dans son ensemble lorsque, au niveau local, les stratégies policières sont mises en examen. C'est la possibilité même de dissidence sociale qui est en jeu. **abf**

VALÉRIE BEAUCHAMP



PROPRIÉTÉ ET EXPROPRIATIONS DES COOPÉRATIVES À L'AUTOGESTION GÉNÉRALISÉE


KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS, MONT-ROYAL, M ÉDITEUR, 2013, 183 P.

L'hostilité, pour ne pas dire la guerre entre Bakounine et Marx, et plus généralement entre les «marxistes» («je ne suis pas marxiste», aurait dit Marx vers la fin

de sa vie, se distançant ainsi de certaines interprétations de ses idées...) et les anarchistes, tout cela est si bien connu qu'on a peut-être un peu, pour ne pas dire beaucoup, perdu de vue que Marx (et Engels) portait un regard à la fois attentif, critique et sympathique au mouvement des coopératives et à la pratique de l'autogestion qui se manifestent déjà à leur époque.

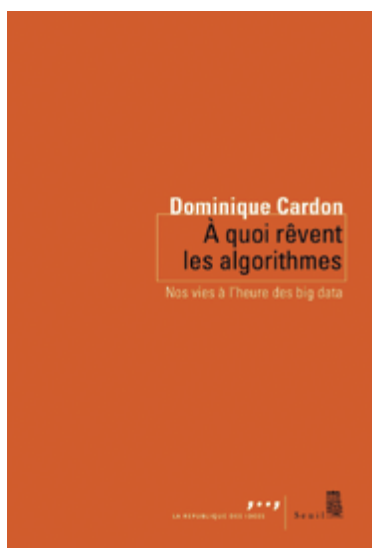
Marx écrit ainsi, avec humour et ironie: «Une feuille anglaise archi-bourgeoise, le Spectator du 26 mai 1866, rapporte [...] que des associations ouvrières peuvent conduire et administrer avec succès des boutiques, des fabriques dans toutes les branches de l'industrie et, en même temps, améliorer extraordinairement la condition des travailleurs, mais!... mais on ne

voit pas bien quelle place elles laissent au capitaliste.» Marx commente: «Quelle horreur!»

Le livre que propose M éditeur, longuement et savamment présenté par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka, réunit vingt textes de Marx et d'Engels qui trouveront une forte résonance aujourd'hui, au moment où les pratiques autogestionnaires semblent à tant de militant·e-s une avenue prometteuse pour sortir du capitalisme, de son soi-disant «libre-marché» et de cette supposée mondialisation qui accroît les inégalités souvent à coups de délocalisation et d'abandons d'usines et de lieux de production. Pourquoi ne pas se les approprier et faire le pari de l'autogestion? 

Autogestionnaires de tous les pays, unissez-vous!

NORMAND BAILLARGEON



À QUOI RÊVENT LES ALGORITHMES. NOS VIES À L'HEURE DES BIG DATA

DOMINIQUE CARDON, PARIS, SEUIL, 2015, P. 106


Ces dernières années, le terme d'algorithmes s'est fait une place dans les conversations quotidiennes, reflétant en cela leur influence croissante

dans nos vies, mais aussi un souci grandissant à propos de leur rôle, particulièrement à l'égard de l'accès au monde extérieur et des relations sociales que nous entretenons par leur intermédiaire. Dans *À quoi rêvent les algorithmes*, un ouvrage bref mais dense, Dominique Cardon fournit un éclairage raffiné et très utile sur ces questions.

«Comme la recette de cuisine, un algorithme est une série d'instructions permettant d'obtenir un résultat», explique Cardon d'entrée de jeu. L'algorithme est d'abord une série de calculs, une manière de traiter un grand nombre de données. Refusant une critique distanciée et souvent paresseuse, Cardon propose «d'allonger les algorithmes sur le divan», ou autrement dit, «d'entrer dans les calculs, d'explorer leurs rouages et d'identifier leurs visions du monde». Car il existe plusieurs familles d'algorithmes, qui mesurent des aspects distincts de nos vies numériques. Suite aux mesures d'audience (donc de popularité), proches des «cotes d'écoute» de la télévision et de la radio, Google a innové avec son

PageRank, basé sur l'autorité des sites (mesurée par les hyperliens provenant d'autres sites). Les médias sociaux ont consacré les mesures axées sur la réputation (pensons au fameux J'aime de Facebook), alors que les mesures prédictives, pour leur part, se glissent sous le Web en relevant les traces de nos activités.

Plus qu'un ouvrage sur Internet et le numérique, *À quoi rêvent les algorithmes* est aussi une réflexion sur les mutations de la statistique, qui peut aussi interpeller les mathématicien·ne·s et les méthodologues des sciences sociales. «Entrées dans les subjectivités contemporaines», les statistiques construites sur la base des algorithmes sont aussi une réponse à une logique de personnalisation et à une croissance de l'expressivité des individus. Autrement dit, et un peu paradoxalement, la montée des algorithmes est liée au caractère plus insaisissable de l'individu contemporain. Les algorithmes permettent de catégoriser le social et de rendre les comportements et préférences prévisibles – rappelant parfois l'habitus de Bourdieu – mais ils le font par le bas, par une sorte d'induction, à la manière de Google Traduction qui ne «comprend» pas les langues, mais traduit sur la seule base de correspondances statistiques.

Loin des dénonciations simplistes, Cardon cherche à dévoiler la dynamique complexe entre «une puissance d'agir de plus en plus forte des individus et des systèmes sociotechniques imposant, eux aussi, des architectures de plus en plus fortes». En cela, il jette l'éclairage sur une nouvelle manière de faire société, qu'il importe de comprendre pour en éviter les pièges. 

PHILIPPE DE GROSOIS



LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC À L'ÉPREUVE DE LA FINANCIARISATION

FRÉDÉRIC HANIN (DIR.), QUÉBEC, PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2016.

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP) est un des plus gros investisseurs institutionnels publics au monde et est une institution incontournable au sein de l'économie du Québec. Au tournant des années 2000

sous la direction de Henri-Paul Rousseau, la CDP a modifié son mandat, passant d'une institution devant partager ses objectifs entre le développement économique du Québec et le rendement des actifs des déposants, à une institution presque uniquement axée sur le second objectif. De ce changement initialement minime, la Caisse changera profondément ses activités.


À la suite de ces changements institutionnels arriva la crise financière internationale de 2008, qui eut des conséquences profondément néfastes sur l'entièreté de l'économie mondiale. Cette tempête marque une première faute majeure dans l'histoire de la CDP: la perte de presque 40 milliards de dollars. C'est autour de cet évènement qu'évolue l'ouvrage *La Caisse de dépôt et placement du Québec à l'épreuve de la financiarisation*. Celui-ci tente de démontrer, par une analyse approfondie, comment l'institution n'a pas su se protéger des aléas du marché après la modification de son mandat, plus précisément en ce qui a trait à l'utilisation des produits de placement spéculatif, premier coupable de la crise des *subprimes* de 2008. L'ouvrage explique le changement de cap de la CDP, à la suite de cette crise, et de ses initiatives pour orienter son capital vers des marchés jugés, pour l'instant, plus sécuritaires.

Débutant l'ouvrage par une description sommaire de la finance internationale contemporaine, les auteur·e·s expriment rapidement leur réticence par rapport à ce marché fluide et virtuel, démontrant même les impacts négatifs de la finance sur l'économie réelle. Ils expliquent par la suite le concept de «financiarisation» et le définissent comme étant à la fois le «*poids croissant de la finance dans la dynamique capitaliste [...], une croissance faible et instable [...] et des inégalités croissantes*», tous des problèmes incontournables de l'économie mondiale actuelle.

Suite à cela, les auteur·e·s se penchent sur les types d'investisseurs institutionnels ainsi que sur l'évolution de la Caisse de dépôt et placements, en passant par son histoire, depuis sa création en 1965 sous le gouvernement de Jean Lesage, jusqu'aux changements dans sa gouvernance et la modification de son mandat et de ses activités. Enfin, l'ouvrage s'applique à décrire les impacts de la crise économique de 2008 sur la CDP et les raisons qui ont permis à cette précieuse institution québécoise de perdre presque 25% de ses actifs en une si courte période.

Même si l'ouvrage est décrit comme étant accessible à un large public, la première partie expliquant les structures de la finance peut s'avérer ardue à comprendre pour les lecteurs·trices n'ayant pas de connaissances de base en finance. Toutefois, les parties subséquentes deviennent beaucoup plus aisées, quittant les sphères des termes économiques et finan-

ciers volontairement nébuleux de l'économie néoclassique. Par la suite, les chapitres portant sur les politiques et l'évolution de la caisse depuis sa création sont extrêmement intéressants et nous amènent à comprendre le schisme qui se créera dans les années 2000 entre le mandat initial de la CDP et son nouveau modèle néolibéral. Enfin, l'analyse finale sur l'implication de la CDP dans l'économie du Québec et ses erreurs au courant du 21^e siècle, qui l'entraîneront à la débâcle de 2008, nous amène à réfléchir sur le rôle réel de cette institution centrale du Québec et sur son avenir.

Malgré quelques répétitions d'information causée par le caractère collectif de l'ouvrage, celui-ci a su vulgariser les origines, les rôles, l'évolution, les erreurs et le futur possible de la Caisse de dépôt et placement du Québec et est un incontournable de son analyse contemporaine. 

OLIVIER VIGER BEAUDIN




LES BOTTES SUÉDOISES

HENNING MANKELL,
PARIS, SEUIL, 2016, 368 P.

Les bottes suédoises est le dernier roman de Henning Mankell, décédé en octobre 2015 des suites d'un cancer. Il met en scène un retraité de soixante-dix ans dont la maison construite par ses grands-parents a été incendiée. Solitaire et isolé, il s'interroge sur sa

raison de vivre et la découvre peu à peu en développant des liens avec sa fille, dont il était très éloigné, et en cultivant une amitié avec une femme beaucoup plus jeune dont il rêve d'être aimé.

À travers ce roman, Mankell médite sur le sens de la vie pour un vieillard. 

JEAN-MARC PIOTTE

À TOUT PRENDRE !

RAMON VITESSE

Sur les ondes de CKUT 90.3 FM, *Pirate & libre !*
les mardis de 1 h à 2 du matin.
www.ckut.ca



Barbara Pellerin, Vincent Bailly et Kris, *Mon père était boxeur, Futuropolis, 2016, 72 p. et un DVD*

La richesse de ce travail consiste à offrir deux facettes complémentaires d'une même histoire: BD et film documentaire. Le boxeur est le père de Barbara Pellerin, qui réalise le film tel un combat avec son «monstre» de père. Elle se confronte et le confronte dans ce désastre familial que fut le divorce parental – la violence semble être une clé utile à cet effet. La part BD, dont le dessin nerveux et les couleurs approximatives rappellent le mouvement d'un film d'animation, amène d'autres perspectives. Selon l'auteure, la boxe c'était pour percer l'inconnu; peut-être même l'aimer. La mort subite du père laisse des questions sans réponse...



Catherine Meurisse, *La légèreté, Dargaud, 2016, 133 p.*

L'auteure réapprovoise le dessin après avoir survécu à l'attentat qui a visé *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015. Un passage à vide et une quête singulière qu'elle raconte dans cet album aussi vertigineux que lumineux. Dans sa satire, l'auteure a toujours tenté de transmettre les gemmes des écrivains et artistes patrimoniaux. Meurisse signa justement *Moderne Olympia* (Musée d'Orsay/Futuropolis) sur le mythe de *Roméo et Juliette*. Pour en découdre avec l'horreur qui l'alourdissait, elle a l'idée de solliciter un séjour artistique à la Villa Médicis à Rome: «*Vous incarnez la beauté, les arts et la mémoire, c'est pourquoi je vois en vous mon unique lieu de réparation.*» Ce livre en dit long sur l'importance de l'art pour raviver des dialogues permettant de ne pas être foudroyé par la folie.



Robert Fusil et Les chiens fous, *Les mardi gras à Hochelaga, Marcelle le chien, 2016*

Après *Réussir dans vie*, ce retour a quelque chose d'irradiant et de redoutable pour la chanson libertaire à textes folk marinée de rock, de classique (!) et surtout d'une gouaille fabuleuse. Les vécus révoltants prennent ici des contours iconiques pour appeler à la sédition heureuse: «*si tu mords la main qui te nourrit, ça va te faire seulement plus de nourriture*», «*on veut pas travailler, t'amuser, on veut mourir fou*» et «*voler comme l'oiseau*». Phénoménal!




Antonio Altarriba et Kim, *L'Aile brisée, Denoël Graphic, 2016, 263 p.*

Voici un auteur inouï pour restituer l'histoire à partir d'un levier biographique. *L'Art de voler*, son premier livre, défrichait l'histoire rebelle au franquisme avec le parcours résistant de son père qui, au final, se suicida en se défenestrant à sa résidence de vieux. Pour ce troisième et nouveau livre, qui compose un diptyque parental, il revient sur un personnage négligé, sa mère. *L'Aile brisée* démarre avec une révélation jusque-là inconnue de l'auteur: le handicap d'un bras à la naissance pour sa mère, une dévote qui servit de bonniche à un général pendant plusieurs années. Les souffrances, le courage et l'émancipation des femmes vont de pair dans ce livre-choc au dessin noir, blanc et gris de Kim au coup de crayon hyper réaliste.



Kill your memory, Heaven for real, Mint Records, 2016

Rock expérimental, jazz-pop, art-rock? Et même musique ébouriffée pour ce quatuor d'Halifax qui s'adonne aux collages ludiques pour les textes autant que les inspirations musicales. Ce premier disque en quatre années de bidouillages et de spectacles tout de même vachement dansants fera assurément un automne kaléidoscopique!!! 

**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**

**L'AUSTÉRITÉ
DÉTRUIT**

**L'AUSTÉRITÉ
EST UN ÉCHEC**

**L'AUSTÉRITÉ
N'EST PAS
UNE SOLUTION**

 [refusons.org](https://www.refusons.org)

**TOUT
LE MONDE
MÉRITE UNE CHANCE ÉGALE
d'écrire son avenir.**



Centrale des syndicats
du Québec


CSQ
[lacsq.org](https://www.lacsq.org)

  [lafae.qc.ca](https://www.lafae.qc.ca)

*spectaculaire respecté robuste
captivante compétent souple
animée ou expérimente
excellente à dire débattant
nourrit et infatigable*

NOUS CRÉONS L'AVENIR

 **10 ANS**
FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT



le SFPQ
FIER
de représenter
SES MEMBRES
DE LA FONCTION PUBLIQUE
QUÉBÉCOISE



Passez à l'ATTAC !

paradis fiscaux - taxe sur les
transactions financières - libre-échange



**Devenez membre
dès aujourd'hui !**



www.quebec.attac.org

**MA PLACE EN SANTÉ,
j'y tiens**
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**À la défense de notre
réseau public**




maplaceensante.com

Au Québec, la santé
et les services sociaux,
c'est **PUBLIC!**

SCFP
Syndicat canadien de
la fonction publique



scfp.qc.ca  SCFP-Québec  @SCFPQuebec

à bâbord!

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

Tout le monde à bord!

En ligne : ababord.org/abonnement

Par la poste :

- | | | |
|--------------------------|---|--------|
| <input type="checkbox"/> | Abonnement individuel 1 an / 5 numéros | 55 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement de soutien 1 an / 5 numéros | 65 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement individuel 2 ans / 10 numéros | 100 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement étudiant et faible revenu 1 an | 40 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement électronique | 35 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement institutionnel | 80 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Don de soutien | _____ |

* Ces tarifs sont taxes incluses.

Nom _____

Organisme/Institution _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Tél. _____ Courriel _____

Débuter l'abonnement au numéro _____

Faites parvenir votre coupon et votre chèque à l'ordre de

La revue À bâbord !

5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G 2N8



Député de Mercier

Adresse de circonscription
1012, avenue du Mont-Royal Est, # 102
Montréal (Québec) H2J 1X6
Téléphone : 514 525-8877
Courriel : akhadir-merc@assnat.qc.ca



AMIR KHADIR

Conseil central 
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

 Conseil central du Montréal
métropolitain-CSN

www.ccmm-csn.qc.ca

Pour se syndiquer :
1-800-947-6177





Nous, on parle santé.



fiqsante.qc.ca



21 OCTOBRE 2016
dans plus de 30 villes du Québec

C'est sous le slogan 'Personne n'est à l'abri' que chaque année, depuis 1989, des gens de tous âges et tous milieux se réunissent pour un moment de solidarité envers les personnes vivant l'itinérance. Trouvez la Nuit la plus proche de chez vous et joignez-vous au mouvement!



LA NUIT DES SANS ABRI

SOLIDAIREMENT DEPUIS **27 ANS!**

 SUIVEZ-NOUS SUR
FACEBOOK

WWW.NUITDESSANSABRI.COM


à babord!

POUR NOUS SUIVRE, NOUS JOINDRE ET S'ABONNER

WWW.ABABORD.ORG - INFO@ABABORD.ORG